

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

8 OCTOBRE 2012

N°121

TOME II

SOMMAIRE

Conseil du 8 octobre 2012

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS (TOME II)	3
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES (TOME II)	263

PARTIE 2
DECISIONS

Pages

CONSEIL DU 8 OCTOBRE 2012

4

<p>N° D2012-102 - 13/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p> <p>Décision relative à un marché complémentaire n°2940S12-02 - Mutation du hameau et des zones de mitage présentes sur le site de Sablassou</p> <p>Objet : Un marché complémentaire n°2940S12 - 02 de prestations intellectuelles est passé avec le groupement Stephane Barriquand, mandataire, et l'Atelier des Villes. Ce marché concerne la mutation du hameau et des zones de mitage présentes sur le site de Sablassou. Il prend effet à compter de la notification du marché pour une durée de 3 mois et un montant de 17 247 € H.T.</p>	22
<p>N° D2012-104 – 06/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p> <p>Décision relative à un marché complémentaire n°2980E10.01 dans le cadre du mandat d'études de Baillargues confié à la SAAM pour les études hydrauliques sur la Plaine du Colombier</p> <p>Objet : Un marché n°2980E10.01 de prestations intellectuelles est passé avec la société EGIS Eau. Ce marché est un marché complémentaire à celui notifié le 22 décembre 2010 relatif à la réalisation d'études hydrauliques sur la Plaine du Colombier et porte sur des études d'ensemble, la réalisation d'un dossier loi eau et les démarches auprès des autorités. Il prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 2 ans et un montant de 20 600 € H.T.</p>	24
<p>N° D2012-105 – 18/07/2012 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à une convention de domiciliation avec la société Prophix France sise au Montpellier International Business Incubator</p> <p>Objet : La présente convention permet la domiciliation du siège social de l'entreprise Prophix France exerçant une activité de logiciels de reporting financier à l'adresse du bâtiment MIBI. Le domicilié pourra utiliser cette adresse à usage de siège social et adresse commerciale. La présente domiciliation est conclue à compter de la date de signature pour une durée d'un an moyennant paiement d'une somme forfaitaire de 17,91 euros H.T.</p>	26
<p>N° D2012-117 - 02/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à un contrat de location des locaux du Montpellier International Business Incubator avec la société VUPEN Security</p> <p>Objet : Un contrat de location est conclu avec la société VUPEN Security pour une période inférieure à 24 mois à compter du 1^{er} juillet 2012, soit jusqu'au 30 avril 2013. A compter du 1^{er} juillet 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 19,60 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 250,29 € conformément au tarif applicable.</p>	28
<p>N° D2012-120 – 13/07/2012 Direction de l'Eau et de l'Assainissement</p> <p>Décision relative au marché n°3003EA12 d'étude et optimisation du transfert des effluents de Lattes et Palavas les Flots sur MAERA</p> <p>Objet : Un marché n°3003EA12 de prestations de services est passé avec la Société Etudes Conseils Eau. Ce marché concerne la réalisation de l'étude et du diagnostic du transfert des effluents de Lattes et Palavas les Flots sur MAERA. Il prend effet à compter de sa signature. Sa durée est de 3 mois pour un montant 27 167,50 € H.T.</p>	30
<p>N° D2012-125 – 13/07/2012 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du Théâtre du Hangar à l'association Maison de la Chanson</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise l'Association Maison de la Chanson à occuper temporairement le Théâtre du Hangar afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 23 au 29 juillet 2012 inclus. Une convention fixe les modalités de cette occupation.</p>	32
<p>N° D2012-128 – 13/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de l'aménagement de l'Avenue Georges Frêche</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération acquiert les 955 m² de terrain correspondant à l'emprise sur la parcelle cadastrée à Castelnau le Lez, section AX numéro 6 d'une contenance totale de 4230 m², appartenant au CTI Sud. A titre d'échange la Communauté d'Agglomération s'engage à rétrocéder au CTI Sud, une parcelle de 1010 m² de terrain cadastrée AX 99. L'échange s'effectuera sans soulte, la valeur vénale des terrains échangés étant identique. Le prix d'acquisition des parcelles désignées à l'article 1 est de 35 530 € (trente cinq mille cinq cent trente euros), toutes indemnités confondues.</p>	33

<p>N° D2012-129 – 09/07/2012 Direction des Ressources Informatiques Décision relative à un marché n°2977RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Objet : Un marché de maintenance logicielle est conclu avec la société INFOR GLOBAL SOLUTIONS sise à GARCHES. Ce marché concerne les logiciels installés dans le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements et sans que la durée totale du contrat n'excède 3 ans. Le montant annuel de ce marché est compris entre un minimum de 42 071,99 € H.T. et un maximum de 65 000,00 € H.T.</p>	35
<p>N° D2012-130 – 16/07/2012 Direction des Ressources Informatiques Décision relative à un marché n°2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Objet : Un marché de maintenance logicielle est conclu avec la société ARCHIMED sise à LILLE. Ce marché concerne les logiciels installés dans le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements et sans que la durée totale du contrat n'excède 3 ans. Le montant annuel de ce marché est compris entre un minimum de 34 752,45 € H.T. et un maximum de 65 000 € H.T.</p>	37
<p>N° D2012-134 - 26/07/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location de l'immeuble MIBI Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM signent un avenant n°1 au contrat de location du 24 mai 2011 portant sur la location de l'immeuble de bureaux MIBI. La location arrivant initialement à terme le 23 juin 2012, le présent avenant modifie la durée de la location en la prolongeant jusqu'au 31 décembre 2012. Le loyer annuel pour l'année 2012 est de 246 696,28 euros H.T.</p>	39
<p>N° D2012-135 – 06/08/2012 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision relative au marché n°2755EA11 d'extension du réseau d'eaux usées du chemin de NOUAU à Prades le Lez Objet : Un marché de travaux est passé avec la société SOGEA SUD sise à MONTPELLIER. Le marché concerne l'exécution de travaux d'extension du réseau des eaux usées afin de mettre en cohérence les équipements d'assainissement du secteur du chemin de Nouau avec le zonage d'assainissement de la Commune de Prades le Lez. La consultation propose deux prestations alternatives. La durée globale du marché est de 4 mois dont un mois pour la période de préparation des travaux et 3 mois pour l'exécution des travaux. Le montant du marché s'élève à 225 243 euros H.T. pour l'offre de base et la prestation alternative n°2, concernant le poste de terrassement.</p>	41
<p>N° D2012-136 – 12/07/2012 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets Décision relative à un marché n°2980GD12 de remplacement des rideaux métalliques du centre de tri DEMETER Objet : Un marché de prestation de service n°2980GD12 est passé avec la société C D'EN FER en vu du remplacement des rideaux métallique du centre de tri DEMETER. Le marché est conclu pour une durée de 2 semaines à compter de l'ordre de démarrage des prestations. Sa durée est de 5 semaines. Le montant du marché est de 21 397,00 € H.T.</p>	43
<p>N° D2012-137 – 12/07/2012 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets Décision relative à un marché n°2976GD12 de travaux sur le réseau de biogaz de l'ancien centre de stockage du Thôt Objet : Un marché de travaux n°2976GD12 est passé avec la société RAZEL BEC relatif à des modifications sur le réseau de biogaz du Thôt. Le marché prendra effet à compter de l'Ordre de démarrage des prestations pour une durée de 3 semaines. Le montant du marché est de 9 640,00 € H.T.</p>	45
<p>N° D2012-140 - 19/07/12 Direction de la Culture Décision relative à un marché complémentaire n°257T12.01 au marché n°257 T11.05 de reprise de la Gestion Technique Centralisée de l'extension de l'aquarium Mare Nostrum Objet : Le marché complémentaire n°257T12.01 au marché n°257T11.05 est passé avec la société COUTANT sise à La Rochelle pour réaliser des travaux nécessaires suite aux dysfonctionnements de la GTC intervenus pendant l'année de garantie de parfait achèvement. Le montant du marché s'élève à 57 862,48 € T.T.C., correspondant à 4,09% du marché principal. Le délai de réalisation de ce marché sera de deux mois à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.</p>	47

<p>N° D2012-143 – 16/07/2012 Direction de l'Eau et de l'Assainissement</p> <p>Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2341 de construction du local de pompage pour le forage Farel sur la Commune de Saint-Brès.</p> <p>Objet : Un avenant n° 1 au marché n°2341 pour les travaux de construction du local de pompage pour le forage Farel sur la Commune de Saint-Brès est conclu avec SDEI Travaux sise à Saint Just afin de prendre en compte des modifications intervenues dans la nature des prestations ou leurs conditions de réalisation du fait d'aléas techniques, de propositions de l'entreprise ou de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, nouvellement compétente, afin d'optimiser les installations sur les plans techniques et financiers. Le montant de l'avenant n°1 s'élève à 14 922 € H.T., portant le nouveau montant du marché à 97 992 € H.T. Les autres clauses du marché sont inchangées.</p>	49
<p>N° D2012-145 – 12/07/2012 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à un marché n°2933DE12 pour l'élaboration du schéma directeur de développement hôtelier et para-hôtelier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</p> <p>Objet : Considérant la nécessité de favoriser et d'encadrer le déploiement d'une offre hôtelière équilibrée au regard des perspectives futures de développement du territoire à moyen et long terme, un marché de prestation intellectuelle est passé avec la société MKG Hospitality pour la réalisation du schéma directeur de développement hôtelier et para-hôtelier. Le marché prend effet à compter de la notification du marché, pour une durée de 5 mois. Le montant du marché s'élève à 17 390 € H.T.</p>	51
<p>N° D2012-147 – 19/07/2012 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p> <p>Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°2950 sur l'étude urbaine préalable à l'aménagement et au réinvestissement du secteur sud sur la Commune du Crès</p> <p>Objet : Un avenant au marché n°2950 est conclu avec le premier cotraitant, mandataire du groupement : la société RKNL – N.LEBUNETEL Urbanistes Architectes sise à Montpellier. Cet avenant porte sur la réalisation de 3 perspectives d'aménagement aériennes au format A1. Celles-ci se décomposent comme suit : perspectives de l'avancement du projet d'aménagement et de réinvestissement urbain en 2015, 2020 et 2025. Le montant précis du présent avenant s'élève à 7 500 € H.T. Le montant du marché, après avenant, s'élève à 128 810 € H.T.</p>	53
<p>N° D2012-150 – 07/09/2012 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à la mise en place de l'outil Balise Envie d'entreprendre à la Cyberbase de Montpellier Agglomération</p> <p>Objet : Dans le cadre de ses actions de sensibilisation à la création et reprise d'entreprises, la Cyberbase adhère à l'outil "Balise". Cet outil en ligne permet aux personnes qui ont envie de créer mais qui n'ont pas totalement formalisé leur projet, d'avoir accès à des expériences concrètes au niveau local et national détaillant les parcours. L'adhésion à l'outil Balise s'élève à 2 500 euros T.T.C. pour une année.</p>	55
<p>N° D2012-152 – 09/07/2012 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p>Décision relative au marché n°3016 pour le remplacement de la centrale de traitement d'air de la piscine Jean TARIS à Montpellier</p> <p>Objet : Un marché de travaux concernant le remplacement de la centrale de traitement d'air de la piscine Jean Taris à Montpellier est conclu avec la société AXIMA à Lattes. Le délai d'exécution du marché est de 3 semaines à compter de l'ordre de service. Le montant du marché est fixé à 101 137,29€ H.T.</p>	57
<p>N° D2012-154 – 16/07/2012 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux du Château Mallet à Cournonterral</p> <p>Objet : Une convention d'occupation temporaire de locaux du Château Mallet, situé rue du Docteur Ombras à Cournonterral, est passée avec l'association « Chevalets de Cournonterral et ses hautbois » et la Ville de Cournonterral. Cette convention est conclue à titre gracieux pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature. Elle est renouvelable par reconduction tacite pour une durée d'un an, dans la limite de 3 reconductions.</p>	59
<p>N° D2012-155 – 18/06/2012 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°2728UA11 Ville intelligente dans le cadre de la démarche Ecocité</p> <p>Objet : Un avenant n°1 au marché n°2728UA11 est passé avec la Compagnie IBM France. Cet avenant concerne une mission d'accompagnement « ville intelligente » pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la démarche Ecocité. La durée de la mission est portée à 9 mois. Le présent avenant s'élève à 7 380 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève donc à 57 380 € H.T.</p>	61

<p>N° D2012-157 – 12/07/2012 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</p> <p>Décision relative à un marché n°2899GD12 de surveillance pérenne concernant les Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) sur le Centre de Stockage de Déchets Non Dangereux (CSDND) du Thôt</p> <p>Objet : Un marché n°2899GD12 de services est passé avec la société Hydraudiag sise à Cournonsec. Ce marché a pour objet la surveillance pérenne concernant les Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) sur le Centre de Stockage de Déchets Non Dangereux (CSDND) du Thôt. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans et il finira le 31 décembre 2015 au plus tard. Le montant du marché s'élève à 18 700,00 € H.T.</p>	63
<p>N° D2012-159 - 26/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à un contrat de location des locaux du Montpellier International Business Incubator avec la société API SCHMIDT BRETTE</p> <p>Objet : Un contrat de location est conclu avec la société API SCHMIDT BRETTE en qualité de bureau de liaison pour une période inférieure à 24 mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 30 avril 2013. A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 14,40 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 183,88 € conformément au tarif applicable.</p>	65
<p>N° D2012-160 – 13/07/2012 Direction de l'Eau et de l'Assainissement</p> <p>Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Poste de refoulement des Eaux Usées sur la rue des Pilettes à Saint Georges d'Orques</p> <p>Objet : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière d'assainissement des eaux usées et la Commune de Saint Georges d'Orques, pour le futur poste de refoulement. Cette occupation est consentie pour une durée de 8 ans, reconductible expressément à l'échéance pour une durée de 4 ans. Elle représente une emprise de 7 m² sous le domaine public. Elle est consentie et acceptée gratuitement.</p>	67
<p>N° D2012-161 - 31/08/12 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à un marché de prestations de services pour la recherche des copies et des droits des films destinés à être projetés dans l'auditorium du Musée Henri Prades pour le cycle de cinéma méditerranéen en automne 2012</p> <p>Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association CINEMED. Ce marché concerne la recherche de copies et des droits auprès des distributeurs, la négociation des droits des copies ainsi que la fourniture au musée pour le retour des copies DVD pour les films « La fiancée syrienne », « Le chant des mariés », « Pranzo di Farragosto » (le déjeuner du 15 août) et « La nuit de San Lorenzo ». Les films seront projetés dans l'auditorium du musée Henri Prades entre le 23 septembre et le 9 décembre 2012. Le marché prend effet à compter de sa signature pour la durée de l'exposition « Montpellier terre de faïences ». Le montant du marché s'élève à 3 000 € H.T.</p>	69
<p>N° D2012-163 - 26/07/12 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à l'achat du spectacle Un nuage en pantalon</p> <p>Objet : Dans le cadre du fonds d'aide à la diffusion théâtrale, la Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle "Un nuage en pantalon" diffusé le 6 juillet 2012 par le Festival des Arts des vignes de Sussargues. Ce marché est conclu avec la Compagnie Provisoire et l'association PIB, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 841,12 € H.T.</p>	71
<p>N° D2012-166 - 26/07/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</p> <p>Décision relative à un contrat de location avec la Société TAGEOS, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier, Parcelle RX 32</p> <p>Objet : Un contrat de location est signé entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TAGEOS. Le contrat de location, prévu pour une durée de 2 ans, porte sur des locaux situés dans le bâtiment Laboratoire Santé Millénaire, 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier. La surface louée est de 471,25 m², pour un loyer annuel de 37 700 euros H.T.</p>	73
<p>N° D2012-168 – 18/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boucherie BAB MANSOUR</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL BAB MANSOUR pour la Boucherie BAB MANSOUR au 57, Cours Gambetta à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 30 918 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012, déduction faite de la somme de 11 798 € déjà versée. Le solde s'élève à 19 120 €.</p>	75

<p>N° D2012-169 – 13/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boucherie MARTINEZ Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise Monsieur Martinez Jean Raphael pour la Boucherie MARTINEZ place Laissac à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 11 254 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite des 1 481 € déjà versés, le solde est de 9 773 €.</p>	77
<p>N° D2012-170 – 13/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - INSTITUT DE BEAUTE CARLYN Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la EURL Cristal pour le commerce INSTITUT DE BEAUTE CARLYN au 10 Bis, Cours Gambetta à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 25 000 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite de la somme de 5 000 € déjà versée, le solde s'élève à 20 000 €.</p>	79
<p>N° D2012-171 – 13/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Kiosque à journaux Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise M. SALTET Philippe pour le commerce le Kiosque à journaux Place Edouard Adam à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 5 516 € fixée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012, déduction faite de la somme de 3 861 € déjà versée. Le solde s'élève à 1 655 €.</p>	81
<p>N° D2012-172 – 16/07/2012 Direction de la Culture Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Hall d'accueil du Conservatoire à Rayonnement Régional - Site de Lisbonne Objet : Une convention d'occupation temporaire du hall d'accueil du Conservatoire à Rayonnement Régional – site de Lisbonne, est passée avec l'association de quartier « Nouveau Sainte Anne ». Cette convention est consentie à titre gracieux, pour y aménager un espace vestiaire pour les musiciens intervenant dans le cadre de la manifestation « Les Nuits de Sainte Anne ». L'autorisation d'occupation est consentie les 26, 27, 28 et 29 juin 2012, et les 2, 3, 4, 5, 6 et 9 juillet 2012, de 20h00 à 23h00.</p>	83
<p>N° D2012-173 – 13/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Nature et Beauté Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise Mme SAGNE Monique pour le commerce Nature et Beauté au 192, Av de Lodève à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive évaluée à 6 533 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite de la somme de 4 669 € déjà versée, le solde s'élève à 1 864 €.</p>	85
<p>N° D2012-174 – 16/07/2012 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision d'ester en justice Société Sound and Light System Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée au cabinet d'avocats "Lyon-Caen et Thiriez" près le Conseil d'Etat contre l'ordonnance n°1202281-4 du Tribunal Administratif de Montpellier du 14 juin 2012 annulant le contrat conclu le 3 avril 2012 entre la Société IEC Paris et la Communauté d'Agglomération portant sur le lot n°2 du marché public d'accessoires pour l'Opéra Comédie de Montpellier.</p>	87
<p>N° D2012-175 – 18/07/2012 Direction des Finances Décision relative à un contrat d'emprunt entre la Société Générale et la Communauté d'Agglomération de Montpellier Objet : Un contrat d'emprunt sur ressource Caisse des Dépôts et Consignations est conclu avec la Société Générale. L'objet du contrat est le financement du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant du contrat s'élève à 2 000 000 €.</p>	88
<p>N° D2012-176 - 16/07/12 Direction des Transports et de la Voirie Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boulangerie l'Authentique Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL BOULANGERIE BUZON, représentée par M. BUZON, pour la Boulangerie l'Authentique au 7, rue du Fg de la Saunerie à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 29 831 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite de la somme de 20 511 € déjà versée, le solde s'élève à 9 320 €.</p>	90

<p>N° D2012-177 - 07/08/12 Direction du Foncier et de l' Aménagement Opérationnel</p> <p>Décision relative à un marché de prestations intellectuelles n°S12.02 : études de déplacements et mobilités dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du site stratégique Plaine du Colombier à Baillargues confié à la SAAM</p> <p>Objet : Un marché n°S12.02 est passé avec la société EGIS France, sise à Aix en Provence. Ce marché porte sur des études sur les déplacements actuels et les préconisations pour l'avenir dans le but d'alimenter le dialogue compétitif de désignation de l'urbaniste. Le titulaire aura également pour mission d'émettre un avis sur le fonctionnement, du point de vue des déplacements, des plans de références proposées par les urbanistes. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'1 an. Le montant du marché s'élève à 19 675 € H.T.</p>	92
<p>N° D2012-180 - 22/08/12 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à un contrat de cession du spectacle Tana & the pocket philharmonic avec l'association les Cruches à Nelly</p> <p>Objet : Un contrat de cession est conclu avec l'association 'les Cruches à Nelly', pour la représentation du spectacle 'Tana & the pocket philharmonic', le mercredi 25 juillet 2012, à Castries, à l'occasion de la manifestation 'L'Agglo dans les Etoiles', pour une durée de 2 jours. La cession du spectacle est conclue pour un montant de 800 € T.T.C.</p>	94
<p>N° D2012-181 - 26/07/12 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°2952DC12 de réfection du dispositif d'éclairage des salles d'expositions temporaires du musée Fabre</p> <p>Objet : Un avenant n°1 au marché n°2952 DC12 de réfection du dispositif d'éclairage des salles d'expositions temporaires du musée Fabre est passé avec la Société ISEA concernant l'ajout de rails et un raccordement électrique supplémentaire. Le montant de l'avenant s'élève à 2 235 € H.T. correspondant à un pourcentage d'écart de 1,12 % pour un montant total du marché de 201 807 € H.T.</p>	96
<p>N° D2012-182 - 19/07/12 Direction de l'Eau et de l'Assainissement</p> <p>Décision relative au marché n°2159EA09 de maîtrise d'œuvre portant transfert de titulaire</p> <p>Objet : Un avenant au marché n°2159EA09 doit être passé en vue de transfert à la société SAFEGE des prestations exercées jusqu'alors par la société 3AME.</p>	98
<p>N° D2012-183 - 26/07/12 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à un marché n°3021DC12 de remplacement de la serrurerie sur les baies vitrées du grand foyer de l'Opéra Comédie</p> <p>Objet : Un marché sous procédure adaptée n°3021DC12, est passé avec la société MALBREL – CONSERVATION sise à CAPDENAC, pour le remplacement de la serrurerie sur les baies vitrées du Grand Foyer de l'Opéra Comédie. Ce marché s'élève à 23 800 € H.T. Le délai d'exécution des travaux est défini comme suit : préparation du chantier 15 jours, approvisionnement 8 semaines, pose et ajustement 3 jours y compris la préparation du chantier.</p>	100
<p>N° D2012-184 - 26/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à l'agrément de candidature de la société NEOTIC en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire.</p> <p>Objet : La candidature de la société NEOTIC est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la réalisation de logiciels. Elle est candidate à la location du lot B10C de 188,10m² pour une période de 24 mois. L'entreprise compte 45 emplois et projette un effectif de 55 personnes à 3 ans</p>	102
<p>N° D2012-185 – 18/07/12 Direction du Foncier et de l' Aménagement Opérationnel</p> <p>Décision relative à une convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées, consentie par la SERM - Parcelle SC n°136 à Montpellier</p> <p>Objet : Suite à une opération d'aménagement de la SERM dans le cadre de la ZAC Port Marianne/Rive Gauche, la constitution d'une servitude de passage en tréfonds est nécessaire afin de régulariser la présence sous ce terrain de l'Intercepteur Est reliant la station d'épuration MAERA à Lattes. Cette convention est consentie à titre gratuit par la SERM, ou par le futur acquéreur de la parcelle, en l'occurrence la société Bouygues Immobilier, au profit de la Communauté d'agglomération de Montpellier.</p>	103
<p>N° D2012-186 – 13/07/12 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boulangerie TEISSIER</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL PHF, représentée par M. TEISSIER, pour la Boulangerie TEISSIER au 23 rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway avec une indemnité définitive de 17 745 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite de la somme de 9 180 € déjà versée, le solde s'élève à 8 565 €.</p>	105

<p>N° D2012-187 – 13/07/12 Direction des Transports et de la Voirie Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Le Fournil Saint Nicolas Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL LES FLOTS, représentée par Mme FAIVRE, pour le commerce Le Fournil Saint Nicolas au 72, Grand Rue Jean Moulin à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 79 079 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite des sommes de 30 527 € déjà versées, le solde s'élève à 48 552 €.</p>	107
<p>N° D2012-188 – 13/07/12 Direction des Transports et de la Voirie Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - PATISSERIE AUGIER PARGUEL Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise M. PARGUEL, exploitant de la PATISSERIE AUGIER PARGUEL 19, rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 49 645 € conformément à la décision de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite des sommes de 43 872 € déjà versées, le solde s'élève à 5 773 €.</p>	109
<p>N° D2012-189 - 23/07/12 Direction des Finances Décision relative à la clôture de la régie de recette de la bibliothèque Jean-Paul SARTRE Objet : Considérant la fermeture de la bibliothèque Jean-Paul SARTRE, il est nécessaire de clôturer la régie de recette de l'établissement.</p>	111
<p>N° D2012-190 - 26/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI DE LA LIRONDINE dans la ZAC Garosud extension à Montpellier Objet : La candidature de la SCI de la Lirondine est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot "1B" de 5 296 m² pour y construire un bâtiment de bureaux et entrepôt/stockage de 999 m² de surface de plancher. L'activité de l'entreprise utilisatrice sera la conception et la réalisation de stands d'exposition et d'aménagements d'espaces. L'entreprise projette un effectif de 17 personnes dans 3 ans.</p>	112
<p>N° D2012-191 - 26/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi Décision relative à l'agrément de candidature de la société KLOE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier Objet : La candidature de la société KLOE est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier. Elle est candidate à la location du lot "B02B" de 60 m² pour une période de 2 ans et 1 mois. Son activité est la conception et la fabrication de composants pour circuits optiques intégrés destinés aux réseaux de télécommunications. La société prévoit dans ce local, 6 emplois à 3 ans.</p>	114
<p>N° D2012-192 - 01/08/12 Direction de l'Eau et de l'Assainissement Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2852 d'élaboration du dossier de déclaration de la station d'épuration intercommunale des Communes de Saint Geniès des Mourgues et Sussargues. Objet : Un avenant n°1 au marché n°2852 est passé avec la société Alizé, sise au Crès. Cet avenant concerne l'augmentation de la rémunération du bureau d'études pour la réalisation de prestations supplémentaires. Le présent avenant s'élève à 776 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 8526 € H.T.</p>	115
<p>N° D2012-194 – 18/07/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision d'ester en justice 'Gras Jean-Marie et Autres' Conseil d'Etat Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "SCP Lyon-Caen et Thiriez" près le Conseil d'Etat contre l'arrêt du 04 juin 2012 rendu par la Cour Administrative de Marseille confirmant le jugement n°0703323, 0703329, et 0803025 en date du 16 juin 2009 par lequel le Tribunal Administratif de Montpellier a annulé l'arrêté préfectoral du 29 mai 2007 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement et de protection contre les inondations de la Basse Vallée du Lez et portant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Lattes et les arrêtés de cessibilité subséquents des 29 mai 2007 et 21 mars 2008.</p>	117
<p>N° D2012-195 - 07/08/12 Direction de la Culture Décision relative au marché n°3009DC12 de restaurations d'œuvres peintes sur toile ou sur bois (lot 1) et de restaurations d'œuvres graphiques (lot 2) pour le musée Fabre de Montpellier Objet : Un marché n°3009DC12 à bons de commande de restauration d'œuvres est passé avec la société BAXTER CONSEIL pour le lot n°1, domiciliée à Castelnau le Lez et avec M. Eric OULEY pour le lot n°2, domicilié à Gaillac. Ce marché concerne la restauration d'œuvres peintes sur toiles ou sur bois (lot 1) et d'œuvres graphiques (lot 2) pour le musée Fabre de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an. Le montant du marché s'élève à 170 € H.T. / demi-journée pour le lot 1 avec un seuil minimum de 7 000 € et un seuil maximum de 21 000 € et 180</p>	118

H.T. / demi-journée pour le lot 2 avec un seuil minimum de 5 000 € et un seuil maximum de 15 000 €.	
N° D2012-197 - 19/07/12 Direction de la Culture	120
Décision relative au marché n°2932DC12 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de charpente couverture du domaine Bonnier de la Mosson	
Objet : Un marché n°2932DC12 est passé avec le groupement constitué du Cabinet d'architecture Frédéric MARTORELLO, mandataire, domicilié, à CASCASTEL des CORBIERES et la société ARPENT co-traitant n°1, domiciliée à BIZANET. La mission de maîtrise d'œuvre porte sur des travaux de charpente-couverture des bâtiments des communs du domaine Bonnier de la Mosson dans l'optique du sauvetage de ces bâtiments. Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 30 mois et pour un montant forfaitaire de 28 668,12 € T.T.C.	
N° D2012-204 - 23/07/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	122
Décision relative à la mise en location d'une maison d'habitation située au 3024 avenue Albert Einstein à Montpellier, parcelle cadastrée RB 16	
Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclue un bail précaire de location avec M. Laurent MOREL et M ^{me} Nathalie FLECHIER. Le bail porte sur une maison d'habitation acquise par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, située au 3024 avenue Albert Einstein à Montpellier, parcelle cadastrée RB 16. Le contrat est conclu pour une durée d'1 an renouvelable, pour un loyer mensuel de 900 euros (hors taxes et hors abonnements).	
N° D2012-205 - 26/07/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	124
Décision relative à une convention de location avec la société EDES, portant sur un local situé au 515, rue Alfred Nobel Parc du Millénaire à Montpellier, parcelle cadastrée RX 32	
Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclue avec la société EDES une convention d'occupation de 2 ans. Les locaux concernés, d'une surface de 90,3 m ² environ, sont situés au 515 rue Alfred Nobel, à Montpellier, dans le bâtiment Laboratoire Santé Millénaire. La convention est consentie pour une durée de 2 ans, à compter de sa signature et fixe un loyer annuel de 8 639 euros T.T.C. hors charges.	
N° D2012-206 - 19/07/12 Direction de la Culture	126
Décision relative à un marché n°2998DC12 de réalisation de la signalétique et pose d'un éclairage extérieur en façade du Planétarium Galilée	
Objet : Un marché n°2998DC12 est passé avec l'entreprise DECO ADER MEDITERRANÉE, domiciliée à Saint-Jean-de-Védas. Ce marché concerne la réalisation de la signalétique de la façade du Planétarium Galilée avec pose d'une impression numérique sur adhésif et d'un éclairage extérieur. Le marché est conclu pour une durée de trois semaines de conception et trois semaines de pose à compter de la notification du marché et s'élève à 19 797,00 € H.T.	
N° D2012-207 - 19/07/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	128
Décision relative à l'acquisition de la parcelle SS 3 - Lieu-dit Domaine de la Banquière à Montpellier	
Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de M ^{me} MEYNIER Antoinette épouse FABRY la parcelle en nature de terre cadastrée section SS n°3, sise lieu-dit Font de la Banquière sur la Commune de Montpellier, pour une contenance totale de 25 a 26 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 63 150 €, toutes indemnités comprises, les frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.	
N° D2012-210 - 23/07/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	130
Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section AA 79 et 80, BA 42 - Commune de Saint-Jean-de-Védas	
Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la dia auprès de Madame MARTINEZ Eliane des parcelles cadastrées AA 79 et 80, et BA 42, d'une surface totale de 4 400 m ² , à usage de terre, et situées aux lieudits Lous Garrigous et Rieucoulon à Saint-Jean-de-Védas. Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 38 000 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre des ZAD de compétence communautaire sont nécessaires pour constituer des réserves foncières.	
N° D2012-211 - 07/08/12 Direction de la Culture	132
Décision relative au marché n°3009bisDC12 d'interventions ponctuelles de restauration-conservation de cadres pour le musée Fabre de Montpellier	
Objet : Un marché n°3009bisDC12 à bons de commande de restauration de cadres est passé avec M. Sébastien DAVID, 12 rue Aimée BARDOU, 37210 Vernou sur Brenne. Ce marché concerne des interventions ponctuelles de restauration-conservation de cadres. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an. Le montant du marché s'élève à 235 € H.T/ demi-journée avec un seuil minimum de 7 000 € H.T. et un seuil maximum de 21 000 € H.T.	

<p>N° D2012-212 - 23/07/12 Direction des Sports</p> <p>Décision relative à une convention pour la mise à disposition du terrain de catégorie C, de vestiaires, de bureaux et de divers locaux du Stade Yves du Manoir à l'association du Montpellier Rugby Club</p> <p>Objet : Une convention d'occupation, précaire et révocable, est conclue avec l'association Montpellier Rugby Club. Cette convention concerne l'utilisation du terrain de catégorie C, de vestiaires, de bureaux et de divers locaux du Stade Yves du Manoir. La durée de cette convention est d'un an. Cette convention est conclue à titre gratuit. Toutefois, les charges concernant la partie bureaux font l'objet d'une facturation forfaitaire révisable annuellement définie à partir des charges constatées sur l'année précédente.</p>	134
<p>N° D2012-213 - 07/08/12 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2975DC12 de travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition 'Caravage et le caravagisme européen'</p> <p>Objet : Un avenant n°1 au marché n°2975DC12 de travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition 'Caravage et le caravagisme européen' est passé avec la société Stand Expo Déco concernant des ajouts de cimaises et de mises à distance. Le montant de l'avenant s'élève à 5 365,36 € H.T. correspondant à un pourcentage d'écart de 4,23% pour un montant total du marché de 132 225,46 € H.T.</p>	136
<p>N° D2012-214 - 23/07/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p> <p>Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle n° RA 1 - Commune de Montpellier</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de la société Décathlon Montpellier Odysseum, représentée par M. Eric ROLLAND dûment habilité en sa qualité de directeur, à prêter l'usage de sa parcelle cadastrée section RA n°1, en nature de sols, sise lieu-dit Rastouble sur la Commune de Montpellier, pour une contenance de 98 a 88 ca. Le contrat est consenti à titre gratuit. Le contrat est conclu pour une durée de six jours, du mardi 11 septembre au lundi 17 septembre 2012 inclus.</p>	138
<p>N° D2012-217 - 26/07/12 Direction de l'Eau et de l'Assainissement</p> <p>Décision relative au marché n°2756EA11 pour la réhabilitation du poste de refoulement des eaux usées pour la desserte du Ramassol, Commune de Cournonterral</p> <p>Objet : Un marché n°2756EA11 de travaux est passé avec l'entreprise SADE à Vendargues Cedex. Ce marché consiste à confier la réhabilitation d'un poste de refoulement des eaux usées pour la desserte du Ramassol sur la Commune de Cournonterral. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois. Le montant du marché s'élève à 74 990 € H.T.</p>	140
<p>N° D2012-218 - 26/07/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p>Décision relative à un marché n°2940S12.01 dans le cadre du mandat d'études Sablassou confié à la SAAM relatif au schéma directeur de viabilité du site Sablassou</p> <p>Objet : Un marché de prestations intellectuelles relatif à la réalisation du schéma directeur de viabilité du site de Sablassou est passé avec la société B3R. Il s'agit d'un marché à bons de commande sans montant minimum, et avec un montant maximum de 150 000 € H.T. Le délai d'exécution global des études est fixé à 8 mois à compter de la notification du premier bon de commande. Il n'est pas reconductible.</p>	142
<p>N° D2012-219 - 13/09/12 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à une participation à l'achat du spectacle Le nuage en pantalon</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Le nuage en pantalon » joué le 21 septembre à l'ESAT La Bulle Bleue. Ce marché est conclu avec la Compagnie Provisoire et l'ESAT La Bulle Bleue, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 467,20 € H.T.</p>	144
<p>N° D2012-220 - 13/09/12 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à une participation à l'achat du spectacle Le Messenger</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Le Messenger » joué le 19 septembre à l'ESAT La Bulle Bleue. Ce marché est conclu avec le Théâtre de la Remise et l'ESAT La Bulle Bleue, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 467,20 € H.T.</p>	146
<p>N° D2012-221 - 01/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p>Décision relative au marché n°3012DC12 de mise en place d'une réserve d'eau sous la place Molière, dans le cadre des travaux de la restructuration de la cage de scène à l'Opéra Comédie à Montpellier</p> <p>Objet : Un marché de travaux est passé avec l'entreprise Eiffage Construction Languedoc sise à Montpellier. Ce marché consiste en la création d'une réserve d'eau sous la place Molière pour assurer une protection supplémentaire aux nouvelles installations réalisées dans le cadre des travaux de la restructuration de la cage de scène à l'Opéra Comédie. Le marché prend effet à compter de sa</p>	148

<p>notification et dure 2, 5 mois. Le montant s'élève à 198 633, 00 € H.T.</p> <p>N° D2012-223 - 26/07/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p> <p>Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains en vue de l'exercice du droit de chasse - Commune de Montpellier</p> <p>Objet : Une convention de mise à disposition est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société "Chasse Calage" représenté par M. Patrick BROS, concernant le droit de chasser sur les parcelles cadastrées section RN n°2, 6, 7, 10, 20, 21, 25 et 35 et sa parcelle cadastrée section RO n°32, en nature de terre au Domaine de Valedau, sur la Commune de Montpellier. Cette convention, renouvelable par tacite reconduction, serait consentie à titre gratuit pour une durée de 3 années et débuterait à partir du 1er septembre 2012 jusqu'au 31 août 2015. Cette activité de chasse permettra d'assurer à moindre coût un gardiennage du Domaine, évitant ainsi toute occupation illégale.</p>	150
<p>N° D2012-224 - 31/07/12 Contrôle de Gestion</p> <p>Décision relative à un marché n°3008CG12 de prestations intellectuelles pour une mission d'étude et de prospective sur le fonctionnement et l'organisation de la direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</p> <p>Objet : Un marché n°3008CG12 de prestations intellectuelles est passé avec le cabinet Mensia Conseil en vue d'une mission d'étude et de prospective sur le fonctionnement et l'organisation de la direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 66 425 € H.T.</p>	152
<p>N° D2012-225 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société Scimob au sein de la pépinière Cap Omega</p> <p>Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société Scimob pour une période de douze mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 juillet 2013. A compter du 1er août 2012, la redevance mensuelle hors taxe à payer par la société pour la surface de 88,86m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 154,29 euros conformément au tarif applicable.</p>	154
<p>N° D2012-227 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga</p> <p>Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de douze mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 juillet 2013. A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société EXPERNOVA pour la surface de 59,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 776,28 euros conformément au tarif applicable.</p>	156
<p>N° D2012-228 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière Cap Alpha</p> <p>Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de six mois à compter du 23 juillet 2012, soit jusqu'au 22 janvier 2013. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-Président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la Pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à trente six mois. La redevance à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 176,30 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha est donc ramené à 1 764,98 euros H.T. au lieu de 2 030,02 euros H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 176,30 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 2 030,02 euros H.T.</p>	158
<p>N° D2012-229 - 01/08/12 Direction des Sports</p> <p>Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°2907DS12 concernant la révision des coupoles des piscines tournesol Jean Vives, Suzanne Berlioux et Jean Taris</p> <p>Objet : Un avenant n°1 au marché n°2907DS12 est passé avec la SA BAUDIN CHATEAUNEUF sise à Chateaneuf-sur-Loire (45110). Cet avenant concerne des modifications nécessaires concernant la révision des coupoles des piscines tournesol Jean Vives, Suzanne Berlioux et Jean Taris. Le montant du nouvel avenant s'élève à 9 127 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 76 307,50 € H.T.</p>	160

<p>N° D2012-230 - 07/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p>Décision relative à un marché n°3036DS12 de fourniture et mise en place d'un contrôle d'accès pour le stade de la Mosson à Montpellier</p> <p>Objet : Un marché n°3036DS12 est passé avec l'entreprise MULTITEC, sise à Montpellier (34). Ce marché de prestations de services concerne la fourniture et mise en place d'un contrôle d'accès pour le stade de la Mosson à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification et dure 3 semaines. Le montant du marché est de 473 834,44 € H.T.</p>	162
<p>N° D2012-232 - 02/08/12 Direction des Ressources Informatiques</p> <p>Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING et des modules associés de la gamme Visual Planning</p> <p>Objet : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société STILOG I.S.T., sise à Nanterre, en tant qu'éditeur du logiciel VISUAL PLANNING et la société XWARE, sise à Uzès, en tant que mainteneur de ce logiciel. Ce contrat concerne les licences du logiciel VISUAL PLANNING et des modules associés de la gamme Visual Planning, installées à la régie de collecte des déchets ménagers. Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2013. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 829,88 € T.T.C.</p>	164
<p>N° D2012-233 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - BOULANGERIE LE MOULIN D'OR</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL ZERRAD pour le commerce Boulangerie le Moulin d'Or au 33, Cours Gambetta à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 22 817 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 14 201 € déjà versée, le solde s'élève à 8 616 €.</p>	166
<p>N° D2012-234 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société INCITIUS SOFTWARE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga</p> <p>Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société INCITIUS SOFTWARE pour une période de douze mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 juillet 2013. A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société INCITIUS SOFTWARE pour la surface de 58,31 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 815,76 euros conformément au tarif applicable.</p>	168
<p>N° D2012-235 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</p> <p>Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NELIS pour une période de six mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 janvier 2013. A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société NELIS pour la surface de 89,09 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 246,37 euros conformément au tarif applicable.</p>	170
<p>N° D2012-236 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - BOULANGERIE MOULIN A PAINS</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL MOULIN A PAINS pour le commerce Boulangerie Moulin à Pains au 43, Cours Gambetta à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 15 286 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 12 578 € déjà versée, le solde s'élève à 2 708 €.</p>	172
<p>N° D2012-237 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - CO-APPARENCE</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise Mme BONNEFON Corinne pour le commerce CO-APPARENCE au 8, rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 2 658 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 1 380 € déjà versée, le solde s'élève à 1 278 €.</p>	174

<p>N° D2012-238 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - COROT COIFFURE</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL COROT COIFFURE Montpellier, représentée par M. BIAGI, gérant exploitant le commerce TOUT POUR LA COIFFURE au 1, boulevard de l'Observatoire à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 20 966 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012.</p>	176
<p>N° D2012-239 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - COSTE PEINTURES</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SA COSTE PEINTURES représentée par son Directeur Général, M. Jean-Pierre COSTE, exploitant le commerce COSTE PEINTURES au 561 rue Saint Hilaire à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 71 043 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 60 000 € déjà versée, le solde s'élève à 11 043 €.</p>	178
<p>N° D2012-240 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - FUTON BOUTIQUE</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL ATOLL COME représentée par M. Christophe COUR, gérant, exploitant le commerce FUTON BOUTIQUE au 33 boulevard du Jeu de Paume à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 12 163 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012.</p>	180
<p>N° D2012-241 - 10/09/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</p> <p>Décision relative à un avenant de transfert au marché n°2634T11</p> <p>Objet : Un avenant au marché n°2634T11 doit être passé en vue du transfert à la société Cegelec Maintenance Sud-Est des prestations exercées jusqu'alors par Cegelec Sud-Est.</p>	182
<p>N° D2012-242 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - SANAE BOUTIQUE</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL BOUTIQUE SANAE, représentée par M. EL ALAOUI LARBI, gérant, exploitant le commerce SANAE BOUTIQUE au 7, rue du Cheval Vert à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 11 570 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 5 311 € déjà versée, le solde s'élève à 6 259 €.</p>	183
<p>N° D2012-243 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie</p> <p>Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - SNC PANIER JARDIN</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SNC PANIER JARDIN représentée par MM LENS Bruno et Robert, gérants, exploitant le commerce PANIER JARDIN au 10, Place Laissac Halles Laissac à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 11 195 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 4 000 € déjà versée, le solde s'élève à 7 195 €.</p>	185
<p>N° D2012-244 - 23/08/12 Direction de la Culture</p> <p>Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2098DC09 - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux de restructuration de la cage de scène - Opéra Comédie</p> <p>Objet : Un avenant n°2 au marché n°2098DC09 - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie est conclu avec la société ING MEDITERRANÉE sise, Green Parc 2 – Bâtiment B – 149 avenue du Golf – 34670 BAILLARGUES afin de prendre en compte une prolongation de 8 semaines de la durée de la mission. Le montant de l'avenant n° 2 est de 9 520,16 € T.T.C.</p>	187
<p>N° D2012-245 - 10/09/12 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</p> <p>Décision relative à un marché n°3035GD12 de recherche et réduction de substances dangereuses dans l'eau sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de CASTRIES</p> <p>Objet : Un marché n°3035GD12 de prestations intellectuelles est passé avec la société IRH Ingénierie Conseil sise à Aix en Provence. Ce marché a pour objet la recherche et la réduction de substances dangereuses dans l'eau sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de CASTRIES. Le marché prendra effet au premier ordre de service. Sa durée totale sera de 48 mois. Le montant de ce marché est de 27 088 € H.T.</p>	189
<p>N° D2012-247 - 06/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p> <p>Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SM 27 - Lieudit 450 Rue du Mas des Brousses - Commune de Montpellier</p> <p>Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier a acquis l'ensemble immobilier situé 450 Rue du Mas des Brousses à Montpellier le 19 juillet 2012. Un des bâtiments dépendant de cet ensemble immobilier cadastré SM 27 est en très mauvais état, structure dégradée, compte tenu de ses</p>	191

dégradations et pour des raisons de sécurité, il y a lieu de procéder à sa démolition. N° D2012-248 - 23/08/12 Direction de la Culture Décision relative à un marché n°3033DC12 de remplacement des clapets coupe feu et de désenfumage de la Médiathèque Emile Zola à Montpellier Objet : Un marché sous procédure adaptée, répertorié sous le n°3033DC12, est passé avec la société PORTAFEU domiciliée, à Romilly sur Andelle, pour le remplacement des clapets coupe feu et de désenfumage de la Médiathèque Emile Zola à Montpellier. Ce marché s'élève à 88 752,83 € T.T.C	192
N° D2012-249 - 14/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision relative au marché n°2959EA12 de raccordement à la station d'épuration de MAERA des effluents de la Commune de Pérols Objet : Un marché n°2959EA12 de travaux est passé avec l'entreprise SOGEA SUD sise à MONTPELLIER. Ce marché concerne le raccordement à la station d'épuration de MAERA des effluents de la Commune de Pérols. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois, y compris la période de préparation d'1 mois. Le montant du marché s'élève à 262 966 € H.T (offre variante).	194
N° D2012-250 - 10/09/12 Direction des Ressources Informatiques Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2616T11 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner Montpellier Agglomération dans le renouvellement de son Schéma Directeur Informatique (2011-2014) Objet : Un avenant n°1 au marché n°2616T11 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner Montpellier Agglomération dans le renouvellement de son Schéma Directeur Informatique (2011-2014) est passé avec la société STEDIA CONSULTING sise à Gardanne. Cet avenant concerne la prolongation du marché d'une durée de 6 mois, soit du 17 juin 2012 au 16 décembre 2012. Le montant du marché est inchangé.	196
N° D2012-251 - 06/08/12 Direction de l'Eau et de l'Assainissement Décision relative au marché n°2925EA12 pour la réhabilitation du collecteur unitaire du Boulevard du Jeu de Paume, Commune de Montpellier Objet : Un marché de travaux n°2925EA12 est passé avec le groupement d'entreprise SUBTERRA / MALET sise à 31120 PORTET-SUR-GARONNE. Ce marché consiste à confier la réhabilitation du collecteur unitaire du Boulevard du Jeu de Paume sur la Commune de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 7 semaines dont 4 semaines pour la période de préparation des travaux et 3 semaines pour l'exécution des travaux. Le montant du marché s'élève à 73 685,00 € H.T.	198
N° D2012-254 - 20/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision relative à l'accord cadre n°2946EA12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation des services du cycle de l'eau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Objet : Le marché n°2946EA12 est un accord cadre passé avec le groupement d'entreprises SERVICE PUBLIC 2000, KFH COM, LISODE. Cet accord cadre concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation des services du cycle de l'eau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. L'accord cadre est conclu pour une période initiale de 4 ans à compter de la notification. Le montant maximum de l'accord cadre est fixé à 399 000 euros H.T.	200
N° D2012-255 - 23/08/12 Direction de la Culture Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à l'association Machine Théâtre - Théâtre du Hangar Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise l'Association Compagnie Machine Théâtre à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 10 septembre au 28 octobre 2012 inclus. Une convention fixe les modalités de cette occupation.	202
N° D2012-256 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI La Lirondine dans la ZAC Garosud extension à Montpellier Objet : La candidature de la SCI de la Lirondine est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot "1B" de 5 296 m² pour y construire un bâtiment de bureaux et entrepôt/stockage de 1 999 m² de surface de plancher. L'activité de l'entreprise utilisatrice sera la conception et la réalisation de stands d'exposition et d'aménagements d'espaces. L'entreprise projette un effectif de 17 personnes dans 3 ans.	203

<p>N° D2012-257 - 06/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p>Décision d'ester en justice FADUC du Grand Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon</p> <p>Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA02073 ès la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 23 mai 2012 par la Fédération régionale des Associations pour la Défense des commerçants et associations de commerçants, des usagers, des consommateurs et des contribuables du Grand Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon (FADUC) et M^{me} Nadine Fraysse contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 23 mars 2012 rejetant l'annulation de la délibération du 1^{er} avril 2010 par laquelle le conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a abrogé les délibérations des 28 mai 2009 et 24 septembre 2009 confiant à la société d'aménagement de l'Agglomération la réalisation de la zone d'aménagement concerté "Odysseum Est" à Montpellier.</p>	205
<p>N° D2012-258 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p>Décision d'ester en justice SARL SAVOIR SPHERE</p> <p>Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°120228-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 03 juillet 2012 par la SARL SAVOIR SPHERE contre la décision de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 19 avril 2012 rejetant son offre dans l'attribution du marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de la politique de conservation numérique du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération.</p>	206
<p>N° D2012-259 - 06/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p>Décision d'ester en justice SARL 23 Rue Baudin</p> <p>Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA02595 le 28 juin 2012 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la SARL "23 rue Baudin" contre le jugement n°1103028 du 26 avril 2012 par lequel le Tribunal Administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 21 février 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de préempter la parcelle cadastrée section BE n°42 sise sur la commune du Crès.</p>	207
<p>N° D2012-261 - 06/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p>Décision d'ester en justice Pernaud Orliac liquidateur de la Sarl Flac</p> <p>Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et SCP "Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA02103 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 25 mai 2012 tendant à l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1102237 du 6 avril 2012 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de la ligne n°3 du tramway.</p>	208
<p>N° D2012-262 - 21/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPECIFIC POLYMERS au sein de la pépinière Cap Alpha</p> <p>Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société SPECIFIC POLYMERS pour une période de six mois à compter du 01 septembre 2012 soit jusqu'au 28 février 2013. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la Pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à trente six mois. La redevance à payer par la société SPECIFIC POLYMERS pour la surface de 106,70 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est donc ramenée à 546,08 euros H.T au lieu de 628,88 euros H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface occupée dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 628,88 euros H.T.</p>	209
<p>N° D2012-263 - 03/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p>Décision d'ester en justice SNC Brasserie Gare</p> <p>Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA02104 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 25 mai 2012 par la SNC Brasserie Gare tendant à l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1102940 du 6 avril 2012 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de la ligne n°3 du tramway.</p>	211

<p>N° D2012-264 - 21/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi Décision relative à l'agrément de candidature de la société QUEOVAL dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Objet : La candidature de la société QUEOVAL est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot "B10A" de 169,30 m² pour une période de 3 ans. Son activité est la conception et le développement de nouvelles technologies et de nouveaux produits dans les domaines informatiques. L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.</p>	212
<p>N° D2012-265 - 31/08/12 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets Décision relative à la vente d'une benne à ordures ménagères réformée au SIVOM des 3 rivières Objet : Dans le cadre de son programme annuel de renouvellement de véhicules, la Régie de collecte a procédé à l'acquisition de 5 Bennes à ordures ménagères (BOM) neuves en 2012. L'arrivée de matériels neufs conduit à réformer, et à céder à des tiers, des véhicules anciens. L'un des véhicules cédés, le 580ADH34, a été vendu à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en 2004, par le SIVOM des trois rivières. Ce dernier se propose de le racheter aujourd'hui pour un euro symbolique.</p>	214
<p>N° D2012-266 - 04/09/12 Direction des Transports et de la Voirie Décision relative à la fusion des Sociétés BEC FRÈRES et RAZEL Objet : Un avenant au marché n° 03.42i.069 doit être passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations exercées jusqu'alors par la société RAZEL.</p>	215
<p>N° D2012-267 - 07/08/12 Direction des Sports Décision relative à un marché de prestations intellectuelles : mission de géomètre - Mandat Stade de la Mosson - Mondial 98 Objet : Un marché est conclu avec le Cabinet SIRAGUSA, sis à Montpellier. Ce marché de prestations intellectuelles porte sur la réalisation de levés topographiques et bathymétriques sur 25 hectares autour du stade de la Mosson-Mondial 98, sis avenue d'Heidelberg à Montpellier. Il prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de trois semaines. Le prix global et forfaitaire s'élève à 15 100 € H.T.</p>	217
<p>N° D2012-269 - 21/08/12 Direction de la Culture Décision relative à une convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie - Avenant n°1 Objet : Un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie est conclu avec l'Association "Opéra Orchestre de Montpellier Languedoc-Roussillon", afin de prolonger la durée de la mise à disposition d'un mois, et prendre ainsi en compte la finalisation des travaux de restructuration de la cage de scène.</p>	219
<p>N° D2012-271 - 22/08/12 Direction de la Culture Décision relative à l'achat d'un spectacle ' Farces ' Objet : Dans le cadre de son fonds d'aide à la Diffusion théâtrale, la Communauté d'agglomération participe à l'achat du spectacle " Farces " organisé le 12 octobre 2012 par la commune de Castelnau le Lez joué par la compagnie les Têtes de Bois pour un montant de 1 700 € H.T.</p>	221
<p>N° D2012-273 - 21/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} Septembre 2012, soit jusqu'au 31 août 2013. A compter du 1^{er} septembre 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société MENTA pour la surface de 44,39m² m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 621,01 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°10558 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011.</p>	223
<p>N° D2012-274 - 31/08/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments Décision relative à la cession de véhicules vétustes à réformer à l'Hôtel des Ventes de Montpellier Objet : Les véhicules immatriculés 532ADW34, 378ADE34 et 3782ZY34 à réformer, sont cédés à l'Hôtel des Ventes de Montpellier pour être vendus aux enchères. Les prix de cessions résulteront de la vente aux enchères.</p>	225
<p>N° D2012-275 - 14/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez - Section DX n° 310 et EB n° 127 - Commune de Lattes Objet : Dans le cadre des travaux des berges du Lez à Lattes, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert à titre gratuit une partie des parcelles cadastrées section DX 310 et EB 127 appartenant à M. IDADIZANE plus une indemnité de dédommagement pour reconstitution de forage. Une promesse de vente a été signée le 4 juin 2009, une décision d'acquisition a été prise le 11 août</p>	226

2009. Depuis les travaux ont été réalisés et l'emprise nécessaire à la réalisation du projet a été réduite. Un avenant au Procès Verbal constatant cette réduction a été signé le 11 juillet 2012. Il convient donc d'abroger la décision n°2009-595 du 11 août 2009 et de prendre une nouvelle décision d'acquisition. N° D2012-276 - 14/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	228
Décision d'ester en justice OUAZIR OUASSINIA Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°1202889-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 juin 2012 par Madame OUAZIR OUASSINIA tendant à réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute faite sur la ligne n°3 du tramway.	229
N° D2012-278 - 21/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi Décision relative à un avenant pour un transfert de local et une extension de surface par la société THY ENGINEERING au sein du bâtiment MIBI Objet : Un avenant au bail en date du 1er novembre 2011 est passé entre la Communauté d'agglomération et la société THY ENGINEERING. Cet avenant prévoit le transfert de l'activité de la société THY ENGINEERING et l'extension de la surface occupée qui passe de 25,70 m² à 33,00 m² à compter du 1 ^{er} septembre 2012. La redevance à payer par la société THY ENGINEERING pour la nouvelle surface passe de 328,18 € H.T. à 421,41 € H.T. à compter du 1 ^{er} septembre. Les autres termes du bail en date du 1 ^{er} novembre 2011 demeurent inchangés.	231
N° D2012-279 - 20/08/12 Direction de la Culture Convention d'occupation temporaire de locaux de la médiathèque Françoise Giroud à Castries Objet : Une convention d'occupation temporaire de locaux de la médiathèque Françoise Giroud est conclue avec la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier sise Parc Euromédecine, 989 rue de la Croix Verte, 34093 Montpellier Cedex 5. Cette convention est conclue à titre gracieux, pour une durée de 10 ans.	233
N° D2012-280 - 11/09/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments Décision relative à un marché de travaux n°2922MG12 pour le remplacement de la centrale de traitement d'air de la salle du Conseil Objet : Un marché de travaux est passé avec la société Hervé Thermique. Ce marché concerne le remplacement de la centrale de traitement d'air de la salle du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 5 mois. Le montant du marché s'élève à 50 966,72 € H.T.	235
N° D2012-283 - 06/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision relative à l'avenant de transfert du marché n°1879MG08 lot 2 SFR de fournitures de services de télécommunications Objet : Cette décision concerne l'avenant de transfert du lot 2 SFR pour le marché n°1879MG08 de fournitures de services de télécommunications. Il s'agit de la fusion et absorption de la société SFR Business Team, titulaire actuel du marché, par la société Vivendi Télécom International.	237
N° D2012-284 - 06/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision relative à l'avenant de transfert du marché n°1879MG08 lot n° 3 SFR de fournitures de services de télécommunication. Objet : Cette décision concerne l'avenant de transfert du lot n° 3 SFR pour le marché n° 1879 MG 08 de fournitures de services de télécommunication. Il s'agit de la fusion et absorption de la société SFR Business Team, titulaire actuel du marché, par la société Vivendi Télécom International.	239
N° D2012-285 - 21/08/12 Direction des Sports Décision relative à convention de mise à disposition du domaine public à diverses associations - Stade Yves du manoir Objet : Diverses associations ont sollicité l'Agglomération pour l'attribution de créneaux au stade Yves du Manoir pour la saison sportive 2012-2013. Une convention d'occupation précaire sera passée nominativement avec chaque association. Cette mise à disposition est conclue à titre gratuit.	241
N° D2012-287 - 21/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel Décision relative à l'acquisition de la parcelle SR n°3 - 2921 bis route de Vauguières - Montpellier Objet : La parcelle cadastrée SR n°3 sise à Montpellier est destinée à la constitution, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de réserves foncières dans le cadre de la ZAD Pont Trinquat-Méjanelle. Elle a été négociée pour un montant de 460 000 €, conformément à l'avis de France Domaine en date du 23 juillet 2012.	

<p>N° D2012-289 – 31/08/12 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets Décision relative à la cession de véhicules (BOM) immatriculés, 148AJV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34. Objet : La régie de collecte des déchets ménagers a acquis en juillet 2012, 4 bennes à ordures ménagères dans le cadre du renouvellement annuel de sa flotte de véhicules. Ces véhicules remplaceront celles immatriculées, 148AJV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34, sélectionnées au vu de leur vétusté et de leur état d'usure. J.M.B négoce a émis une offre de prix d'un montant de 17820.4 € T.T.C pour le rachat de ces 4 véhicules. Il est proposé la cession, en l'état, des BOM, immatriculées, 148AJV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34 à J.M.B négoce.</p>	243
<p>N° D2012-290 – 31/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel Décision relative à un acte rectificatif concernant l'acquisition des parcelles RR n°81 et n° 33 - Domaine de la Pompignane - Commune de Montpellier Objet : L'acte d'acquisition du Domaine de la Pompignane signé les 23 et 26 juillet 2012 doit faire l'objet d'un acte rectificatif concernant la numérotation des parcelles et les superficies, le document d'arpentage n'étant pas joint à l'acte initial.</p>	244
<p>N° D2012-291 - 10/09/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi Décision relative à l'agrément de candidature de la société NORIBAC sur le parc Garosud à Montpellier Objet : La candidature de la SCI NORIBAC est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot "80.1" de 3 994 m² pour y construire un bâtiment de bureaux, une boutique de vente, un restaurant, un entrepôt de stockage ainsi qu'un laboratoire de production de 2 279m² de SHON. L'utilisateur final sera la société CABIRON TRAITEUR. L'entreprise projette un effectif de 58 personnes dans 3 ans.</p>	245
<p>N° D2012-292 – 31/08/12 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets Décision relative à la cession d'un véhicule, immatriculé 986AJQ34 de la flotte véhicules de la régie de collecte des déchets ménagers. Objet : La régie de collecte des déchets ménagers a acquis en juillet 2012, un véhicule de type camionnette dans le cadre du renouvellement annuel de sa flotte véhicules. Ce véhicule remplace celui, immatriculé, 986AJQ34, sélectionné au vu de son état de vétusté et de son état d'usure. La société CMM a émis une offre de prix d'un montant de 1 500 € H.T pour le rachat de ce véhicule. Il est proposé la cession, en l'état, du véhicule, immatriculé, 986AJQ34, à CMM.</p>	247
<p>N° D2012-293 - 10/09/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel Décision relative à l'avenant n°1 au mandat de réalisation de travaux sur le hangar de l'aéroport à Mauguio Objet : Un avenant n°1 au mandat de réalisation de travaux sur le hangar de l'aéroport à Mauguio est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM). Cet avenant concerne la durée du mandat, qui prendra fin au 31 juillet 2012 et une réévaluation du montant des travaux. Le présent avenant s'élève à 11 179 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 178 179 € H.T.</p>	248
<p>N° D2012-295 – 30/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision d'ester en justice requête n°12MA03112 - Société d'Exploitation en Gare buffet de Montpellier Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA03112 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 24 juillet 2012 par la Société d'Exploitation en Gare Buffet de Montpellier tendant à l'annulation du jugement n°1103448 du Tribunal Administratif de Montpellier du 25 mai 2012 rejetant sa demande en réparation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de la ligne n°3 du tramway.</p>	249
<p>N° D2012-299 – 07/09/12 Direction des Finances Décision relative à une ouverture de crédit de trésorerie entre la Communauté d'Agglomération et la Banque Postale Objet : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Banque Postale. Elle est destinée au financement des besoins ponctuels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10 000 000 Euros pour une durée totale maximale d'1 an</p>	250
<p>N° D2012-455 – 10/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision relative à la vente du lot n°1 copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 1 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 53m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution. La cession est consentie pour un montant de 42 400 €, toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais</p>	252

d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur. N° D2012-456 – 10/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision relative à la vente du lot 2 de la copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 2 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 48,50m ² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution. La cession est consentie pour un montant de 38 800 €, toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.	254
N° D2012-457 – 10/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision relative à la vente du lot 3 de la copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 3 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 48,50m ² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution. La cession est consentie pour un montant de 38 800 €, toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.	256
N° D2012-458 – 10/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision relative à la vente du lot 6 de copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 6 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 53m ² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution. La cession est consentie pour un montant de 42 400 €, toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.	258
N° D2012-459 – 10/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics Décision relative à la vente du lot 7 de copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 7 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 48,50 m ² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution. La cession est consentie pour un montant de 38 800 €, toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.	260



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché complémentaire n°2940S12-02 - Mutation du hameau et des zones de mitage présentes sur le site de Sablassou

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur MORALES en qualité de Vice-Président en charge de l'urbanisme et politique foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur MORALES dans le domaine « urbanisme et politique foncière »

CONSIDÉRANT que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) s'est vu confier par délibération n°9683 en date du 20 juillet 2010 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du site stratégique défini au Schéma de Cohérence Territoriale du Millénaire Sablassou Clos de l'Armet.

CONSIDERANT que ce mandat d'études a fait l'objet d'un avenant en vertu de la décision n°2011-671 du 26 novembre 2011 afin de porter la durée du mandat à 27 mois à date de sa signature, de porter le montant évalué des dépenses à engager par le mandataire pour la réalisation des études à 367 836,11 € H.T., et d'inclure notamment au programme un complément d'étude sur la mutation du hameau et des zones de mitage présentes sur le site de Sablassou.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché complémentaire n°2940 S12 02 de prestations intellectuelles est passé avec le groupement entre Stephane Barriquand, mandataire, et l'Atelier des Villes.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la mutation du hameau et des zones de mitage présentes sur le site de Sablassou.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la notification du marché. Sa durée est de 3 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 17 247 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

ARTICLE 5 : Monsieur Thierry LAGET, directeur de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à la convention de mandat d'études portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-102
Reçue en Préfecture le	23/08/2012
Affichée le	24/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LNC 130224-ALUS-1

Fait à Montpellier, le

13 AOUT 2012

M. C. MORALES

Pour le Vice-Président
Par délégation

A. Barrandon

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Urbanisme et Politique Foncière

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché complémentaire n°2980E10.01 dans le cadre du mandat d'études de Baillargues confié à la SAAM pour les études hydrauliques sur la Plaine du Colombier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président en charge de l'urbanisme et de la politique foncière.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES, dans le domaine « Urbanisme et politique foncière »,

CONSIDÉRANT que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) s'est vue confier par délibération n°9501 du 27 mai 2010 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du site stratégique de la Plaine du Colombier à Baillargues défini au Schéma de Cohérence Territorial,

CONSIDÉRANT que ce mandat d'étude a fait l'objet d'un avenant en vertu de la décision n°2012-90 du 16 février 2012 afin de prendre en compte les contraintes hydrauliques identifiées, de conduire dans le même temps des expertises complémentaires, de revoir la rémunération du mandataire en fonction de l'ampleur accrue des études confiées aux tiers et de l'organisation d'un dialogue compétitif.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°2980E10.01 de prestations intellectuelles est passé avec la société EGIS Eau – 78 allée John Napier – CS 89017 – 34965 Montpellier Cedex 2.

ARTICLE 2 : Ce marché est un marché complémentaire à celui notifié le 22 décembre 2010 relatif à la réalisation d'études hydrauliques sur la Plaine du Colombier et porte sur des études d'ensemble, la réalisation d'un dossier loi eau et les démarches auprès des autorités.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 ans.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 20 600 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

ARTICLE 5 : Monsieur Thierry LAGET, directeur de la SAAM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément au mandat d'études portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-104
Reçue en Préfecture le	07/08/12
Affichée le	08/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UNC B0106

Fait à Montpellier, le 06.08.12

M. L. POUGET

Pour le Vice-Président

Par délégation

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué
l'Eau et à l'Assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une convention de domiciliation avec la société Prophix France sise au Montpellier International Business Incubator

- VU les articles L.5211-10 et L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature et de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine «MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la décision n°2011-260 en date du 23 mai 2011 approuvant la prise à bail par la Communauté d'Agglomération auprès de la SERM de l'immeuble dénommé MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant, Commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la société PROPHIX FRANCE a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour avoir son siège social au MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'activité (logiciel de reporting financier) de la société PROPHIX FRANCE correspond bien à la vocation du MIBI et qu'il peut être donné une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de domiciliation établissant le siège social de la société PROPHIX France au MIBI - 672, rue du Mas de Verchant est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société PROPHIX France.

ARTICLE 2 : La présente domiciliation est conclue à compter de la date de signature pour une durée d'un an.

ARTICLE 3 : La présente domiciliation est conclue moyennant paiement d'une somme forfaitaire conformément aux tarifs approuvés par délibérations du conseil de communauté n°10558 en date du 20 décembre 2011 (17,91 euros H.T. service courrier. Valeur juin 2012)

ARTICLE 4 : Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président délégué dans le domaine «MMT : Développement Economique et Emploi » est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-105
Reçue en Préfecture le	18/07/12
Affichée le	18/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC130600-AU

Fait à Montpellier, le 18 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un contrat de location des locaux du Montpellier International Business Incubator avec la société VUPEN Security

- VU les articles L.5211-10 et L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre payant ou gratuit si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la décision n°2011-260 en date du 23 mai 2011 approuvant la prise à bail par la Communauté d'Agglomération auprès de la SERM de l'immeuble dénommé MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant, Commune de Montpellier,
- VU l'exposé préalable du bail ci-dessus cité autorisant la Communauté d'Agglomération à sous louer les locaux,
- **CONSIDERANT** que la société VUPEN Security a sollicité la Communauté d'Agglomération pour prendre à bail des locaux au sein du MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'activité de la société VUPEN Security (programmation informatique) correspond bien à la vocation du MIBI et qu'il peut être donné une suite favorable à cette demande,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société VUPEN Security

ARTICLE 2 : Le bail est conclu pour le bureau répertorié B.2.7, situé au deuxième étage du MIBI et pour une surface totale de 19,60 m².

ARTICLE 3 : Le présent hébergement est conclu pour une durée non renouvelable inférieure à 24 mois qui commence à courir le 1^{er} juillet 2012 pour se terminer le 30 avril 2013.

ARTICLE 4 : Le loyer mensuel hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 19,60 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 250,29 euros conformément à l'avis de France Domaine en date du 12 avril 2011.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent contrat d'occupation est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929.

ARTICLE 6 : Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président délégué dans le domaine «MMT : Développement Economique et Emploi » est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-117
Reçue en Préfecture le	02/08/2012
Affichée le	02/08/2012
Notifiée le	Lmc 130822-AU
Identifiant	

Fait à Montpellier, le

1 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3003EA12 d'étude et optimisation
du transfert des effluents de Lattes et Palavas les Flots sur MAERA**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-23 du 27 avril 2010 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser une étude et un diagnostic du transfert des effluents de Lattes et de Palavas les Flots sur la station d'épuration MAERA,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3003EA12 de prestations de services est passé avec la Société ETUDES CONSEILS Eau, dont le siège est situé 55, La Morinais, 35580 GUICHEN.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation de l'étude et du diagnostic du transfert des effluents de Lattes et Palavas les Flots sur MAERA.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa signature. Sa durée est de 3 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 27 167,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 20.

ARTICLE 5 : Monsieur Louis POUGET Vice-Président est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 27 avril 2010 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-120
Reçue en Préfecture le	17/07/12
Affichée le	17/07/12
Notifiée le	
Identifiant	

Fait à Montpellier, le

13.07.2012

M. L. POUGET



Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire
du Théâtre du Hangar à l'association Maison de la Chanson**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise l'Association Maison de la Chanson à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis 3, rue Nozeran – 34 000 Montpellier, afin d'y répéter un spectacle.

ARTICLE 2 : L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 23 au 29 juillet 2012 inclus.

ARTICLE 3 : Une convention fixe les modalités de cette occupation.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-125
Reçue en Préfecture le	16/07/2012
Affichée le	16/07/2012
Notifiée le	
Identifiant	ITC 131038-AU

Fait à Montpellier, le 13 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de l'aménagement de l'Avenue Georges Freche (ex Mas de Rochet)

- Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la délibération n°9869 du Conseil de Communauté du 02 décembre 2010 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser, les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines,
- Vu la délibération n°9868 du Conseil de Communauté du 02 décembre 2010, élisant les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et désignant Madame Hélène QVISTGAARD, Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté n°A2012-33 du 10 avril 2012, portant délégation de fonction et de signature dans le domaine voirie, jalonnement,
- **Considérant** que 955 m², de terrain en nature de parking sont à prendre sur la parcelle cadastrée à Castelnau le Lez, section AX numéro 6 appartenant au Centre de traitement informatique Sud (CTI Sud), organisme d'assurance maladie, sont nécessaires à la réalisation de l'aménagement de l'avenue du Mas de Rochet,
- **Considérant** que pour permettre le maintien de l'activité sur le reliquat de la parcelle objet de l'emprise précitée, il est nécessaire de reconstituer les accès et stationnements, en rétrocédant une parcelle cadastrée AX numéro 99 de 1010 m² appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Considérant** qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur lesdites parcelles,
- **Considérant** qu'il est nécessaire d'autoriser l'échange desdites emprises,

DECIDE

ARTICLE 1 : La communauté d'Agglomération acquiert les 955 m² de terrain correspondant à l'emprise sur la parcelle cadastrée à Castelnau le Lez, section AX numéro 6 d'une contenance totale de 4230 m², appartenant au CTI Sud. A titre d'échange la Communauté d'Agglomération s'engage à rétrocéder au CTI Sud, une parcelle de 1010 m² de terrain cadastrée AX 99.

ARTICLE 2 : L'échange s'effectuera sans soulte, la valeur vénale des terrains échangés étant identique. Le prix d'acquisition des parcelles désignées à l'article 1 est de 35 530 € (trente cinq mille cinq cent trente euros), toutes indemnités confondues.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de promesse d'échange visée aux articles 1 et 2 conformément à l'arrêté n°A2012-33 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-128
Reçue en Préfecture le	16.07.12
Affichée le	16.07.12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 131812.CC

Fait à Montpellier, le

13 juillet 2012

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°2977RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- VU le marché n°2126T9 concernant l'acquisition et la mise en œuvre de solutions logicielles pour la réinformatisation du réseau (système intégré de gestion de bibliothèques, portail et gestion des espaces publics pour une modernisation des outils de travail et des interfaces de consultation), conclu avec la société INFOR GLOBAL SOLUTIONS,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ces logiciels à la société INFOR GLOBAL SOLUTIONS au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

DE C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°2977RI12 de maintenance logicielle est conclu avec la société INFOR GLOBAL SOLUTIONS, 72 rue du Colonel de Rochebrune, 92380 GARCHES.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les logiciels installés dans le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 3 : Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce marché est compris entre un minimum de quarante deux mille soixante et onze euros et quatre vingt dix neuf cents H.T. (42 071,99 € H.T.) et un maximum de soixante cinq mille euros H.T. (65 000,00 € H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

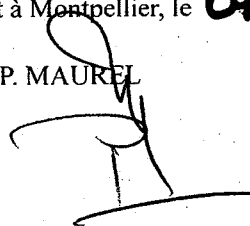
ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-129
Reçue en Préfecture le	09/07/12
Affichée le	09/07/12
Notifiée le	
Identifiant	D34.24340007 - 2012 001 - UDC 13 M35 - AU

Fait à Montpellier, le 09.07.12

M. P. MAUREL



Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué aux
Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances,
Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- VU le marché n°2126T9 concernant l'acquisition et la mise en œuvre de solutions logicielles pour la réinformatisation du réseau (système intégré de gestion de bibliothèques, portail et gestion des espaces publics pour une modernisation des outils de travail et des interfaces de consultation), conclu avec la société INFOR GLOBAL SOLUTIONS et la société ARCHIMED en tant que sous-traitant,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ces logiciels à la société ARCHIMED au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°2978RI12 de maintenance logicielle est conclu avec la société ARCHIMED, 49 boulevard de Strasbourg, 59042 LILLE Cedex.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les logiciels installés dans le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 3 : Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements et sans que la durée totale du contrat n'excède 3 ans.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce marché est compris entre un minimum de trente quatre mille sept cent cinquante deux euros et quarante cinq cents H.T. (34 752,45 € H.T.) et un maximum de soixante cinq mille euros H.T. (65 000,00 € H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

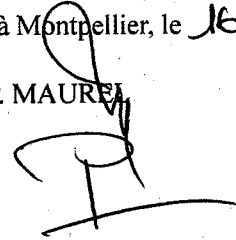
ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-130
Reçue en Préfecture le	16/07/2012
Affichée le	16/07/2012
Notifiée le	
Identifiant	034 24340007 - 202001-UNC131142 - AJ-1-1.

Fait à Montpellier, le 16 07 2012

M. P. MAUREL



Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué aux
Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances,
Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location de l'immeuble MIBI

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Pierre Maurel dans le domaine «Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes»,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) ont signé le 22 novembre 2011 un compromis de vente sur un immeuble de bureaux baptisé MIBI, situé dans la ZAC EUREKA,
- **CONSIDERANT** que dans l'attente de la cession effective conditionnée par la perception de la totalité des subventions allouées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris à bail le 24 mai 2011 ce bâtiment afin de pouvoir accueillir les entreprises et exploiter l'immeuble,
- **CONSIDERANT** le retard pris dans la perception au profit de la SERM des dites subventions allouées au projet,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prolonger la durée du bail,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au contrat de location de l'immeuble MIBI du 24 mai 2011 est signé entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM.

ARTICLE 2 : L'article 6 « Durée » du contrat est modifié de la façon suivante : « Le contrat de location conclu pour une durée de 13 mois à compter du 24 mai 2011, est prolongé jusqu'au 31 décembre 2012, date prévisionnelle de la signature de l'acte authentique de vente de l'immeuble entre les parties. En cas d'impossibilité de signer l'acte authentique à cette date, le présent contrat sera reconduit de façon expresse chaque mois engagé ».

ARTICLE 3 : L'article 9 « Loyer » est complété par un alinéa rédigé comme suit : « La prolongation de la location jusqu'au 31 décembre 2012 n'entraînera pas de paiement de loyer supplémentaire à ceux versés au premier semestre 2012 ».

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions et clauses du contrat de bail, non modifiées par l'avenant visé à l'article 1, demeurent applicables.

ARTICLE 5 : Monsieur Pierre MAUREL, Vice-Président délégué dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes » est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-134
Reçue en Préfecture le	26/07/2012
Affichée le	26/07/2012
Notifiée le	
Identifiant	UMK 131337

Fait à Montpellier, le

25 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative au marché n°2755EA11 d'extension du réseau d'eaux usées du chemin de NOUAU à Prades le Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 euros HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET, Vice-Président délégué dans le domaine « eau et assainissement »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de travaux d'extension du réseau d'eaux usées du chemin du Nouau sur la Commune de Prades le Lez,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché de travaux est passé avec la société SOGEA SUD sise à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le marché concerne l'exécution de travaux d'extension du réseau des eaux usées afin de mettre en cohérence les équipements d'assainissement du secteur du chemin de Nouau avec le zonage d'assainissement de la Commune de Prades le Lez. La consultation propose deux prestations alternatives.

ARTICLE 3 : La durée globale du marché est de 4 mois dont un mois pour la période de préparation des travaux et 3 mois pour l'exécution des travaux.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 225 243 euros H.T. pour l'offre de base et la prestation alternative n°2, concernant le poste de terrassement. Cette dépense est prévue au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 5 : Monsieur Louis POUGET, Vice-Président délégué dans le domaine « eau et assainissement », est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

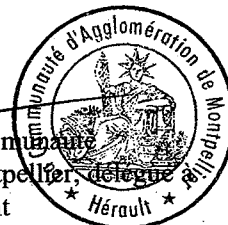
Décision n°	D2012-135
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	06/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UHC 1313-41 .AU

Fait à Montpellier, le

6/08/2012

M. L. POUGET

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué
à l'Eau et à l'Assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°2980GD12 de remplacement des rideaux métalliques du centre de tri DEMETER

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur, Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de procéder au remplacement des rideaux métalliques du centre de tri DEMETER,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°2980GD12 de fournitures courantes et services est passé avec la société C D'EN FER sise, 123 route de Puechabon, 34380 VIOLS LE FORT.

ARTICLE 2 : Ce marché a pour objet la fourniture et la pose des nouveaux rideaux métalliques du centre de tri des déchets DEMETER.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'Ordre de Service de démarrage des prestations. Sa durée est de 5 semaines.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 21 397,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Christian VALETTE Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-136
Reçue en Préfecture le	13 JUL. 2012
Affichée le	13 JUL. 2012
Notifiée le	
Identifiant	INC 131410 CC

Fait à Montpellier, le

12 JUL. 2012

M. C. VALETTE



Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°2976GD12 de travaux sur le réseau de biogaz de l'ancien centre de stockage du Thôt

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur, Christian VALETTE en qualité de Vice-Président ,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur, Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser des travaux sur le réseau de biogaz de l'ancien centre de stockage du Thôt,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché de travaux n°2976GD12 est passé avec la société RAZEL- BEC sise 1111, avenue Justin BEC 34980 Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur des travaux sur le réseau de biogaz de l'ancien centre de stockage du Thôt.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'Ordre de Service de démarrage des prestations. Sa durée est de 3 semaines.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 9 640,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Christian VALETTE Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-137
Reçue en Préfecture le	13 JUIL. 2012
Affichée le	13 JUIL. 2012
Notifiée le	
Identifiant	INC 131413 CC

Fait à Montpellier, le

12 JUIL. 2012

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Marché complémentaire n°257T12.01 au marché n°257 T11.05 de reprise de la Gestion Technique Centralisée (GTC) de l'aquarium Mare Nostrum

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28 dernier alinéa qui permet de passer un marché à procédure adaptée sans mise en concurrence lorsque l'on se trouve dans l'une des situations visées à l'article 35.II du code,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant inférieur à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,
- VU la délibération n°5713 du 26 février 2004 et le marché n°845, déposé en Préfecture le 5 avril 2004, confiant à la SERM un mandat pour la réalisation de l'aquarium Mare Nostrum,
- VU la délibération n°9170 en date du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil de Communauté a attribué à la société COUTANT le lot n°16 : aquariologie, relatif aux travaux d'extension de l'aquarium Mare Nostrum,
- **CONSIDERANT** que les dysfonctionnements rencontrés sur la Gestion Technique Centralisée de l'aquarium Mare Nostrum relèvent du lot n°16 : aquariologie,
- **CONSIDERANT** qu'au-delà des recherches de responsabilité en cours, ces dysfonctionnements ne peuvent être résolus que par un prestataire ayant des compétences avérées en aquariologie, ainsi qu'une parfaite connaissance des process et spécifications techniques du système déjà en place,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°257T12.01 à procédure adaptée, sans mise en concurrence et complémentaire au marché n°257T11.05 est passé avec la société COUTANT domiciliée 381, avenue Jean Guiton – BP4 – 17 002 - LA ROCHELLE, conformément aux dispositions de l'article 28-II du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 2 : Le délai de réalisation de ce marché sera de deux mois à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 48 380,00 € H.T., soit 57 862,48 € T.T.C., correspondant à 4,09% du marché principal.

ARTICLE 4 : Cette dépense est prévue au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 5 : Monsieur Thierry LAGET, en qualité de Directeur Général de la SERM, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à la convention de mandat N°845 portant délégation de signature.

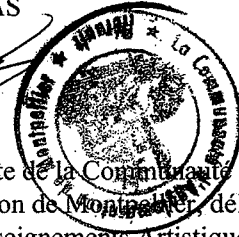
ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-140
Reçue en Préfecture le	19 10 12
Affichée le	19 10 12
Notifiée le	
Identifiant	LHC 131526. CC- 1.1

Fait à Montpellier, le 19 JUIL. 2012

Mme N. BIGAS


Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2341 de construction du local de pompage pour le forage Farel sur la Commune de Saint-Brès.

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU les modifications intervenues dans la nature des prestations ou leurs conditions de réalisation du fait d'aléas techniques, de propositions de l'entreprise ou de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, nouvellement compétente, afin d'optimiser les installations sur les plans techniques et financiers,

CONSIDÉRANT la nécessité de conclure un avenant n°1 au marché n°2341 pour les travaux de construction du local de pompage pour le forage Farel sur la Commune de Saint-Brès,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°2341 pour les travaux de construction du local de pompage pour le forage Farel sur la Commune de Saint-Brès est conclu avec SDEI Travaux – 322 chemin du Mas de Figuières – 34400 SAINT JUST.

ARTICLE 2 : Le marché prévoit la construction du local de pompage du forage Farel, ainsi que la fourniture et la mise en œuvre des organes électriques et hydrauliques permettant la mise en service du forage. Durant le chantier, des modifications objet de l'avenant n°1 sont intervenues dans la nature des prestations ou leurs conditions de réalisation du fait d'aléas techniques, de propositions de l'entreprise ou de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, nouvellement compétente, afin d'optimiser les installations sur les plans techniques et financiers.

ARTICLE 3 : Le montant de l'avenant n°1 s'élève à 14 922,00 € H.T., portant le nouveau montant du marché à 97 992, 00 € H.T Cette dépense est prévue au budget annexe de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23.

ARTICLE 4 : Les autres clauses du marché sont inchangées.

ARTICLE 5 : Monsieur Louis POUGET Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 17 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-143
Reçue en Préfecture le	17/07/12
Affichée le	17/07/12
Notifiée le	
Identifiant	LHC 131641-AU

Fait à Montpellier, le 16.07.2012

M. L. POUGET



Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction du développement
Economique et emploi
Nomenclature : 1-1 marché public
Décision relative à l'attribution d'un marché public pour l'élaboration du schéma directeur de développement hôtelier et para-hôtelier



Montpellier
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « Montpellier Méditerranée Technopole : Développement économique et emploi »,

CONSIDÉRANT la nécessité de favoriser et d'encadrer le déploiement d'une offre hôtelière équilibrer au regard des perspectives futures de développement du territoire à moyen et long terme,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché de prestation intellectuel est passé avec la société MKG Hospitality.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'élaboration du schéma directeur de développement hôtelier et para-hôtelier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 5 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 17390 € H.T. soit 17722,94 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 929.

ARTICLE 5 : Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2012 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012 - 145
Transmise en Préfecture le	21/07/12
Affichée le	21/07/12
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 12.07.12

M. Gilbert Pastor

Vice-président délégué de la Communauté d'Agglomération
« Montpellier Méditerranée Technopôle »
Développement économique et emploi



N° ACTE : 034 - 243460017 - 202001 - UIC 131661 - A

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au - Président, ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°2950 sur l'étude urbaine préalable à l'aménagement et au réinvestissement du secteur sud sur la Commune du Crès

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine de « MMT : développement Economique et emploi »,
- VU la convention de mandat en date du 26 avril 2010 autorisant, en qualité de mandataire, Monsieur Thierry LAGET à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,
- **CONSIDERANT** le contrat initial qui définit comme objectifs de la mission n°3 de l'étude urbaine préalable à l'aménagement et au réinvestissement du secteur « sud » sur la Commune du Crès, la production d'esquisses d'aménagements et de chiffrages des viabilités,
- **CONSIDERANT** la nécessité de faire réaliser, dans le cadre de l'étude urbaine préalable à l'aménagement et au réinvestissement du secteur « sud » sur la Commune du Crès, un complément relatif à la production de 3 perspectives aériennes d'aménagement.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant au marché initial n°2950 est conclu avec le premier cotraitant, mandataire du groupement : la société RKNL – N.LEBUNETEL Urbanistes Architectes dont le siège social se situe au 1122 avenue du Pirée – Le dôme 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cet avenant porte sur la réalisation de 3 perspectives d'aménagement aériennes au format A1. Celles-ci se décomposent comme suit : perspectives de l'avancement du projet d'aménagement et de réinvestissement urbain en 2015, 2020 et 2025 ;

ARTICLE 3 : Le montant précis du présent avenant s'élève à 7 500 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

ARTICLE 4 : Le montant du marché, après avenant, s'élève à 128 810 € H.T.

ARTICLE 5 : Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire SAAM, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément aux dispositions de la convention de mandat en date du 26 avril 2010.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-147
Reçue en Préfecture le	27/07/12
Affichée le	27/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UHC131712

Fait à Montpellier, le

19/07/2012

M. G. PASTOR

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué
à Montpellier Méditerranée Technopole :
Développement Economique et Emploi



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER:

Décision relative à la mise en place de l'outil Balise Envie d'entreprendre à la Cyberbase de Montpellier Agglomération

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Tatiana CAPPUOZZI BOUALAM en qualité de Vice-Présidente déléguée à l'Insertion par l'Economique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-30 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Tatiana CAPPUOZZI BOUALAM, Vice Présidente déléguée dans le domaine «Insertion par l'Economique »,
- **CONSIDERANT** l'utilité d'apporter un outil de sensibilisation à la création d'activité à la Cyberbase de Montpellier Agglomération, service d'aide aux demandeurs d'emploi et créateurs d'entreprises,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de prestation est passé avec l'association BGE Montpellier - AEDE dont le siège social est situé 3 rue Pagézy, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne la mise en place de l'outil « Balise » à la Cyberbase de Montpellier Agglomération afin d'apporter aux porteurs de projets des outils permettant, dans le cadre d'un accompagnement, de stimuler la créativité entrepreneuriale..

ARTICLE 3 : Le contrat prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 4 : Le montant de ce contrat s'élève à 2 500 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée dans le domaine Insertion par l'Economique est autorisée à signer le contrat visé à l'article conformément à l'arrêté n°A2012-30 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-150
Reçue en Préfecture le	10/09/12
Affichée le	10/09/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 131727-AU

Fait à Montpellier le

04/09/12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative au marché n°3016 pour le remplacement de la centrale de traitement d'air de la piscine Jean TARIS à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur P. MAUREL en qualité de Vice-président.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour le remplacement de la centrale de traitement d'air de la piscine Jean TARIS à Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché de travaux est passé avec la société AXIMA à Lattes.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le remplacement de la centrale de traitement d'air de la piscine Jean TARIS à Montpellier,

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la notification. Le délai d'exécution des travaux est de 3 semaines à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 101 137,29€ H.T..

ARTICLE 5 : Monsieur P. MAUREL Vice-président disposant est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-152
Reçue en Préfecture le	09/07/12
Affichée le	09/07/12
Notifiée le	
Identifiant	034-24340007-2020101 HC-131735-AU

Fait à Montpellier, le 09.07.12

M. P. MAUREL



Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué aux
Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances,
Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux du Château Mallet à Cournonterral

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
 - **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier est le bénéficiaire de la mise à disposition, par la Ville de Cournonterral, de locaux situés au rez-de-chaussée du Château Mallet à Cournonterral,
 - **CONSIDERANT** que l'association « Chevalets de Cournonterral et ses hautbois » a sollicité la Ville de Cournonterral afin de bénéficier de manière occasionnelle desdits locaux mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - **CONSIDERANT** que la Ville de Cournonterral et la Communauté d'Agglomération de Montpellier acceptent le principe d'une utilisation occasionnelle desdits locaux par l'association « Chevalets de Cournonterral et ses hautbois »,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire de locaux du Château Mallet, situé rue du Docteur Ombras, 34 660 Cournonterral, est passée avec l'association « Chevalets de Cournonterral et ses hautbois » et la Ville de Cournonterral.

ARTICLE 2 : Cette convention est conclue à titre gracieux pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature. Elle est renouvelable par reconduction expresse pour une durée d'un an, dans la limite de 3 reconductions.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-154
Reçue en Préfecture le	17-10-12
Affichée le	17-10-12
Notifiée le	
Identifiant	UC131809-CC1A

Fait à Montpellier, le

16 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction : Aménagement/Développement économique
et de l'emploi

Nomenclature : 1.1

Décision relative à l'avenant n° 1 du marché n° 2728UA11
« Ville intelligente » dans le cadre de la démarche Ecocité



Montpellier
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2010-3083 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi » en date du 3 décembre 2010,

CONSIDÉRANT la nécessité d'accompagner la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans sa réflexion, et dans l'exploration du concept d'Ecocité numérique en s'appuyant sur les systèmes instrumentés, interconnectés et intelligents qui interagissent entre eux dans la perspective de retombées économiques selon les enjeux de développement durable et d'attractivité du territoire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n° 1 au marché n° Marché n° 2728UA11 est passé avec la Compagnie IBM France.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne une mission d'accompagnement « ville intelligente » pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la démarche Ecocité.

ARTICLE 3 : La durée de la mission « Ville intelligente » est portée à 9 mois.

ARTICLE 4 : Le présent avenant s'élève à 7 380 euros HT.

ARTICLE 5 : Le nouveau montant du marché s'élève donc à 57 380 euros H.T. Cette dépense est prévue au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

ARTICLE 6 : Monsieur PASTOR Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° n°2010-3083 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature.

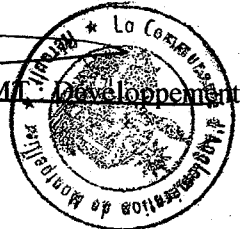
ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-155
Reçue en Préfecture le	12/07/12
Affichée le	12/07/12
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 18 juin 2012

M.PASTOR,

Vice-Président, Président délégué « MMT Développement Economique et Emploi »



NO ACTE: 024 242400017 - 2012001 -
UMC 131838 - AU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°2899GD12 de surveillance pérenne concernant les Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) sur le Centre de Stockage de Déchets Non Dangereux (CSDND) du Thôt

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur, Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur, Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de signer un marché ayant pour objet la surveillance pérenne concernant les Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) sur le Centre de Stockage de Déchets Non Dangereux (CSDND) du Thôt,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°2899GD12 de services est passé avec la société HYDRAUDIAG sise 18 impasse des Chèvrefeuilles, 34660 CURNONSEC.

ARTICLE 2 : Ce marché a pour objet la surveillance pérenne concernant les Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) sur le Centre de Stockage de Déchets Non Dangereux (CSDND) du Thôt.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans et il finira le 31 décembre 2015 au plus tard.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 18 700,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur C.VALETTE Vice-président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-157
Reçue en Préfecture le	13 JUIL. 2012
Affichée le	13 JUIL. 2012
Notifiée le	
Identifiant	INC 131 868 CC

Fait à Montpellier, le

12 JUIL 2012

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un contrat de location des locaux du Montpellier International Business Incubator avec la société API SCHMIDT BRETTE

- VU les articles L.5211-10 et L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté conformément au code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT :Développement Economique et Emploi »,
- VU la décision n° 2011-260 en date du 23 mai 2011 approuvant la prise à bail par la Communauté d'Agglomération auprès de la SERM de l'immeuble MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant, Commune de Montpellier,
- VU l'exposé préalable du bail ci-dessus cité autorisant la Communauté d'Agglomération à sous louer les locaux,
- **CONSIDERANT** que la société API SCHMIDT BRETTE a sollicité la Communauté d'Agglomération pour prendre à bail des locaux au sein du MIBI ,
- **CONSIDERANT** que l'activité de la société API SCHMIDT BRETTE correspond bien à la vocation du MIBI et qu'il peut être donné une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération et la société API SCHMIDT BRETTE

ARTICLE 2 : Le bail est conclu pour le bureau répertorié B.2.31 situé au deuxième étage du MIBI et pour une surface totale de 14,40 m².

ARTICLE 3 : Le présent hébergement est conclu pour une durée non renouvelable inférieure à 24mois qui commence à courir le 1^{er} juillet 2012 pour se terminer le 30 avril 2013.

ARTICLE 4 : Le loyer mensuel hors taxe à payer par la société pour la surface totale de 14,40 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 183,88 euros conformément à l'avis de France Domaine en date du 12 avril 2011.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent contrat d'occupation est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 929.

ARTICLE 6 : Monsieur Gilbert PASTOR Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-159
Reçue en Préfecture le	26/07/12
Affichée le	26/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 13 1869

Fait à Montpellier, le 25/07/2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Poste de refoulement des Eaux Usées sur la rue des Pilettes à Saint Georges d'Orques

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président ,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président ,
- VU l'arrêté n°2012-23 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement » ,
- **CONSIDERANT** la nécessité pour les besoins de l'exploitation du futur poste de refoulement des eaux usées, situé sous le domaine public de la rue des Pilettes sur la Commune de Saint Georges d'Orques, de signer une convention d'occupation temporaire du domaine public,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière d'assainissement des eaux usées et la Commune de Saint Georges d'Orques, pour le futur poste de refoulement.

ARTICLE 2 : Cette occupation est consentie pour une durée de 8 ans, reconductible expressément à l'échéance pour une durée de 4 ans.

ARTICLE 3 : Elle représente une emprise de 7m² sous le domaine public.

ARTICLE 4 : Elle est consentie et acceptée gratuitement.

ARTICLE 5 : Monsieur Louis POUGET, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 17 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-160
Reçue en Préfecture le	16/07/12
Affichée le	17/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 131864-CC

Fait à Montpellier le 13 juillet 2012

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché de prestations de services pour la recherche des copies et des droits des films destinés à être projetés dans l'auditorium du Musée Henri Prades pour le cycle de cinéma méditerranéen en automne 2012

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Josette CLAVERIE en qualité de membre du bureau,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-61 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Josette CLAVERIE dans le domaine « Archéologie, Site archéologique Lattara, musée Henri Prades et Culture Occitane »,
- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'organiser un cycle de projections de films de cinéma méditerranéen sur le Site archéologique Lattara – musée Henri Prades

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestation de service est passé avec l'association CINEMED, 78 rue du Pirée – 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la recherche de copies et des droits auprès des distributeurs, la négociation des droits des copies ainsi que la fourniture au musée pour le retour des copies DVD pour les films « La fiancée syrienne », « Le chant des mariés », « Pranzo di Farragosto » (le déjeuner du 15 août) et « La nuit de San Lorenzo ».

ARTICLE 3 : Les films seront projetés dans l'auditorium du musée Henri Prades entre le 23 septembre et le 9 décembre 2012. Le marché prend effet à compter de sa signature pour la durée de l'exposition « Montpellier terre de faïences ».

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 3 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.

ARTICLE 5 : Madame Josette CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial « Archéologie, Site archéologique Lattara, musée Henri Prades, Culture Occitane », est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-61 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-161
Reçue en Préfecture le	31 AOUT 2012
Affichée le	31 AOUT 2012
Notifiée le	
Identifiant	Imc 132 021 - CC

Fait à Montpellier, le

31 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'achat du spectacle 'Un nuage en pantalon'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Un nuage en pantalon » joué le 6 juillet 2012 au Festival Les Arts des Vignes de Sussargues.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie Provisoire et l'association PIB, Diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 841,12 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

ARTICLE 4 : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-163
Reçue en Préfecture le	26/07/2012
Affichée le	26/07/2012
Notifiée le	
Identifiant	INC 132 128-AU

Fait à Montpellier, le 24/07/12

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un contrat de location avec la Société TAGEOS, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier, Parcelle RX 32

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur, Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses missions de développement économique, souhaite accompagner les entreprises en développement,
- **CONSIDERANT** que la société TAGEOS, qui a pour activité la fabrication de composants électroniques et dont le siège social est situé Avenue de l'Europe 34830 Clapiers, est à la recherche d'un local,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de location de locaux est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TAGEOS.

ARTICLE 2 : Le contrat porte sur des locaux d'une surface totale de 471,25 m², situés au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire, sur la parcelle cadastrée RX 32 à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est consenti pour une durée de 2 ans à compter de la signature.

ARTICLE 4 : Le contrat fixe un loyer annuel de 45 089, 20 euros T.T.C. et hors charge.

ARTICLE 5 : La société TAGEOS s'étant engagée à réaliser des travaux de sécurisation, une franchise de 3 mois de loyer est accordée à la société TAGEOS pour les 3 premiers mois d'occupation du local.

ARTICLE 6 : Monsieur Pierre MAUREL Vice-Président délégué, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-166
Reçue en Préfecture le	26/07/2012
Affichée le	26/07/2012
Notifiée le	
Identifiant	INC 132 215 AU

Fait à Montpellier, le 24 10 12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boucherie BAB MANSOUR

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011-478 du 25 août 2011 qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 11 798 € pour la période de janvier à décembre 2010,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012, qui propose d'accorder à la SARL BAB MANSOUR représentée par **M. ARAB Zuhir**, gérant, exploitant le commerce Boucherie BAB MANSOUR au 57, Cours Gambetta à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **30 918 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2010 à novembre 2011 (soit 23 mois), déduction faite de la somme de 11 798 € déjà versée, le solde s'élève à 19 120 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la SARL BAB MANSOUR pour le commerce Boucherie BAB MANSOUR, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **19 120 €**, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012. L'indemnisation totale s'élève à 30 918 € de janvier 2010 à novembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-168
Reçue en Préfecture le	18/07/12
Affichée le	18/07/12
Notifiée le	
Identifiant	LHC 132250-AU

Fait à Montpellier, le

18 juillet 2012

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boucherie MARTINEZ

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011-476 du 24 août 2011 qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 1 481 € pour la période de septembre à décembre 2010,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012, qui propose d'accorder à **M. MARTINEZ Jean-Raphael** exploitant le commerce Boucherie MARTINEZ Place Laissac Halles Laissac à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **11 254 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de septembre 2010 à novembre 2011 (soit 15 mois) déduction faite de la somme de 1 481 € déjà versée, le solde s'élève à **9 773 €**.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à monsieur MARTINEZ pour le commerce Boucherie MARTINEZ, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **9 773 €**, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012. L'indemnisation totale s'élève à **11 254 €**.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-169
Reçue en Préfecture le	16.07.12
Affichée le	16.07.12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 132255 AJ

Fait à Montpellier le 13 juillet 2012

M. J.-P. MOURET

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - INSTITUT DE BEAUTE CARLYN

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2012-69 du 3 février 2012 qui a proposé une 1^{ère} indemnisation forfaitaire de 5 000 €, dans l'attente de l'indemnisation définitive, à l'issue des travaux,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012, qui propose d'accorder à la **EURL CRISTAL**, représentée par M^{me} POULAIN Mélinda, gérante, exploitant le commerce **INSTITUT DE BEAUTE CARLYN** au 10 Bis, Cours Gambetta à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **25 000 €**, correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période d'août 2010 à novembre 2011 (soit 16 mois) déduction faite de la somme de 5 000 € déjà versée, le solde s'élève à **20 000 €**.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à l'**EURL CRISTAL** pour le commerce Institut de beauté Carlyn, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **20 000 €**, correspondant à la perte de marge brute conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012. L'indemnisation totale s'élève à 25 000€ d'août 2010 à novembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-170
Reçue en Préfecture le	16/07/12
Affichée le	17/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UHC 132258 - AD

Fait à Montpellier, le

13 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Kiosque à journaux

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU la délibération n°10704 du Conseil de Communauté du 29 février 2012 modifiée, attribuant délégation de certaines affaires du Conseil au Président, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la communauté d'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2012-70 du 3 février 2012, qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 3 861€, pour la période de juillet à octobre 2011,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012, qui propose d'accorder à **M. SALTET Philippe**, exploitant le commerce le Kiosque à journaux Place Edouard Adam à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **5 516 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de juillet 2011 à novembre 2011 (soit 5 mois), déduction faite de la somme de 3 861€ déjà versée, le solde s'élève à 1 655€.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à **M. SALTET Philippe** pour le commerce Le Kiosque à journaux, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à **1 655 €**, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012. L'indemnisation totale s'élève à 5 516€ de juillet 2011 à novembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-171
Reçue en Préfecture le	16.07.12
Affichée le	16.07.12
Notifiée le	
Identifiant	UNC 132262 - AU

Fait à Montpellier, le

13 juillet 2012

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Hall d'accueil du Conservatoire à Rayonnement Régional - Site de Lisbonne

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** que l'association de quartier « Nouveau Sainte Anne » est l'organisateur de la manifestation « Les Nuits de Sainte Anne » et qu'elle a sollicité, dans ce cadre, auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la mise à disposition du hall d'accueil du Conservatoire à Rayonnement Régional – site de Lisbonne,
- **CONSIDERANT** que l'organisation de la manifestation susvisée entre dans les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du hall d'accueil du Conservatoire à Rayonnement Régional – site de Lisbonne, sis 14, rue Eugène Lisbonne – 34000 Montpellier, est passée avec l'association de quartier « Nouveau Sainte Anne ».

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie à titre gracieux, pour y aménager un espace vestiaire pour les musiciens intervenant dans le cadre de la manifestation « Les Nuits de Sainte Anne ».

ARTICLE 3 : L'autorisation d'occupation est consentie les 26, 27, 28 et 29 juin 2012, et les 2, 3, 4, 5, 6 et 9 juillet 2012, de 20h00 à 23h00.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention, visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-172
Reçue en Préfecture le	17/07/12
Affichée le	17/07/12
Notifiée le	
Identifiant	MC132277-CE.1.1

Fait à Montpellier, le 16 juillet 2012

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Nature et Beauté

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la communauté d'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011-468 du 24 août 2011, qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 4 669€ pour la période d'avril à décembre 2010
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012, qui propose d'accorder à **Mme SAGNE Monique**, exploitant le commerce Nature et Beauté au 192, Av de Lodève à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **6 533 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période d'avril 2010 à mai 2011 (soit 14 mois), déduction faite de la somme de 4 669 € déjà versée, le solde s'élève à **1 864 €**.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à M^{me} SAGNE pour le commerce Nature et Beauté, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à **1 864 €**, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012. L'indemnisation totale s'élève à **6 533 €** d'avril 2010 à mai 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-173
Reçue en Préfecture le	16/07/12
Affichée le	17/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC132306-AU

Fait à Montpellier, le 13 juillet 2012

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision d'ester en justice Société Sound and Light System

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'ordonnance du Tribunal Administratif de Montpellier n°1202281-4 en date du 14 juin 2012 annulant le contrat conclu le 3 avril 2012 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société IEC Paris portant sur le lot n°2 du marché public d'achat d'accessoires pour l'Opéra Comédie de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à se pourvoir en cassation près le Conseil d'Etat pour la défense de ses intérêts dans cette affaire.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Lyon-Caen et Thiriez.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-174
Reçue en Préfecture le	17/07/2012
Affichée le	18/07/2012
Notifiée le	
Identifiant	UMC 132311 - AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un contrat d'emprunt entre la Société Générale et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre Moure en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Thierry BEYSSE en qualité de Vice-Président délégué dans le domaine « Finances »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n°A2012-79 du 2 mai 2012 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Finances »,
- **CONSIDERANT** que pour financer le budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de conclure un contrat d'emprunt,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat d'emprunt sur ressource Caisse des Dépôts et Consignations est conclu avec la Société Générale, dont le siège est situé 9 Boulevard Haussman, 75 009 Paris.

ARTICLE 2 : Le montant du contrat s'élève à 2 000 000 € (deux millions d'euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

- Montant : 2 000 000 Euros,
- Durée du prêt : 15 ans,
- Décaissement unique,
- Index et marges : Livret d'Epargne Populaire majoré de la marge CDC de 1,89% et de la marge de la Société Générale de 0,5% (soit un taux de 5,14% à la date d'émission de l'offre),
- Echéances : trimestrielles,
- Amortissement : Constant,
- Base de calcul des intérêts : exact sur 365 jours,
- Pénalités de remboursement anticipé : Indemnité égale à 3% du montant remboursé par anticipation,
- Commission de montage au profit de la CDC : 0,03% du montant de l'emprunt,
- Frais de dossiers : 1 500 Euros,
- Commission de dédit : 3% du montant du prêt.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président, délégué dans le domaine « Finances » est autorisé à signer le contrat visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-79 du 2 mai 2012 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Monsieur le Premier Vice-Président, puis Monsieur le Directeur

Général des Services, puis le Directeur Général Adjoint des Services, puis la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°.	D2012-175
Reçue en Préfecture le	18/07/12
Affichée le	18/07/12
Notifiée le	
Identifiant	LHC132314.AU

Fait à Montpellier, le 18 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boulangerie l'Authentique

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011-471 du 24 août 2011, qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 20 511 € pour la période d'octobre 2010 à mai 2011,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012, qui propose d'accorder à la **SARL BOULANGERIE BUZON**, représentée par M. BUZON, exploitant le commerce Boulangerie l'Authentique au 7, rue du Fg de la Saunerie à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **29 831 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période d'octobre 2010 à novembre 2011 (soit 14 mois), déduction faite de la somme de 20 511 € déjà versée, le solde s'élève à 9 320 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la **SARL BOULANGERIE BUZON** pour le commerce Boulangerie l'Authentique, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à **9 320 €**, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012. L'indemnisation totale s'élève à 29 831 € d'octobre 2010 à novembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-176
Reçue en Préfecture le	26/07/2012
Affichée le	26/07/2012
Notifiée le	
Identifiant	INC 132321-AU

Fait à Montpellier, le

13 juillet 2012

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles n°S12.02 : études de déplacements et mobilités dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du site stratégique Plaine du Colombier à Baillargues confié à la SAAM

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial en qualité de Président Délégué de la commission « Urbanisme, Politique Foncière »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine de « l'Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU la convention de mandat en date du 29 juin 2010 autorisant, en qualité de mandataire, Monsieur Thierry LAGET à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de faire réaliser des études portant sur les déplacements et mobilités sur le site stratégique de la « Plaine du Colombier » à Baillargues,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n° S12.02 est passé avec la société EGIS France, sis Le Décisium – Bâtiment B2 – 1 rue Gandhi – 13 090 Aix en Provence.

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur des études sur les déplacements actuels et les préconisations pour l'avenir dans le but d'alimenter le dialogue compétitif de désignation de l'urbaniste. Le titulaire aura également pour mission d'émettre un avis sur le fonctionnement, du point de vue des déplacements, des plans de références proposées par les urbanistes.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 19 675 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

ARTICLE 5 : Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire SAAM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément aux dispositions de la convention de mandat en date du 29 juin 2010.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

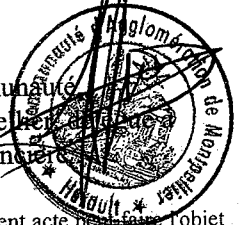
Décision n°	D2012-177
Reçue en Préfecture le	07/08/12
Affichée le	08/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 132342

Fait à Montpellier, le 06.08.12

M. C. MORALES Pour le Vice-Président
Par délégation.

A. Bannaudon

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier
l'Urbanisme et Politique Foncière



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un contrat de cession du spectacle Tana & the pocket philharmonic avec l'association les Cruches à Nelly

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole Bigas en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole Bigas dans le domaine « Culture et enseignements artistiques »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de mettre en place diverses animations pour l'organisation de la manifestation « L'Agglo dans les étoiles » que la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise à Castries,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de cession est passé avec l'association « les Cruches à Nelly ».

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne la cession du spectacle « Tana & the pocket philharmonic » qui aura lieu au Domaine de Fondespierre à Castries.

ARTICLE 3 : La durée du contrat est de deux jours.

ARTICLE 4 : Le montant du contrat s'élève à 800 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

ARTICLE 5 : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-180
Reçue en Préfecture le	22/08/2012
Affichée le	24/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LME 333415 LL.

Fait à Montpellier, le

22 AOUT 2012

Mme N. BIGAS

MONTPELLIER AGGLOMERATION

50, Place Zeus - CS 33415

34961 MONTPELLIER CEDEX 2

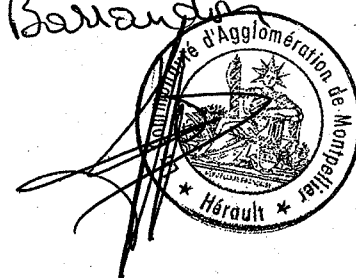
Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Pour le Vice-Président
Par délégation**

A. Baraud





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°2952DC12 de réfection du dispositif d'éclairage des salles d'expositions temporaires du musée Fabre

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame BIGAS en qualité de Vice-Présidente déléguée à la Culture et aux Enseignements artistiques,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame BIGAS en qualité Vice-Présidente déléguée dans le domaine « Culture et Enseignements artistiques »,

CONSIDÉRANT qu'un avenant est nécessaire compte-tenu des travaux supplémentaires,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°2952DC12 de travaux est passé avec la SARL ISEA – ZAC des Escampades – 54, avenue Cugnot – 84170 MONTEUX.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne des ajouts de rails, la pose et le raccordement d'alimentation électrique.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 2 235 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 201 807 € H.T. Cette dépense est prévue au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,

ARTICLE 5 : Madame BIGAS, Vice-Présidente déléguée à la Culture et aux Enseignements artistiques, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-181
Reçue en Préfecture le	26/07/2012
Affichée le	26/07/2012
Notifiée le	
Identifiant	INC 132 445 - AU

Fait à Montpellier, le 24/07/12.

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative au marché n°2159EA09 de maîtrise d'oeuvre portant transfert de titulaire

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2012-20 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Lutte contre les Inondations »,
- VU le marché n°2159EA09 concernant la maîtrise d'œuvre pour les travaux de protection du Port de Carême à Pérols,
- VU le rachat par la société SAFEGE de l'intégralité des actions de la société 3AME, cession à effet au 14 avril 2011, la société 3AME a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine, effective à compter du 25 novembre 2011, au profit de la société SAFEGE, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro B 542 021 829.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°2159EA09 doit être passé en vue du transfert à la société SAFEGE des prestations exercées jusqu'alors par la société 3AME.

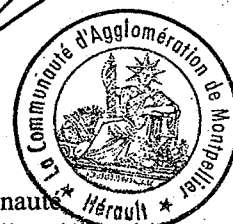
ARTICLE 2 : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-20 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-182
Reçue en Préfecture le	19/07/12
Affichée le	19/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UHC 1327 M AU-11

Fait à Montpellier, le 19 JUL 2012

M. C. MEUNIER



Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°3021DC12 de remplacement de la serrurerie sur les baies vitrées du grand foyer de l'Opéra Comédie

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques»,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de confier, à un prestataire spécialisé le remplacement de la serrurerie sur les baies vitrées du grand foyer de l'Opéra Comédie

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché sous procédure adaptée, répertorié sous le n°3021DC12, est passé avec la société MALBREL –CONSERVATION, domiciliée, Le Port –46100– CAPDENAC, pour le remplacement de la serrurerie sur les baies vitrées du Grand Foyer de l'Opéra Comédie.

ARTICLE 2 : Ce marché s'élève à 23 800 € H.T., soit 28 464,80 € T.T.C.

ARTICLE 3 : Cette dépense est prévue au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération, au chapitre 903.

ARTICLE 4 : Le délai d'exécution des travaux est défini comme suit : préparation du chantier 15 jours, approvisionnement 8 semaines, pose et ajustement 3 jours y compris la préparation du chantier. Le début du chantier prendra effet à la notification du marché.

ARTICLE 5 : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-183
Reçue en Préfecture le	26/07/2012
Affichée le	26/07/2012
Notifiée le	
Identifiant	INC 132 529-AU

Fait à Montpellier, le

24/07/12

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NEOTIC en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire.

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10796 du 29 mars 2012 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : la société NEOTIC, représentée par Monsieur Stéphane MARCEL est une SA dont l'activité est la réalisation de logiciels. L'entreprise compte 45 emplois et projette un effectif de 55 à 3 ans. Elle est candidate à la location du lot B10C de 188.10 m² pour une période de 24 mois renouvelable 1 ans.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la société NEOTIC ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué de la commission MMT- Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

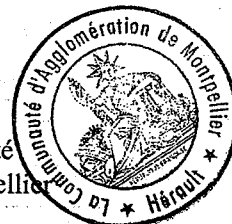
Décision n°	D2012-184
Reçue en Préfecture le	26/07/12
Affichée le	26/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 132703

Fait à Montpellier, le

25 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées, consentie par la SERM - Parcelle SC n°136 à Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Louis POUGET dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU le projet de convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées consentie à titre gratuit par la SERM ou par le futur acquéreur de la parcelle, en l'occurrence la société Bouygues Immobilier, au profit de la Communauté d'agglomération de Montpellier, concernant la parcelle cadastrée section SC n° 136, d'une contenance de 5 a 85 ca, en nature de sols, située avenue Théroigne de Méricourt, sur la commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que, dans le cadre de l'opération « Schéma directeur d'assainissement de l'Agglomération de Montpellier », cette parcelle appartenant à la SERM est nécessaire au passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées, l'intercepteur Est, se raccordant à la station d'épuration MAERA à Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées est consentie par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine ou par le futur acquéreur de la parcelle, en l'occurrence la société Bouygues Immobilier, au profit de la Communauté d'agglomération de Montpellier, concernant la parcelle cadastrée section SC n°136, d'une contenance de 5 a 85 ca, en nature de sols, située avenue Théroigne de Méricourt, sur la Commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Monsieur Louis POUGET est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012, portant délégation de signature..

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-185
Reçue en Préfecture le	18/07/12
Affichée le	18/07/12
Notifiée le	
Identifiant	LHC132731-CC

Fait à Montpellier, le 18 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boulangerie TEISSIER

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011- 472 du 24 août 2011, qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 9 180 € pour la période d'août 2010 à mai 2011,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012, qui propose d'accorder à la **SARL P.H.F.**, représentée par M. TEISSIER, exploitant le commerce Boulangerie TEISSIER au 23 rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **17 745 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période d'août 2010 à novembre 2011 (soit 16 mois), déduction faite de la somme de 9 180 € déjà versée, le solde s'élève à 8 565 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la SARL PHF pour le commerce Boulangerie TEISSIER, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **8 565 €**, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012. L'indemnisation totale s'élève à 17 745 € d'août 2010 à novembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-186
Reçue en Préfecture le	16/07/12
Affichée le	16/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 132723-AD.

Fait à Montpellier, le

13 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Le Fournil Saint Nicolas

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011-76 du 23 février 2011, qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 15 527€ pour la période de septembre à novembre 2010 (3 mois),
- VU la décision n°2011-557 du 19 octobre 2011, qui a proposé une 2^{ème} indemnisation forfaitaire de 15 000€, dans l'attente de l'indemnisation définitive, à l'issue des travaux.
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012, qui propose d'accorder à la **SARL LES FLOTS**, représentée par Mme FAIVRE, gérante exploitant le commerce Le Fournil Saint Nicolas au 72, Grand Rue Jean Moulin à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **79 079 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de septembre 2010 à décembre 2011 (soit 16 mois) déduction faite des sommes de 30 527 € déjà versées, le solde s'élève à 48 552 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la **SARL LES FLOTS** pour le commerce Le Fournil Saint Nicolas, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **48 552 €**, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012. L'indemnisation totale s'élève à 79 079 € de septembre 2010 à décembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-187
Reçue en Préfecture le	16/07/12
Affichée le	16/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 132726-AJ

Fait à Montpellier, le

13 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - PATISSERIE AUGIER PARGUEL

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011-99 du 3 mars 2011, qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 30 091 € pour la période de juin à décembre 2010 (7 mois),
- VU la décision n°2011-336 du 21 juin 2011, qui a proposé une 2^{ème} indemnisation de 13 781 € pour la période de juin 2010 à avril 2011,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012, qui propose d'accorder M. PARGUEL, exploitant le commerce PATISSERIE AUGIER PARGUEL au 19, rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **49 645 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de juin 2010 à novembre 2011 (soit 18 mois) déduction faite des sommes de 43 872 € déjà versées, le solde s'élève à 5 773 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à M. PARGUEL, exploitant le commerce PATISSERIE AUGIER PARGUEL, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **5 773 €**, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 11 juin 2012. L'indemnisation totale s'élève à 49 645 € de juin 2010 à novembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-188
Reçue en Préfecture le	16.07.12
Affichée le	16.07.12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 132729

Fait à Montpellier, le

13 juillet 2012

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la clôture de la régie de recette de la bibliothèque Jean-Paul SARTRE

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux dans leur version issue du décret 2005-1601 du 19 décembre 2005,
- VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations de certaines affaires du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- VU la décision n°2006-414 bis modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 25 juillet 2006 portant création d'une régie de recettes auprès de la bibliothèque Jean-Paul Sartre,
- **CONSIDERANT** que cette régie n'a plus d'activité,

DECIDE

ARTICLE 1 : La régie de recettes de la bibliothèque Jean-Paul Sartre est clôturée au 1^{er} juillet 2012.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

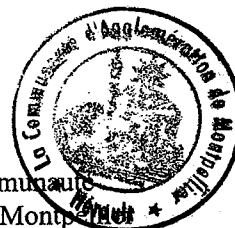
Décision n°	D2012-189
Reçue en Préfecture le	23/07/12
Affichée le	23/07/12
Notifiée le	
Identifiant	ML132823-AU-A-1

Fait à Montpellier, le

19 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI DE LA LIRONDINE dans la ZAC Garosud extension à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10796 du 29 mars 2012 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,

- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension : la SCI de la Lirondine représentée par Monsieur Bruno GUERRA est candidate à l'acquisition du lot 1B de 5 296 m² pour y construire un bâtiment de bureaux et entrepôts-stockage de 999 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 648 m². L'activité de l'entreprise utilisatrice sera la conception et la réalisation de stands d'exposition et d'aménagements d'espaces. L'entreprise projette un effectif de 17 personnes dans 3 ans.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI de la Lirondine ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué de la commission MMT – Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-190
Reçue en Préfecture le	26/07/12
Affichée le	26/07/12
Notifiée le	
Identifiant	LMC 132826

Fait à Montpellier, le

26 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'agrément de candidature de la société KLOE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10796 du 29 mars 2012 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : la société KLOE, représentée par Monsieur Paul COUDRAY est une SA dont l'activité est la conception et la fabrication de composants pour circuits optiques intégrés destinés aux réseaux de télécommunications. Déjà locataire dans le bâtiment, la société est candidate à la location d'un lot supplémentaire, le lot « B02B » de 60 m² pour une période de 2 ans et 1 mois. L'entreprise projette dans ce nouveau local, 6 emplois à 3 ans.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la société KLOE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué de la commission MMT- Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

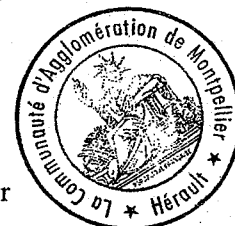
Décision n°	D2012-191
Reçue en Préfecture le	26/07/12
Affichée le	26/07/12
Notifiée le	
Identifiant	LMC132905

Fait à Montpellier, le

25 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2852 d'élaboration du dossier de déclaration de la station d'épuration intercommunale des Communes de Saint Geniès des Mourgues et Sussargues.

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget dans le domaine « Eau et Assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant avec la société Alizé pour la réalisation de prestations supplémentaires concernant la réalisation de prélèvements et analyses du milieu naturel du ruisseau La Viredonne,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°2852 est passé avec la société Alizé, Le Syracuse N°20, 2 avenue Monteroni d'Arbia, 34 920 Le Crès

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'augmentation de la rémunération du bureau d'études.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 776 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 8 526 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe d'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur Louis Pouget, Vice-président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

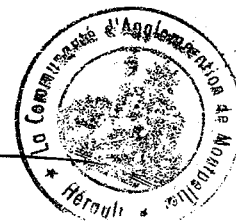
ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-192
Reçue en Préfecture le	01/08/12
Affichée le	01/08/12
Notifiée le	
Identifiant	LMC 132953 AU- 3-1

Fait à Montpellier, le

1 AOUT 2012

M. L. POUGET



Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision d'ester en justice 'Gras Jean-Marie et Autres' Conseil d'Etat

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'arrêt n°09MA03512 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 4 juin 2012 confirmant le jugement n°0703323, 0703329 et 0803025 en date du 16 juin 2009 par lequel le Tribunal Administratif de Montpellier a annulé l'arrêté du 29 mai 2007 du Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement et de protection contre les inondations de la Basse Vallée du Lez et portant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Lattes et les arrêts de cessibilité subséquents des 29 mai 2007 et 21 mars 2008.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à se pourvoir en cassation près le Conseil d'Etat pour la défense de ses intérêts dans cette affaire.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Lyon-Caen et Thiriez.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

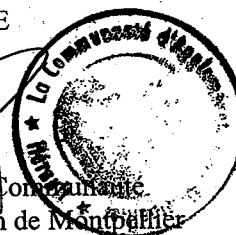
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-194
Reçue en Préfecture le	18/07/12
Affichée le	18/07/12
Notifiée le	
Identifiant	LHC132927-AU

Fait à Montpellier, le 18 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative au marché n°3009DC12 de restaurations d'oeuvres peintes sur toile ou sur bois (lot 1) et de restaurations d'oeuvres graphiques (lot 2) pour le musée Fabre de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame BIGAS qualité de Vice- Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignement Artistiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de restauration d'œuvres peintes sur toiles ou sur bois et d'œuvres graphiques pour le musée Fabre de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3009DC12 à bons de commande de restauration d'œuvres est passé avec la société BAXTER CONSEIL pour le lot n°1, domiciliée 6 chemin des Aires, 34170 Castelnau le Lez et avec M. Eric OULEY pour le lot n°2, domicilié Cité Guynemer, Longueville, 81600 Gaillac.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la restauration d'œuvres peintes sur toiles ou sur bois (lot 1) et d'œuvres graphiques (lot 2) pour le musée Fabre de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 170 € H.T. / demi-journée pour le lot 1 avec un seuil minimum de 7 000 € et un seuil maximum de 21 000 € et 180 H.T. / demi-journée pour le lot 2 avec un seuil minimum de 5 000 € et un seuil maximum de 15 000 €. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Madame Nicole BIGAS, Vice- Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

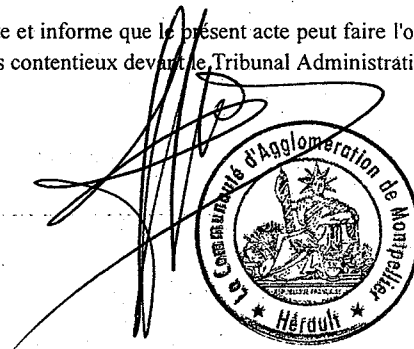
Décision n°	D2012-195
Reçue en Préfecture le	01/08/12
Affichée le	01/08/12
Notifiée le	
Identifiant	LHC B3416

Fait à Montpellier, le 06 08-12

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative au marché n°2932DC12 de maîtrise d'oeuvre pour les travaux de charpente couverture du domaine Bonnier de la Mosson

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre Moure en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques»,
- **CONSIDÉRANT** que la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de charpente couverture du domaine Bonnier de la Mosson nécessite l'intervention d'un prestataire spécialisé,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°2932DC12 est passé avec le groupement constitué du Cabinet d'architecture Frédéric MARTORELLO, mandataire, domicilié, 19 Grand'rue – 11360 – CASCATEL des CORBIERES et la société ARPENT co-traitant n° 1, domiciliée, domaine de Saint-Julien – 11200 – BIZANET.

ARTICLE 2 : La mission de maîtrise d'œuvre porte sur des travaux de charpente –couverture des bâtiments des communs du domaine Bonnier de la Mosson dans l'optique du sauvetage de ces bâtiments.

ARTICLE 3 : Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 30 mois comprenant :

- une phase études de 14 semaines,
- une phase travaux de 4 mois plus une période de préparation travaux d'1 mois
- une période de garantie de parfait achèvement de 12 mois.

ARTICLE 4 : Le montant forfaitaire provisoire du marché s'élève à 23 970,00 € H.T. soit 28 668,12 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Madame Nicole BIGAS, Vice - Présidente, est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-197
Reçue en Préfecture le	19/07/12
Affichée le	19/07/12
Notifiée le	
Identifiant	LHC133122-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19 JUL. 2012

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la mise en location d'une maison d'habitation située au 3024 avenue Avenue Albert Einstein à Montpellier, parcelle cadastrée RB 16

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes »,
- CONSIDERANT que la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'une maison d'habitation située au 3024 avenue Albert Einstein à Montpellier,
- CONSIDERANT qu'il est d'intérêt général d'optimiser le patrimoine immobilier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de location est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Laurent Morel et Madame Nathalie Flechier.

ARTICLE 2 : Le contrat concerne une maison à usage d'habitation composée de 5 pièces principales et dépendances, four, barbecue, piscine et jardins, le tout situé sur la parcelle cadastrée RB 16 au 3024 avenue Albert Einstein, 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour 1 an renouvelable.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer mensuel est de 900 euros (hors taxes et hors abonnements).

ARTICLE 5 : Monsieur Pierre MAUREL, Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

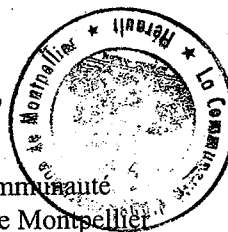
Décision n°	D2012-204
Reçue en Préfecture le	23/07/12
Affichée le	23/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UTC 23304-AU-11

Fait à Montpellier, le

19 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une convention de location avec la société EDES, portant sur un local situé au 515, rue Alfred Nobel Parc du Millénaire à Montpellier, parcelle cadastrée RX 32

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses missions de développement économique, souhaite participer au développement de la filière santé et médicale,
- **CONSIDERANT** que la société EDES, dont le siège social est situé Chemin de Mouline, Mas de Saint Agathe, 34820 Assas, représentée par monsieur François Rivault en qualité de Président, est à la recherche d'un local suite à la reprise d'une société ayant pour activité le développement et la commercialisation d'appareils médicaux,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de location est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société EDES.

ARTICLE 2 : Le contrat porte sur un local d'une superficie de 90,30 m² situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire, sur la parcelle cadastrée RX 32 à Montpellier (34070).

ARTICLE 3 : Le contrat est consenti pour une durée de 2 ans à compter de la signature.

ARTICLE 4 : Le contrat fixe un loyer annuel de 8639, 90 euros T.T.C. et hors charge.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-205
Reçue en Préfecture le	26/07/12
Affichée le	26/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 133319

Fait à Montpellier, le

25 juillet 2012

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°2998DC12 de réalisation de la signalétique
et pose d'un éclairage extérieur en façade du Planétarium Gallilée**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre Moure en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques»,
- **CONSIDÉRANT** que la réalisation de la signalétique en façade du Planétarium Gallilée, nécessite l'intervention d'un prestataire spécialisé,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°2998DC12 est passé avec l'entreprise DECO ADER MEDITERRANÉE, domiciliée, 150 rue Pierre et Marie Curie – 34430 Saint-Jean-de-Védas.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation de la signalétique de la façade du Planétarium Galilée avec pose d'une impression numérique sur adhésif et d'un éclairage extérieur.

ARTICLE 3 : Le marché est conclu pour une durée de six semaines à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 19 797,00 € H.T. soit 23 677,21 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

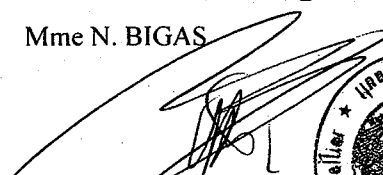

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-206
Reçue en Préfecture le	19/07/12
Affichée le	19/07/12
Notifiée le	
Identifiant	LNC 133313 - AU. 1.1

Fait à Montpellier, le

19 JUL. 2012

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'acquisition de la parcelle SS 3 - Lieu-dit Domaine de la Banquière à Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine,
- VU l'arrêté n°A2010-21, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Christophe MORALES dans le domaine de l'Urbanisme et de la Politique Foncière,
- VU la promesse unilatérale par laquelle Mme MEYNIER Antoinette épouse FABRY accepte de céder à la Communauté d'Agglomération de Montpellier la parcelle en nature de terre cadastrée section SS n°3, sise lieu-dit Font de la Banquière sur la Commune de Montpellier, pour une contenance totale de 25 a 26 ca et au prix de 63 150 €, toutes indemnités comprises et frais d'acquisitions à la charge de l'acquéreur,
- **CONSIDERANT** que, dans le cadre de la ZAD Pont-Trinquat-Méjanelle, la parcelle est destinée à constituer une réserve foncière pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le secteur de la future gare TGV,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de Mme MEYNIER Antoinette épouse FABRY la parcelle en nature de terre cadastrée section SS n°3, sise lieu-dit Font de la Banquière sur la commune de Montpellier, pour une contenance totale de 25 a 26 ca. .

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est fixé à soixante-trois mille cent cinquante euros (63 150 €), toutes indemnités comprises, les frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué à l'Urbanisme et à la Politique Foncière, est autorisé à signer les actes et tout document relatif à cette affaire visée à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2012-21 en date du 10 avril 2012. portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-207
Reçue en Préfecture le	23/07/12
Affichée le	23/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UIC B3423 - AU - 1 - 1

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Commune
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section AA 79 et 80, BA 42 - Commune de Saint-Jean-de-Védas

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'exercer au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU l'Arrêté Préfectoral n°2006-1-969, en date du 18 avril 2006, instituant une Zone d'Aménagement Différé sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas,
- VU l'Arrêté Préfectoral n°2006-1-2044, en date du 30 août 2006, instituant une Zone d'Aménagement Différé sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) datée du 30 mai 2012, envoyée par Maître CHERORET-BESLE Frédérique, notaire associée à Montblanc (34290), représentant Madame MARTINEZ Eliane domiciliée 269 Rue du Champ de l'Aire 34290 VALROS, reçue en Maire de Saint-Jean-de-Védas le 8 juin 2012 et transmise à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 13 juin 2012, concernant les parcelles cadastrées AA 79 et 80 d'une superficie totale de 2 845 m², et la parcelle cadastrée BA 42 d'une superficie totale de 1 555 m², à usage de terres, situées sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas, lieudits Lous Garrigous et Rieucoulon, au prix de 38 000 euros en valeur libre,
- VU l'avis de France Domaine en date du 28 juin 2012,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont nécessaires pour constituer des réserves foncières destinées, à terme, à mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur, par voie de préemption, auprès de Madame Eliane MARTINEZ domiciliée 269 Rue du Champ de l'Aire 34290 VALROS, des parcelles cadastrées AA 79 et 80, BA 42 d'une superficie totale de 4 400 m², à usage de terres, situées sur la Commune de Saint Jean de Védas, lieudits Lous Garrigous et Rieucoulon.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition des biens libres est fixé à 38 000 euros, au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-210
Reçue en Préfecture le	23/07/12
Affichée le	23/07/12
Notifiée le	
Identifiant	LTC133425-AU-1.1

Fait à Montpellier, le 19/07/12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative au marché n°3009bisDC12 d'interventions ponctuelles de restauration-conservation de cadres pour le musée Fabre de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à, Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché d'interventions ponctuelles de restauration-conservation pour le musée Fabre de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°3009bisDC12 à bons de commande de restauration de cadres est passé avec M. Sébastien DAVID, 12 rue Aimée BARDOU, 37210 Vernou sur Brenne.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des interventions ponctuelles de restauration-conservation de cadres.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 235 € H.T/ demi-journée avec un seuil minimum de 7 000 € H.T. et un seuil maximum de 21 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-211
Reçue en Préfecture le	07/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 133604

Fait à Montpellier, le 06.08.12

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une convention pour la mise à disposition du terrain de catégorie C, de vestiaires, de bureaux et de divers locaux du Stade Yves du Manoir à l'association du Montpellier Rugby Club

- VU l'article L.5211-10 et L 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été fixé préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « Sports »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération gère le stade Yves du Manoir,
- **CONSIDERANT** que l'association Montpellier Rugby Club utilise cet équipement pour la pratique du rugby,
- **CONSIDERANT** que l'association Montpellier Rugby Club assure des missions d'intérêt général en direction des jeunes et des scolaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et participe activement au développement du sport et de cette discipline auprès de la population,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer une convention à titre gratuit avec cette association pour la mise à disposition de locaux et terrains de cette installation sportive,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation, précaire et révocable, est conclue avec l'association Montpellier Rugby Club.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne l'utilisation du terrain de catégorie C, de vestiaires, de bureaux et de divers locaux du Stade Yves du Manoir.

ARTICLE 3 : La durée de cette convention est d'un an.

ARTICLE 4 : Cette convention est conclue sans redevance annuelle. Les charges feront l'objet d'une facturation forfaitaire définie à partir des charges constatées l'année précédente.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-212
Reçue en Préfecture le	23/07/12
Affichée le	23/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 133612 - AU - 1.1

Fait à Montpellier le 19/07/12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2975DC12 de travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition 'Caravage et le caravagisme européen'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame BIGAS en qualité de Vice-Présidente déléguée à la Culture et aux Enseignements artistiques,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques»,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant pour des travaux complémentaires,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n° 1 au marché n°2975DC12 est passé avec la SARL STAND EXPO DECO – Route de Randan – 03800 BIOZAT.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne des ajouts de cimaises et de mises à distance.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 5 365,36 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 132 225,46 € H.T. Cette dépense est prévue au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,

ARTICLE 5 : Madame BIGAS, Vice-Présidente déléguée à la Culture et aux Enseignements artistiques, est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-213
Reçue en Préfecture le	07/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 133703.

Fait à Montpellier, le 06.08.12

Mme N. BIGAS

**Pour le Vice-Président
Par délégation**

A. Barraud

Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle n° RA 1 - Commune de Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Christophe MORALES dans le domaine de l'Urbanisme et de la Politique Foncière,
- VU le projet de contrat de prêt à usage de terrain par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise Décathlon Montpellier Odysseum à occuper temporairement et à titre gratuit la parcelle cadastrée section RA n°1 située lieu-dit Rastouble sur la commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la société Décathlon Montpellier Odysseum souhaite organiser un événement destiné à faire découvrir au grand public de multiples activités sportives du 11 au 17 septembre et que la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée section RA n°1, déjà en nature de parking,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de la société Décathlon Montpellier Odysseum, représentée par M. Eric ROLLAND dûment habilité en sa qualité de directeur, à prêter l'usage de sa parcelle cadastrée section RA n°1, en nature de sols, sise lieu-dit Rastouble sur la Commune de Montpellier, pour une contenance de 98 a 88 ca.

ARTICLE 2 : Le contrat est consenti à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de six jours, du mardi 11 septembre au lundi 17 septembre 2012 inclus.

ARTICLE 4 : Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué à l'Urbanisme et à la Politique Foncière à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

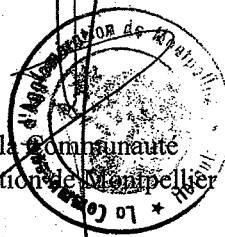
Décision n°	D2012-214
Reçue en Préfecture le	23/07/12
Affichée le	23/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC133748-40-11

Fait à Montpellier, le

19 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative au marché n°2756EA11 pour la réhabilitation du poste de refoulement des eaux usées pour la desserte du Ramassol, Commune de Cournonterral

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-23 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de conclure un marché de travaux pour la réhabilitation d'un poste de refoulement des eaux usées pour la desserte du Ramassol sur la commune de Cournonterral,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°2756 EA 11 de travaux est passé avec l'entreprise SADE – 820 rue de la Marbrerie – BP 33 – 34741 Vendargues Cedex.

ARTICLE 2 : Ce marché consiste à confier la réhabilitation d'un poste de refoulement des eaux usées pour la desserte du Ramassol sur la Commune de Cournonterral.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 74 990 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe d'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur Louis POUGET Vice-Président est autorisé à signer le marché visé à l'article 1^{er} conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 17 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-217
Reçue en Préfecture le	26/07/2012
Affichée le	26/07/2012
Notifiée le	
Identifiant	INC 133 819-AU

Fait à Montpellier, le

24/07/12

M. L. POUGET



Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°2940S12.01 dans le cadre du mandat d'études Sablassou confié à la SAAM relatif au schéma directeur de viabilité du site Sablassou

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur MORALES en qualité de Vice-Président en charge de l'urbanisme et politique foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et politique foncière»,

CONSIDÉRANT que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) s'est vu confier par délibération n°9683 en date du 20 juillet 2010 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du site stratégique défini au Schéma de Cohérence Territoriale du Millénaire Sablassou Clos de l'Armet,

CONSIDÉRANT que ce mandat d'études a fait l'objet d'un avenant en vertu de la décision n°2011-671 du 26 novembre 2011 afin de porter la durée du mandat à 27 mois à dater de sa signature, de porter le montant évalué des dépenses à engager par le mandataire pour la réalisation des études à 367 836,11 € H.T., et d'inclure notamment au programme de la mission les études de schéma directeur de viabilisation,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°2940S1201 de prestations intellectuelles est passé avec la société B3R.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation du schéma de viabilité du site de Sablassou.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 8 mois.

ARTICLE 4 : Il s'agit d'un marché à bon de commande avec un montant plafond de 150 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

ARTICLE 5 : Monsieur Thierry LAGET, directeur de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à la convention de mandat d'études portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-218
Reçue en Préfecture le	26/07/12
Affichée le	27/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UTC133908

Fait à Montpellier, le 26/07/12

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Urbanisme et Politique Foncière

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une participation à l'achat du spectacle **Le nuage en pantalon**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Le nuage en pantalon » joué le 21 septembre à l'ESAT La Bulle Bleue.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie Provisoire et l'ESAT La Bulle Bleue, Diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 467,20 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

ARTICLE 4 : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

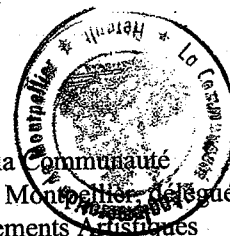
ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-219
Reçue en Préfecture le	13/09/12
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	INC 1339 10 AU

Fait à Montpellier, le 13-09-12

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une participation à l'achat du spectacle Le Messenger

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Le Messenger » joué le 19 septembre à l'ESAT La Bulle Bleue.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec le Théâtre de la Remise et l'ESAT La Bulle Bleue, Diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 467,20 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

ARTICLE 5 : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-220
Reçue en Préfecture le	13/09/12
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	INC 133912 AU

Fait à Montpellier, le 13.09.12

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative au marché n°3012DC12 de mise en place d'une réserve d'eau sous la place Molière, dans le cadre des travaux de la restructuration de la cage de scène à l'Opéra Comédie à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-29 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Madame BIGAS dans le domaine « Culture, enseignements artistiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser une réserve d'eau sous la place Molière à Montpellier dans le cadre des travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie avec l'intervention d'un prestataire spécialisé,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°3012DC12 de travaux est passé avec l'entreprise Eiffage Construction Languedoc, Le Phidias, CS 76015, 183 rue Henri Becquerel, 34060 Montpellier cedex 2.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2,5 mois.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 198 633 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

ARTICLE 4 : Madame BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 17 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

o.	D2012-221
fecture le	01/08/12
ie	01/08/12
ntifiant	UNC 133921-AJ. 1-1

Fait à Montpellier, le 28 juillet 2012

Mme M.

Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains en vue de l'exercice du droit de chasse - Commune de Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Christophe MORALES dans le domaine de l'Urbanisme et de la Politique Foncière,
- VU le projet de convention de mise à disposition par lequel la Communauté d'agglomération de Montpellier autorise la société « Chasse Calage » à exercer un droit de chasse à titre gratuit sur les parcelles cadastrées section RN n°2, 6, 7, 10, 20, 21, 25 et 35 et la parcelle cadastrée section RO n°32, situées lieu-dit Valédau sur la Commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'agglomération de Montpellier est propriétaire du Domaine de Valédau et que le projet de convention permet d'assurer un gardiennage du Domaine,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'agglomération de Montpellier consent au profit de la société « Chasse Calage », représentée par M. Patrick BROS, à mettre à disposition en vue de l'exercice du droit de chasse ses parcelles cadastrées section RN n°2, 6, 7, 10, 20, 21, 25 et 35 et sa parcelle cadastrée section RO n°32, en nature de terre, sises lieu-dit Valédau sur la Commune de Montpellier pour une contenance de 10 ha 48 a 96 ca.

ARTICLE 2 : Cette convention, renouvelable par tacite reconduction est consentie pour une durée de 3 années qui commencera à partir du 1^{er} septembre 2012 jusqu'au 31 août 2015.

ARTICLE 3 : Cette convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué à l'Urbanisme et à la Politique Foncière est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

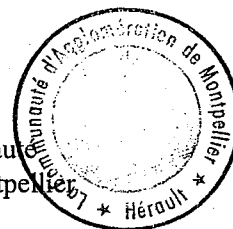
Décision n°	D2012-223
Reçue en Préfecture le	26/07/12
Affichée le	26/07/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 134012

Fait à Montpellier, le

25 juillet 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°3008CG12 de prestations intellectuelles pour une mission d'étude et de prospective sur le fonctionnement et l'organisation de la direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-10 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine « Personnel »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour la réalisation d'une mission d'étude et de prospective sur le fonctionnement et l'organisation de la direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, visant à établir un état des lieux du fonctionnement et de l'organisation actuelle de la direction au regard des enjeux, orientations stratégiques et missions qui devra conduire à proposer des axes d'amélioration,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°3008CG12 de prestations intellectuelles est passé avec le cabinet Mensia Conseil, 10 place de la madeleine, 75 008 PARIS.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'étude et de prospective sur le fonctionnement et l'organisation de la direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, visant à établir un état des lieux du fonctionnement et de l'organisation actuelle de la direction au regard des enjeux, orientations stratégiques et missions qui devra conduire à proposer des axes d'amélioration.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de 6 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 66 425 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur Pierre BONNAL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-10 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-224
Reçue en Préfecture le	23/08/2012
Affichée le	27/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LM C 234/22 AV.

Fait à Montpellier, le 30 juillet 2012

M. P. BONNAL

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué au
Personnel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société Scimob au sein de la pépinière Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté conformément au code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération n°10558 du 20 décembre 2011 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 3 août 2009 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société SCIMOB pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 29 octobre 2009, 10 mai 2009 et 2 mars 2011,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 juillet 2012, que la société SCIMOB n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société SCIMOB pour une période de douze mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 juillet 2013.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société SCIMOB pour la surface de 88,86 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 154,29 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°10558 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929.

ARTICLE 4 : Monsieur Gilbert PASTOR Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

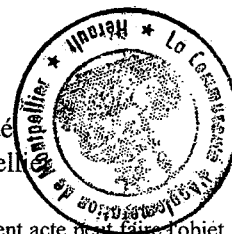
Décision n°	D2012-225
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	LMC134205

Fait à Montpellier, le

03 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération n°10558 en date du 20 décembre 2011 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 3 août 2009, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société EXPERNOVA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 21 octobre 2009 et 20 septembre 2010,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 juillet 2012, que la société EXPERNOVA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de douze mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 juillet 2013.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société EXPERNOVA pour la surface de 59,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 776,28 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°10558 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

ARTICLE 4 : Monsieur Gilbert PASTOR Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-227
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	06/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC134218

Fait à Montpellier, le 03 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière Cap Alpha

- VU les articles L.5211-10 et L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les délégations accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10558 du 20 décembre 2011 relative aux tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2006, passée entre la Communauté d'agglomération et la société DIASYS TECHNOLOGIES pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 20 décembre 2006, du 11 juillet 2007, du 16 octobre 2008, du 8 janvier 2009, 15 février 2010, 02 mars 2011 et du 01 février 2012,
- VU le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-président délégué à l'entreprise DIASYS TECHNOLOGIES et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification qui se déroulent actuellement à Cap Alpha,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 23 juillet 2012, que la société DIASYS TECHNOLOGIES n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'agglomération et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de six mois à compter du 23 juillet 2012 soit jusqu'au 22 janvier 2013.

ARTICLE 2 : Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la Pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à trente six mois. La redevance à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 176,30 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est donc ramenée à 1 764,98 euros H.T. au lieu de 2 030,02 euros H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés.

ARTICLE 3 : A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface occupée dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 2 030,02

euros H.T. (valeur juin 2012) conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°10558 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011.

ARTICLE 4 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-président délégué est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-228
Reçue en Préfecture le	06.08.12
Affichée le	07.08.12
Notifiée le	
Identifiant	UHC134307

Fait à Montpellier, le 03 AOÛT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'avenant n° 1 du marché 2907DS12 concernant la révision des coupes des piscines tournesol Jean Vives, Suzanne Berlioux et Jean Taris

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président Délégué aux Sports,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté A 2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS»,

CONSIDÉRANT que la révision des coupes des piscines tournesol Jean Vives, Suzanne Berlioux et Jean Taris demande des travaux complémentaires,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°2907DS12 de 67 180,50 € HT est passé avec la SA BAUDIN CHATEAUNEUF sise rue de la Brosse –BP 30019 à Chateaufort-sur-Loire (45110).

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne des modifications nécessaires concernant la révision des coupes des piscines tournesol Jean Vives, Suzanne Berlioux et Jean Taris.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 9 127,00 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 76 307,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904.

ARTICLE 5 : Monsieur Jacques MARTIN, Vice-Président délégué aux Sports est autorisé à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté A 2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-229
Reçue en Préfecture le	03/08/12
Affichée le	03/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	UNC1343 M-AU- A.A

Fait à Montpellier, le

M. J. MARTIN

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué aux
Sports

- 1 AOUT 2012



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°3036DS12 de fourniture et mise en place d'un contrôle d'accès pour le stade de la Mosson à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « Sports »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de fourniture et mise en place de contrôle d'accès pour le stade de la Mosson à Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°3036DS12 de fourniture est passé avec l'entreprise Multitec, Parc de l'Aéroport, 195, avenue Alfred Sauvy, 34 470 PEROLS.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 semaines.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 473 834, 44 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur Jacques MARTIN Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

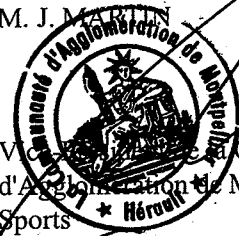
ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-230
Reçue en Préfecture le	07/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UHC 134317

Fait à Montpellier, le 04.08.12

M. J. MARTIN

Vice-président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué aux
Sports



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING et des modules associés de la gamme Visual Planning

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- VU l'acquisition du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING auprès de la société XWARE,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ce logiciel,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société STILOG I.S.T., 107/111 avenue Georges Clemenceau, 92022 NANTERRE Cedex, en tant qu'éditeur du logiciel VISUAL PLANNING et la société XWARE, ZAM Pont des Charrettes, 30700 UZES, en tant que mainteneur de ce logiciel.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne les licences du logiciel VISUAL PLANNING et des modules associés de la gamme Visual Planning, installées à la régie de collecte des déchets ménagers.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2013.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à mille huit cent vingt neuf euros et quatre vingt huit cents T.T.C. (1 829,88 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

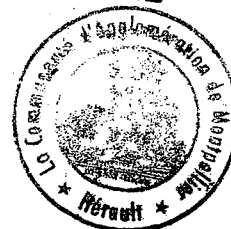
Décision n°	D2012-232
Reçue en Préfecture le	02/08/2012
Affichée le	02/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	L91C134405-AU

Fait à Montpellier, le

1 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - BOULANGERIE LE MOULIN D'OR

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2010-434 du 22 septembre 2010 qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 9 201 € pour la période de janvier à mai 2010 (soit 5 mois),
- VU la décision n°2011-558 du 24 octobre 2011 qui a proposé une 2^{ème} indemnisation forfaitaire de 5 000 €, dans l'attente de l'indemnisation définitive, à l'issue des travaux,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012, qui propose d'accorder à la SARL ZERRAD, représentée par M. Mustapha ZERRAD, gérant, exploitant le commerce Boulangerie le Moulin d'Or au 33, Cours Gambetta à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à 22 817 €, correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2010 à novembre 2011 (soit 23 mois) déduction faite de la somme de 14 201 € déjà versée, le solde s'élève à 8 616 €,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la SARL ZERRAD pour le commerce Boulangerie le Moulin d'Or, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à 8 616 €, correspondant à la perte de marge brute conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012. L'indemnisation totale s'élève à 22 817 € de janvier 2010 à novembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

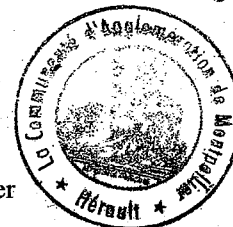
Décision n°	D2012-233
Reçue en Préfecture le	02/08/2012
Affichée le	02/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	INC 134 329-AU

Fait à Montpellier le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

1 AOUT 2012



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société
INCITIUS SOFTWARE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération n°10558 en date du 20 décembre 2011 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 5 août 2008 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 28 août 2011 et 23 janvier 2012,
- CONSIDERANT que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 juillet 2012, que la société INCITIUS SOFTWARE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société INCITIUS SOFTWARE pour une période de douze mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 juillet 2013.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société INCITIUS SOFTWARE pour la surface de 58,31 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 815,76 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°10558 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-234
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UIC134403

Fait à Montpellier, le

03 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice- Président,
- VU les délégations accordées par le Conseil Communautaire au Président, notamment autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si celui-ci a préalablement été fixé par délibération,
- VU la délibération n°10558 en date du 20 décembre 2011 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2012 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 29 mai 2006 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société NELIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 27 novembre 2006, 21 octobre 2007, 15 janvier 2009, 50mai 2009, 5 février 2010, 28 mai 2012, 6 janvier 2011, 28 avril 2011, 2 mars 2012,
- CONSIDERANT que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 juillet 2012, que la société NELIS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NELIS pour une période de six mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 janvier 2013.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société NELIS pour la surface de 89,09 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 246,37 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°10558 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-235
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	CRC 134410

Fait à Montpellier, le

03 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - BOULANGERIE MOULIN A PAINS

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2010-433. du 21 septembre 2010 et suite à une erreur matérielle la décision n°2010-507 du 8 novembre 2010 qui ont proposé une 1^{ère} indemnisation de 3 453 € pour la période de janvier à mai 2010 (soit 5 mois),
- VU la décision n°2011-290 du 24 mai 2011, qui a proposé une 2^{ème} indemnisation de 5 125 € pour la période de janvier 2010 à février 2011,
- VU la décision n°2011-720 du 29 décembre 2011, qui a proposé une 3^{ème} indemnisation forfaitaire de 4 000 €, dans l'attente de l'indemnisation définitive à l'issue des travaux,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012, qui propose d'accorder à la SARL MOULIN A PAINS, représentée par M. Majid CHAOUKI, gérant, exploitant le commerce boulangerie le Moulin à Pains au 43, Cours Gambetta à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à 15 286 €, correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2010 à novembre 2011 (soit 23 mois), déduction faite de la somme de 12 578 € déjà versée, le solde s'élève à 2 708 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la SARL MOULIN A PAINS pour le commerce boulangerie le Moulin à Pains, au titre du préjudice économique

subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à 2 708 €, correspondant à la perte de marge brute conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012. L'indemnisation totale s'élève à 15 286 € de janvier 2010 à novembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

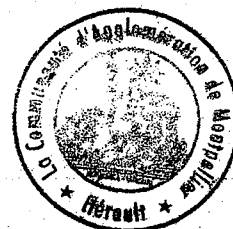
Décision n°	D2012-236
Reçue en Préfecture le	02/08/2012
Affichée le	02/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	L91C 134503-AU

Fait à Montpellier, le

- 1 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - CO-APPARENCE

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011-341 du 21 juin 2011 qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 1 380 € pour la période de juin à décembre 2010 (soit 7 mois),
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012, qui propose d'accorder à **Mme BONNEFON Corinne**, exploitant le commerce CO-APPARENCE prêt à porter au 8, rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **2 658 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de juin 2010 à novembre 2011 (soit 18 mois), déduction faite de la somme de 1 380 € déjà versée, le solde s'élève à **1 278 €**.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la Mme **BONNEFON Corinne**, exploitant le commerce CO-APPARENCE, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **1 278 €**, correspondant à la perte de marge brute conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012. L'indemnisation totale s'élève à **2 658 €** de juin 2010 à novembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-237
Reçue en Préfecture le	02/08/2012
Affichée le	02/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	L9C13454-AU

Fait à Montpellier le

1 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - COROT COIFFURE

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012, qui propose d'accorder à la **SARL COROT COIFFURE Montpellier**, représentée par M. BIAGI, gérant exploitant le commerce TOUT POUR LA COIFFURE au 1, boulevard de l'Observatoire à Montpellier une indemnité définitive évaluée à **20 966 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de septembre 2010 à novembre 2011 (soit 15 mois).

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la SARL COROT COIFFURE pour le commerce TOUT POUR LA COIFFURE, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **20 966 €**, correspondant à la perte de marge brute conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012. L'indemnisation totale s'élève à 20 966 €.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-238
Reçue en Préfecture le	02/08/2012
Affichée le	02/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LME 1345 12-AU

Fait à Montpellier, le

- 1 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - COSTE PEINTURES

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011-473 du 25 août 2011 qui a proposé une 1^{ère} indemnisation forfaitaire de 60 000 € dans l'attente de l'indemnisation définitive, à l'issue des travaux,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012, qui propose d'accorder à la SA COSTE PEINTURES représentée par son Directeur Général, M. Jean-Pierre COSTE exploitant le commerce COSTE PEINTURES au 561 rue Saint Hilaire à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **71 043 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de février 2010 à août 2011 (soit 19 mois), déduction faite de la somme de 60 000 € déjà versée, le solde s'élève à 11 043 €

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la SA COSTE PEINTURES pour le commerce COSTE PEINTURES, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **11 043 €**, correspondant à la perte de marge brute conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012. L'indemnisation totale s'élève à 71 043 €.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-239
Reçue en Préfecture le	02/08/2012
Affichée le	02/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LPMC 139561-AU

Fait à Montpellier, le

- 1 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - FUTON BOUTIQUE

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012, qui propose d'accorder à la **SARL ATOLL COME** représentée par M. Christophe COUR, gérant, exploitant le commerce **FUTON BOUTIQUE** au 33 boulevard du Jeu de Paume à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **12 163 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de mars 2011 à décembre 2011 (soit 10 mois).

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la SARL ATOLL COME pour le commerce FUTON BOUTIQUE, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **12 163 €**, correspondant à la perte de marge brute conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012. L'indemnisation totale s'élève à 12 163 €.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

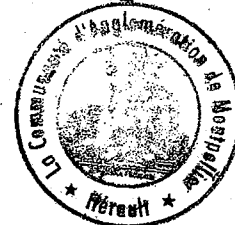
Décision n°	D2012-240
Reçue en Préfecture le	02/08/2012
Affichée le	02/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LNC134623-AV

Fait à Montpellier, le

1 AOUT 2012

M. J.-P. MOURET

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant de transfert au marché n°2634T11

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur MAUREL en qualité de Vice-Président .
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, affaires juridiques, assurances, archives et moyens généraux »,
- VU le marché n°2634T11 concernant la maintenance multitechnique des bâtiments administratifs de l'Hôtel d'Agglomération de Montpellier,
- VU la cession, avec effet au 31 août 2012 du marché n°2634T11 à la société Cegelec Maintenance Sud-Est immatriculée sous le n°RCS 537 916 074.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant au marché n°2634T11 doit être passé en vue du transfert à la société Cegelec Maintenance Sud-Est des prestations exercées jusqu'alors par Cegelec Sud-Est.

ARTICLE 2 : Monsieur MAUREL Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-241
Reçue en Préfecture le	10/09/12
Affichée le	10/09/12
Notifiée le	
Identifiant	UC 134722-AU

Fait à Montpellier, le 07/09/2012



M. P. MAUREL
Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - SANAE BOUTIQUE

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011-420 du 8 août 2011 qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 5 311 € pour la période de mars à mai 2010 (soit 3 mois),
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012, qui propose d'accorder à la **SARL BOUTIQUE SANAE**, représentée par M. EL ALAOUÏ LARBI, gérant, exploitant le commerce SANAE BOUTIQUE au 7, rue du Cheval Vert à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **11 570 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de mars, avril et mai 2010 et février et mars 2012 (soit 5 mois), déduction faite de la somme de 5 311 € déjà versée, le solde s'élève à 6 259 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la SARL BOUTIQUE SANAE pour le commerce SANAE BOUTIQUE, pour indemniser le préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **6 259 €**, correspondant à la perte de marge brute conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012. L'indemnisation totale s'élève à 11 570 €.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

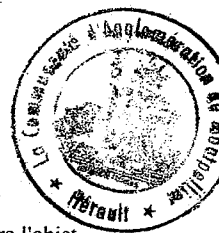
Décision n°	D2012-242
Reçue en Préfecture le	02/08/2012
Affichée le	02/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	L91C134627-AU

Fait à Montpellier, le

- 1 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - SNC PANIER JARDIN

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la convention de mandat du 4 août 2004 déposée en Préfecture le 6 août 2004 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM Transports de l'agglomération de Montpellier, concernant l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°8518 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2008, relative à la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la décision n°2011-426 du 4 août 2011 qui a proposé une 1^{ère} indemnisation de 4 000 € pour la période d'août à décembre 2010 (soit 5 mois),
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012, qui propose d'accorder à la SNC PANIER JARDIN représentée par Ms LENS Bruno et Robert, gérants, exploitant le commerce PANIER JARDIN au 10, Place Laissac Halles Laissac à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **11 195 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période d'août 2010 à novembre 2011 (soit 16 mois), déduction faite de la somme de 4 000 € déjà versée, le solde s'élève à 7 195 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération accorde une indemnisation définitive à la SNC PANIER JARDIN pour le commerce PANIER JARDIN, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 3^{ème} ligne de Tramway de l'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **7 195 €**, correspondant à la perte de marge brute conformément à l'évaluation de la Commission d'indemnisation à l'amiable du 9 juillet 2012. L'indemnisation totale s'élève à 11 195 € d'août 2010 à novembre 2011.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive comporte une clause de renonciations à recours et est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-243
Reçue en Préfecture le	02/08/2012
Affichée le	02/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LME A34630-AU

Fait à Montpellier, le

- 1 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2098DC09 - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux de restructuration de la cage de scène - Opéra Comédie

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
- VU le marché n°2098DC09 attribué à l'entreprise ING MEDITERRANEE, et relatif à la mission d'ordonnancement, pilotage et ccoordination (OPC) des travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie,
- **CONSIDÉRANT** que la prolongation des travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie nécessite une prolongation de la durée du marché n°2098DC09 afin d'assurer la continuité des prestations,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n°2098DC09 relatif à la mission d'ordonnancement, pilotage et ccoordination (OPC) des travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie est passé avec la société ING MEDITERRANEE, sise Green Parc 2 – Bâtiment B – 149 avenue du golf – 34 670 BAILLARGUES.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la prolongation de la durée du marché, pour une durée de 8 semaines.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 7 960,00 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 121 703,51 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-244
Reçue en Préfecture le	23/08/2012
Affichée le	27/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LNC 2356 16-AU

Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°3035GD12 de recherche et réduction de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) sur l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de CASTRIES

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur C.VALETTE en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur, C.VALETTE dans le domaine « Environnement »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser des analyses pour la recherche et la réduction de substances dangereuses dans l'eau de l'installation de stockage des déchets non dangereux de Castries,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché de prestations intellectuelles n°3035GD12 est passé avec la société IRH Ingénierie Conseil sise, bâtiment LAENNEC domaine du petit Arbois BP 78, 13 545 Aix en Provence.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des prestations de recherche et de réduction de substances dangereuses dans l'eau des rejets de l'installation de stockage de déchets non dangereux sise sur la commune de Castries..

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service n°1 . Sa durée est de 48 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 27 088 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928

ARTICLE 5 : Monsieur C.VALETTE Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-245
Reçue en Préfecture le	10/09/12
Affichée le	11/09/12
Notifiée le	
Identifiant	UNC 134721-CC

Fait à Montpellier, le 10/09/12

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier
l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SM 27
- Lieudit 450 Rue du Mas des Brousses - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES, dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération est propriétaire de la parcelle cadastrée section SM 27, supportant un bâtiment d'une surface utile d'environ 700 m², située 450 Rue du Mas des Brousses à Montpellier,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle située à l'intérieur du périmètre de la Zone d'Aménagement Différé Pont Trinquat Méjanelle a été acquise afin de constituer des réserves foncières et que le bâtiment en état de délabrement avancé qu'elle supporte doit être démoli pour des raisons de sécurité,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâtiment d'une surface utile d'environ 700 m², situé sur la parcelle cadastrée section SM 27 au lieudit 450 Rue du Mas des Brousses à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président, Président délégué dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière » est autorisé à signer la demande de permis de démolir, conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-247
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UHC 134737

Fait à Montpellier le 03 AOÛT 2012
M. J.-P. MOURE
Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché n°3033DC12 de remplacement des clapets coupe feu et de désenfumage de la Médiathèque Emile Zola à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine «Culture et Enseignements artistiques»,

CONSIDÉRANT la nécessité de confier à un prestataire spécialisé le remplacement des clapets coupe feu et de désenfumage de la Médiathèque Emile Zola à Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché de travaux n°3033DC12 est passé avec la société PORTAFEU, domiciliée 24, rue des Hautes Rives – 27 610 Romilly sur Andelle.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le remplacement des clapets coupe feu et de désenfumage de la Médiathèque Emile Zola à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de deux mois et ne devra pas dépasser trois mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 74 208,05 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Madame BIGAS Vice-Présidente dans le domaine « Culture et Enseignements artistiques » est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010-3093 du 03/12/2010 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-248
Reçue en Préfecture le	23/08/2012
Affichée le	27/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LMC 135303

Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté
Agglomération de Montpellier, déléguée à
la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative au marché n°2959EA12 de raccordement à la station d'épuration de MAERA des effluents de la Commune de Pérols

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial ,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « eau et assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'effectuer le raccordement à la station d'épuration de MAERA des effluents de la Commune de Pérols,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°2959EA12 de travaux est passé avec l'entreprise SOGEA SUD sise à MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le raccordement à la station d'épuration de MAERA des effluents de la Commune de Pérols.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois, y compris la période de préparation d'1 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 262 966 € H.T (offre variante). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 5 : Monsieur Louis POUGET Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-249
Reçue en Préfecture le	14/08/2012
Affichée le	16/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	L91E 134779 - JU

Fait à Montpellier, le

Pour le Vice-Président

M. L. POUGET

Par délégation

10 AOUT 2012

A Barnaudon

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2616T11 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner Montpellier Agglomération dans le renouvellement de son Schéma Directeur Informatique (2011-2014)

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- VU la décision n°2011-292 du 27 mai 2011 approuvant le marché n°2616T11 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner Montpellier Agglomération dans le renouvellement de son Schéma Directeur Informatique (2011-2014) conclu avec la société STEDIA CONSULTING, arrivé à terme le 16 juin 2012,
- VU l'impossibilité d'achever la prestation de ce marché avant sa date de fin fixée au 16 juin 2012,
- **CONSIDERANT** la nécessité de prolonger ce marché d'une durée de 6 mois pour achever la prestation,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°2616T11 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner Montpellier Agglomération dans le renouvellement de son Schéma Directeur Informatique (2011-2014) est passé avec la société STEDIA CONSULTING, 6 Parc d'Activité de Bompertuis, 13120 GARDANNE.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la prolongation du marché d'une durée de 6 mois, soit du 17 juin 2012 au 16 décembre 2012.

ARTICLE 3 : Le montant du marché est inchangé.

ARTICLE 4 : Monsieur Pierre MAUREL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

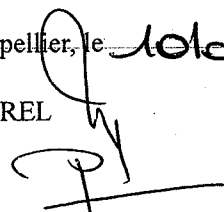
ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-250
Reçue en Préfecture le	10/09/2012
Affichée le	10/09/2012
Notifiée le	
Identifiant	UMC 134744-AU

Fait à Montpellier, le

10/09/12

M. P. MAUREL




Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué aux
Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances,
Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative au marché n°2925EA12 pour la réhabilitation du collecteur unitaire du Boulevard du Jeu de Paume, Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur, Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de conclure un marché de travaux pour la réhabilitation du collecteur unitaire du Boulevard du Jeu de Paume sur la commune de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché de travaux n°2925EA12 est passé avec le groupement d'entreprise SUBTERRA / MALET – 36, route de Villeneuve – 31120 PORTET-SUR-GARONNE.

ARTICLE 2 : Ce marché consiste à confier la réhabilitation du collecteur unitaire du Boulevard du Jeu de Paume sur la Commune de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 7 semaines dont 4 semaines pour la période de préparation des travaux et 3 semaines pour l'exécution des travaux.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 73 685,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur Louis POUGET Vice-Président est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

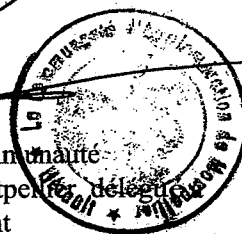
ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-251
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UNC120801

Fait à Montpellier, le 03/08/12

M. L. POUGET

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier
l'Eau et à l'Assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'accord cadre n°2946EA12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation des services du cycle de l'eau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial),
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « eau et assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un accord-cadre relatif à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation des services du cycle de l'Eau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : L'accord-cadre n°2946EA12 est passé avec le groupement d'entreprises SERVICE PUBLIC 2000, KFH COM, LISODE.

ARTICLE 2 : Cet accord cadre concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation des services du cycle de l'eau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 3 : L'accord cadre est conclu pour une période initiale de 4 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le seuil maximum de l'accord cadre est fixé à 399 000 euros H.T.. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 5 : Monsieur Louis POUGET Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

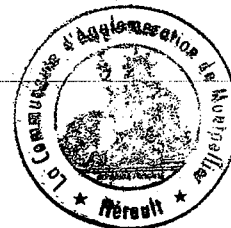
ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-254
Reçue en Préfecture le	20/08/2012
Affichée le	21/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LNC 434837-AU

Fait à Montpellier, le

M. L. POUGET

17 AOUT 2012



Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué à
l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Pour le Vice Président

Par délégation

A. Barraud



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à l'association Machine Théâtre - Théâtre du Hangar

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicloe BIGAS en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, où payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise l'Association Compagnie Machine Théâtre à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis 3, rue Nozeran - 34000 Montpellier, afin d'y répéter un spectacle.

ARTICLE 2 : L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 10 septembre au 28 octobre 2012 inclus.

ARTICLE 3 : Une convention fixe les modalités de cette occupation.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 3, conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-255
Reçue en Préfecture le	23/08/2012
Affichée le	27/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LAC 134902-AU

Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

P.O. Mme N. BIGAS



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI La Lirondine dans la ZAC Garosud extension à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10796 du 29 mars 2012 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la décision D2012-190 autorisant l'agrément de la candidature de la SCI de la Lirondine,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension : la SCI La Lirondine représentée par Monsieur Bruno GUERRA est candidate à l'acquisition du lot 1B de 5 296 m² pour y construire un bâtiment de bureaux et entrepôts-stockage de 1 999 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 648 m². L'activité finale sera la conception et la réalisation de stands d'exposition et d'aménagements d'espaces. L'entreprise projette un effectif de 17 personnes dans 3 ans.

CONSIDERANT l'erreur matérielle sur la surface plancher dans la décision D2012-190.

DECIDE

ARTICLE 1 : la décision n° D2012-190 est abrogée,

ARTICLE 2 : La candidature de la SCI de la Lirondine ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué de la commission MMT – Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-256
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UNC1349d4

Fait à Montpellier le

03 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision d'este en justice 'FADUC du Grand Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à este en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°12MA02073 le 23 mai 2012 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la Fédération Régionale des Associations pour la Défense des Commerçants et Associations de Commerçants, des Usagers, des Consommateurs et des contribuables du Grand Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon (FADUC) de Montpellier et par Madame Fraysse Nadine contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1002680-4 du 23 mars 2012 rejetant l'annulation de la délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 1^{er} avril 2010 approuvant l'abrogation des délibérations des 26 mai 2009 et 24 septembre 2009, décidant de confier à la SAAM la réalisation de la ZAC Odysséeum Est et approuvant le traité de concession d'aménagement.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-257
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC134910

Fait à Montpellier, le

03 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision d'ester en justice 'SARL SAVOIR SPHERE'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1202928-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par la SARL SAVOIR SPHERE le 3 juillet 2012 contre la décision de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 19 avril 2012 rejetant l'offre de la SARL SAVOIR SPHERE dans l'attribution du marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de la politique de conservation numérique du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération et définition des solutions techniques pour sa mise en œuvre.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-258
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC134912

Fait à Montpellier, le 03 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision d'ester en justice 'SARL 23 Rue Baudin'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°12MA02595 du 28 juin 2012 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la SARL « 23 rue Baudin » contre le jugement n°1103028 du 26 avril 2012 par lequel le Tribunal Administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 21 février 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de préempter la parcelle cadastrée section BE n°42.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-259
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 134914

Fait à Montpellier, le

03 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision d'este en justice 'Pernaud Orliac liquidateur de la Sarl Flac'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à este en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°12MA02103 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 25 mai 2012 par Maître Pernaud Orliac liquidateur de la SARL Flac tendant à l'annulation du jugement n°1102237 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 6 avril 2012 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de la ligne n°3 du tramway.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au groupement d'avocats « SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » et « SCP Charrel et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-261
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	07/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC135008

Fait à Montpellier, le

03 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPECIFIC POLYMERS au sein de la pépinière Cap Alpha

- VU les articles L. 5211-10 et L 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les délégations accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10558 du 20 décembre 2011 relative aux tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2012 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 septembre 2007, modifiée par avenants en date du 07 janvier 2010, 13 septembre 2010, 21 mars 2011 et du 11 octobre 2011, passée entre la Communauté d'agglomération et la société SPECIFIC POLYMERS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois,
- VU le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-président délégué à l'entreprise SPECIFIC POLYMERS et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification qui se déroulent actuellement à Cap Alpha,
- CONSIDERANT que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 août 2012, que la société SPECIFIC POLYMERS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'agglomération et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société SPECIFIC POLYMERS pour une période de six mois à compter du 01 septembre 2012 soit jusqu'au 28 février 2013.

ARTICLE 2 : Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la Pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à trente six mois. La redevance mensuelle à payer par la société SPECIFIC POLYMERS pour la surface de 106,70 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est donc ramenée à 546,08 euros H.T au lieu de 628,88 euros H.T. Cette dérogation prend effet au 1er janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés.

ARTICLE 3 : A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface occupée dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 628,88 euros H.T. (valeur juin 2012) conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°10558 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011.

ARTICLE 4 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-président délégué est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-262
Reçue en Préfecture le	21/08/2012
Affichée le	22/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 135010-AU

Fait à Montpellier, le

20 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision d'ester en justice 'SNC Brasserie Gare'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°12MA02104 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 25 mai 2012 tendant à l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1102940 du 6 avril 2012 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de la ligne n°3 du tramway.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au groupement d'avocats SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » et SCP « Charrel et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

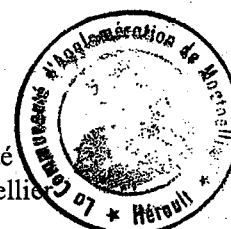
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-263
Reçue en Préfecture le	06/08/12
Affichée le	09/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UN135012

Fait à Montpellier, le 03 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'agrément de candidature de la société QUEOVAL dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire.

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10796 du 29 mars 2012 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,,
- VU l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : la société QUEOVAL, représentée par Monsieur Bruno BARBERA est une SARL dont l'activité est la conception et le développement de nouvelles technologies et de nouveaux produits dans les domaines informatiques. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot « B10A » de 169.30 m² pour une période de 3 ans. L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la société QUEOVAL ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué de la commission MMT- Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-264
Reçue en Préfecture le	21/08/2012
Affichée le	22/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LME 335023-7U-

Fait à Montpellier, le

20 AOÛT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la vente d'une benne à ordures ménagères réformée au SIVOM des 3 rivières

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Valette en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'alinéation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 €,
- VU l'arrêté n°2010-3088 du 03 décembre 2010 portant délégation de signature à Monsieur Christian Valette dans le domaine « Environnement »,
- **CONSIDERANT** que le véhicule de collecte de déchets ménagers immatriculé 580ADH34 est réformé par la Régie de collecte et qu'il convient donc de le retirer de l'actif,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le véhicule 580ADH34, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est cédé au SIVOM des trois rivières.

ARTICLE 2 : La cession est effectuée pour un euro symbolique.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le certificat de cession visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010-3088 du 03 décembre 2010 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-265
Reçue en Préfecture le	31 AOUT 2012
Affichée le	31 AOUT 2012
Notifiée le	Imc / 136925-cc
Identifiant	

Fait à Montpellier, le 31 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la fusion des Sociétés BEC FRÈRES et RAZEL

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine tramway, Transports, Déplacements,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10704 du 29 février 2012 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou la passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU la convention de mandat en date du 4 août 2004, déposée en Préfecture le 6 août 2004, par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à TaM la mission de réaliser l'opération 3^{ème} ligne et extension Ouest de la 1^{ère} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU l'avenant n°2 à la convention de mandat, visée ci-dessus, en date du 28 juillet 2008, déposé en Préfecture le 9 octobre 2008, par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier se place, en sa qualité d'autorité organisatrice des transports, sous la 2^{ème} partie du Code des Marchés Publics relative aux entités adjudicatrices,
- VU le marché 03.42i.069 relatif à des travaux complémentaires d'infrastructures sur le Secteur F (Branche de Lattes), approuvé par délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération n°10442 en date du 29 septembre 2011, conclu entre TaM mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société CARI, pour un montant de 1 619 218,80 € H.T.,
- VU l'avenant n°1 de transfert conclu entre TaM et la Société CARI le 3 novembre 2011, ayant pour objet de prendre acte de la cession par la Société CARI au 1^{er} octobre 2011 de son activité de travaux publics à la Société RAZEL,
- **CONSIDERANT** que par acte sous seing privé à effet du 1^{er} octobre 2011, il a été procédé à la fusion des Sociétés BEC FRERES et RAZEL,
- **CONSIDERANT** qu'il résulte de cet acte que la Société BEC FRERES a fait l'apport à la Société RAZEL de la totalité de son actif et son passif et que la nouvelle société se dénomme désormais RAZEL-BEC,
- **CONSIDERANT** qu'en conséquence, tous les engagements, les marchés et contrats en cours conclus par BEC FRERES sont poursuivis au seul profit de la Société RAZEL-BEC, qui en assure la totale continuité,
- **CONSIDERANT** que cette fusion porte le transfert de l'intégralité des ressources humaines, matérielles et techniques en vue de la poursuite de l'exécution des travaux et prestations découlant de ces marchés et contrats, mais aussi le bénéfice de toutes les références, licences et droits, certifications et qualifications professionnelles attachés aux activités de la Société BEC FRERES et dont celle-ci disposait valablement au jour de la fusion,

DECIDE

ARTICLE 1 : de prendre acte de la fusion des Sociétés BEC FRERES et RAZEL et de la nouvelle entité et dénomination juridique en « RAZEL-BEC » par l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°03.42i.069 relatif à des travaux complémentaires d'infrastructures sur le secteur F (Branche de Lattes).

ARTICLE 2 : d'autoriser le Directeur Général de TaM à signer cet avenant de transfert, celui-ci n'ayant aucune incidence financière, s'agissant uniquement de prendre en compte le transfert des droits et obligations au nouveau titulaire et le changement de dénomination sociale.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-266
Reçue en Préfecture le	4 SEP. 2012
Affichée le	4 SEP. 2012
Notifiée le	
Identifiant	Imc 135106-AU

Fait à Montpellier, le 4 SEP. 2012

M. R. SUBRA

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué au
Tramway, Transports, Déplacements



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un Marché de prestations intellectuelles : mission de géomètre - Mandat Stade de la Mosson - Mondial 98

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président Délégué aux Sports,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté A 2012-16 du 10 avril 2012, portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS »,
- VU le rapport d'analyse des offres du 31 juillet 2012 établi par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la convention de mandat en date 28 mars 2012 autorisant, en qualité de mandataire, Monsieur Thierry LAGET à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,
- **CONSIDERANT** la nécessité de faire réaliser des travaux de levés topographiques et bathymétriques relatifs à l'opération de réhabilitation du Stade de la Mosson-Mondial 98 à Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché est conclu avec le Cabinet SIRAGUSA, sis 1025 avenue Henri Becquerel, Parc Club du Millénaire, Bâtiment 4, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché de prestations intellectuelles porte sur la réalisation de levés topographiques et bathymétriques sur 25 hectares autour du stade de la Mosson-Mondial 98, sis avenue d'Heidelberg à Montpellier.

ARTICLE 3 : Ce marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de trois semaines.

ARTICLE 4 : Le prix global et forfaitaire de ce marché est de 15 100€HT. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 5 : Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire SAAM, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1^{er} conformément aux dispositions de la convention de mandat en date du 28 mars 2012.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-267
Reçue en Préfecture le	07/08/12
Affichée le	08/08/12
Notifiée le	
Identifiant	UTC 135104

Fait à Montpellier, le 06.08.12

M. J. MARTIN

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué
Sports



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie - Avenant n°1

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole Bigas en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole Bigas dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
- VU la décision n°2012-247 autorisant la signature d'une convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie avec l'Association « Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon », à titre gratuit justifié par les contraintes fortes pour la bonne utilisation des installations liées à la finalisation des travaux de restructuration de la cage de scène,
- **CONSIDERANT** la prolongation d'un mois des travaux de restructuration de la cage de scène,
- **CONSIDERANT** la nécessité pour l'Association « Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon » de poursuivre l'occupation temporaire de l'Opéra Comédie afin de garantir une bonne appropriation des nouveaux équipements et assurer la préparation des spectacles d'ouverture de la saison à venir,

DECIDE

ARTICLE 1 : un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie, situé 11, boulevard Victor Hugo, est passé avec l'Association « Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon ».

ARTICLE 2 : cet avenant n°1 prolonge la durée initiale de la mise à disposition à titre gracieux de l'Opéra Comédie d'un mois. Les autres clauses de la convention demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : Madame Nicole Bigas, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-269
Reçue en Préfecture le	21/08/2012
Affichée le	22/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	ME 135203-EE

Fait à Montpellier, le

20 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'achat d'un spectacle ' Farces '

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente ,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Farces » joué le 12 octobre 2012 à Castelnau le Lez.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Commune de Castelnau le Lez, diffuseur, et la Compagnie Les Têtes de Bois.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 1 700 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

ARTICLE 4 : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-271
Reçue en Préfecture le	22/08/2012
Affichée le	24/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	L1C 135208-AU

Fait à Montpellier, le

22 AOUT 2012

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, déléguée
la Culture, Enseignements Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Pour le Vice-Président
Par délégation

A. Barrandon

MONTPELLIER AGGLOMÉRATION

50, Place Zeus - CS 39556

34961 MONTPELLIER CEDEX 2



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice- Président,
- VU les délégations accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération n°10558 en date du 20 décembre 2011 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2012 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 août 2008 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société MENTA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 23 mars 2010 et 14 octobre 2011,
- CONSIDERANT que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 août 2012, que la société MENTA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} septembre 2012, soit jusqu'au 31 août 2013.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} septembre 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société MENTA pour la surface de 44,39 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 621,01 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°10558 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-273
Reçue en Préfecture le	23/08/2012
Affichée le	23/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	L91 135218-AU

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

20 AOUT 2012



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la cession de véhicules vétustes à réformer à l'Hôtel des Ventes de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, affaires juridiques, assurances, archives et moyens internes »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas intérêt à conserver les véhicules vétustes et à réformer,

DECIDE

ARTICLE 1 : Les véhicules immatriculés 532ADW34, 378ADE34 et 3782ZY34 à réformer, sont cédés à l'Hôtel des Ventes de Montpellier pour être vendus aux enchères.

ARTICLE 2 : Les prix de cessions résulteront de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le document de cession visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-274
Reçue en Préfecture le	31 AOUT 2012
Affichée le	31 AOUT 2012
Notifiée le	
Identifiant	Imc 135305 - AV

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez - Section DX n° 310 et EB n° 127 - Commune de Lattes

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'évictions dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n°A2012-20 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Lutte contre les inondations »,
- VU l'accord amiable en date du 4 juin 2009 par lequel Monsieur Bennasser IDADIZANE domicilié 3^{ème} écluse - Tournefort 34970 Lattes, promet de céder gratuitement à la Communauté d'agglomération de Montpellier une partie des parcelles de terrain, cadastrées section DX n° 310 située au lieu dit Les Marchands et EB 127 située au lieu dit Tournefort à Lattes et d'être dédommagé pour la reconstitution d'un forage pour un montant de 1 500 euros,
- VU l'avenant à la promesse de vente en date du 11 juillet 2012 rétablissant la juste emprise des travaux sur la partie de parcelle cadastrée section DX n°310 et constatant la nouvelle emprise de 579 m²,
- **CONSIDERANT** qu'une partie des propriétés de Monsieur Bennasser IDADIZANE, sont nécessaires à la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez, et notamment au renforcement des digues du Lez à Lattes, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert :
 - 579 m² à prendre sur la parcelle cadastrée section DX n° 310, située au lieudit Les Marchands à Lattes ;
 - 3 m² à prendre sur la parcelle cadastrée section EB n° 127, située au lieudit Tournefort à Lattes.

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision n° 2009-595 du 11 août 2009 est abrogée.

ARTICLE 2 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert 579 m² à prendre sur la parcelle cadastrée section DX n° 310, située au lieudit Les Marchands et 3 m² à prendre sur la parcelle cadastrée section EB n° 127, située au lieudit Tournefort à Lattes, et appartenant à Monsieur Bennasser IDADIZANE domicilié 3^{ème} écluse - Tournefort 34970 Lattes.

ARTICLE 3 : L'acquisition interviendra à titre gratuit plus une indemnité de dédommagement de 1 500 euros pour reconstitution de forage, les frais d'acte sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte d'acquisition conformément à l'arrêté n°A2012-20 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-275
Reçue en Préfecture le	24/08/2012
Affichée le	26/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LMC 135308-AU

Fait à Montpellier, le

13 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision d'ester en justice 'OUAZIR OUASSINIA'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1202889-4 du 29 juin 2012 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 juin 2012 par Madame OUAZIR OUASSINA tendant à réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute sur la ligne n°3 du tramway.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au groupement d'avocats « SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » et « SCP Charrel et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-276
Reçue en Préfecture le	24/08/2012
Affichée le	26/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	L91C 135300-70

Fait à Montpellier, le

14 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un avenant pour un transfert de local et une extension de surface par la société THY ENGINEERING au sein du bâtiment MIBI

- VU les articles L.5211-10 et L2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, conformément au code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A 2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur, Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT: Développement Economique et Emploi »,
- VU la décision n° 2011-260 en date du 23 mai 2011 approuvant la prise à bail par la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de la SERM de l'immeuble dénommé MIBI sis 672 rue du Mas de Verchant, Commune de Montpellier,
- VU l'exposé préalable du bail ci-dessus cité autorisant la Communauté d'Agglomération à sous louer les locaux,
- VU le contrat en date du 1^{er} novembre 2011 passé entre la Communauté d'agglomération et la société THY ENGINEERING pour la prise à bail d'un local de 25,70 m² au sein du MIBI,

CONSIDÉRANT que la société THY ENGINEERING souhaite développer son activité, qu'elle se trouve à l'étroit dans son local actuel et qu'elle a par conséquent sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour transférer son activité dans un autre local libre de toute occupation au sein du MIBI,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant au bail en date du 1^{er} novembre 2011 est passé avec la société THY ENGINEERING.

ARTICLE 2 : Cet avenant prévoit la libération du local répertorié B 026 de 25,70 m² à compter du 1^{er} septembre 2012 et le transfert de l'activité à la même date vers le local répertorié B 018 de 33,00 m². La surface occupée par la société THY ENGINEERING à partir du 1^{er} septembre passe ainsi de 25,70 m² à 33,00 m², soit 7,30 m² supplémentaires.

ARTICLE 3 : Le loyer mensuel hors taxes à payer est modifié en conséquence et s'élève à 421,41€ H.T à compter du 1^{er} septembre 2012 conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n° 10558 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011.

ARTICLE 4 : Les autres termes du bail initial en date du 1^{er} novembre 2011 non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent avenant est prévue au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.

ARTICLE 6 : Monsieur Gilbert PASTOR Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-278
Reçue en Préfecture le	23/08/2012
Affichée le	22/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LMC135324-70

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

20 AOUT 2012



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Convention d'occupation temporaire de locaux de la médiathèque Françoise Giroud à Castries

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de d'autoriser d'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économique » en lieu et place des communes membres, ce qui signifie qu'elle favorise l'accueil et l'information des publics sur les emplois et les métiers, ainsi que l'accompagnement, le soutien, le développement, le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.
- **CONSIDERANT** que la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier, association loi 1901, a pour mission de faciliter l'emploi des jeunes âgés de 16 à 25 ans résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et contribue ainsi à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique générale d'insertion par l'économique décidée par l'Etat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** la nécessité de mettre à la disposition de l'association MLJAM des locaux afin qu'elle puisse assurer un service de proximité et une accessibilité de qualité égale pour les jeunes sur l'ensemble du territoire de Montpellier-Agglomération,

DECIDE

ARTICLE 1 : la Communauté d'Agglomération autorise l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier à occuper temporairement certains locaux de la médiathèque Françoise Giroud, sise 15, avenue de la Cave Coopérative, 34160 Castries.

ARTICLE 2 : l'autorisation est consentie à titre gratuit, pour une durée de trois ans, renouvelable trois fois pour la même durée par reconduction expresse.

ARTICLE 3 : une convention fixe les modalités de cette occupation.

ARTICLE 4 : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n° A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-279
Reçue en Préfecture le	20/08/2012
Affichée le	21/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LAE 13 5404 CC

Fait à Montpellier, le

17 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un marché de travaux pour le remplacement de la centrale de traitement d'air de la salle du Conseil

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-19 du 4 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps »,

CONSIDÉRANT la nécessité de remplacer la centrale de traitement d'air de la salle du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 2922MG12 de travaux est passé avec la société Hervé Thermique.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le remplacement de la centrale de traitement d'air de la salle du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 5 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 50966,72 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 900.

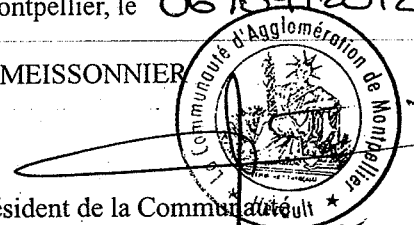
ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-19 du 4 avril 2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-280
Reçue en Préfecture le	10/09/12
Affichée le	10/09/12
Notifiée le	
Identifiant	UHC 135504_AU

Fait à Montpellier, le 06/09/2012

M. J.-L. MEISSONNIER



Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué au
Développement Durable, Energies Nouvelles
et Gestion des Temps

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MON

Décision relative à l'avenant de transfert du marché n° 1879 MG 08 lot 2 SFR de fournitures de services de télécommunications

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n° 2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur MAUREL dans le domaine « Contentieux, affaires juridiques, assurances, archives et moyens internes »,
- VU le marché n° 1879 MG 08 lot n° 2 concernant la fourniture de services de télécommunications par SFR.
- VU la cession, avec effet au 12 décembre 2011 du marché 1879 MG 08 à la société Vivendi télécom International immatriculée sous le n°RCS 343 059 564 dans le cadre de la fusion et absorption de la société SFR Business team par la société Vivendi Télécom International.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n° 2 au marché n° 1879 MG 08 lot n° 2 doit être passé en vue du transfert à la société Vivendi Télécom International des prestations exercées jusqu'alors par la société SFR Business team.

ARTICLE 2 : Monsieur MAUREL Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-283
Reçue en Préfecture le	06 109/12
Affichée le	06 109/12
Notifiée le	
Identifiant	INC 135611 AU

Fait à Montpellier, le

M. P. MAUREL

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué aux
Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances,
Archives et Affaires Internes



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'avenant de transfert du marché n° 1879 MG 08 lot n° 3 SFR de fournitures de services de télécommunication.

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur MAUREL dans le domaine « Contentieux, affaires juridiques, assurances, archives et moyens internes »,
- VU le marché n° 1879 MG 08 lot n° 3 SFR concernant la fourniture de services de télécommunication.
- VU la cession, avec effet au 12 décembre 2011 du marché 1879 MG 08 lot n° 3 SFR à la société Vivendi Télécom International immatriculée sous le n° RCS 343 059 564 dans le cadre de la fusion et absorption de la société SFR Business team par la société Vivendi Télécom International.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n° 2 au marché n° 1879 MG 08 lot n° 3 doit être passé en vue du transfert à la société Vivendi Télécom International des prestations exercées jusqu'alors par SFR Business Team.

ARTICLE 2 : Monsieur MAUREL Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-284
Reçue en Préfecture le	06/09/12
Affichée le	06/09/12
Notifiée le	
Identifiant	INC 135613 AU

Fait à Montpellier, le



MAUREL
 Président de la Communauté
 d'Agglomération de Montpellier, délégué aux
 Affaires Juridiques, Affaires Juridiques, Assurances,
 Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**DECISION RELATIVE A LA SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DU DOMAINE PUBLIC A DIVERSES ASSOCIATIONS-STADE YVES DU MANOIR**

- VU l'article L. 5211-10 et L 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9869 du 2 décembre 2010 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été fixé préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « Sports »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération gère le stade Yves du Manoir,

- **CONSIDERANT** que les associations ayant sollicité la Communauté d'Agglomération, ont besoin de créneaux au stade Yves du Manoir pour le développement de leurs activités,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité ces créneaux, afin de contribuer au mieux au développement des activités sportives sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

CONSIDERANT qu'il convient de passer ces conventions avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux horaires au stade Yves du Manoir pour la saison sportive 2012-2013,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation, précaire et révocable, est conclue nominativement avec chaque association,

ARTICLE 2 : Ces associations bénéficient de créneaux horaires au stade Yves du Manoir

ARTICLE 3 : La durée de cette convention couvrira la saison sportive 2012-2013 et est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-285
Reçue en Préfecture le	21/08/2012
Affichée le	22/08/2012
Notifiée le	
Identifiant	LMC 235238-AU

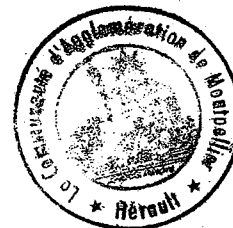
Fait à Montpellier, le

20 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'acquisition de la parcelle SR n°3 - 2921 bis route de Vauguières - Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine,
- VU l'arrêté n°A2010-21, du 3 décembre 2010 portant délégation de signature à M. Christophe MORALES dans le domaine de l'Urbanisme et de la Politique Foncière,
- VU l'avis de France Domaine en date du 23 juillet 2012,
- VU le projet de cession par laquelle M. et Mme COUTURON acceptent de céder à la Communauté d'agglomération de Montpellier la parcelle en nature de sols et de terrain d'agrément comprenant trois bâtiments d'habitation, cadastrée section SR n°3, sise 2921 bis route de Vauguières sur la commune de Montpellier, pour une contenance totale de 18 a 77 ca au prix de 460 000 €, toutes indemnités comprises et frais d'acquisitions à la charge de l'acquéreur,
- **CONSIDERANT** que, dans le cadre de la ZAD Pont-Trinquat-Méjanelle, la parcelle est destinée à constituer une réserve foncière pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le secteur de la future gare TGV,

DECIDE

ARTICLE 1 : La communauté d'agglomération de Montpellier acquiert auprès de M. et Mme COUTURON la parcelle en nature de sols et de terrain d'agrément comprenant trois bâtiments d'habitation, cadastrée section SR n°3, sise 2921 bis route de Vauguières sur la commune de Montpellier, pour une contenance totale de 18 a 77 ca.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est fixé à Quatre cent soixante mille euros (460 000 €), toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué à l'Urbanisme et à la Politique Foncière, est autorisé à signer le compromis et l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire visée à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2012-21 en date du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-287
Reçue en Préfecture le	25/08 2012
Affichée le	30/08 2012
Notifiée le	
Identifiant	ML335904-AU

Fait à Montpellier, le

20 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la cession de véhicules (BOM) immatriculés, 148AJV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34.

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian Valette en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 €,
- VU l'arrêté n°2010-3088 du 03 décembre 2010 portant délégation de signature à Monsieur Christian Valette dans le domaine « Environnement »,

CONSIDÉRANT que les véhicules (BOM) immatriculés, 148AJV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34 sont réformés par la Régie de collecte et qu'il convient donc de les retirer de l'actif,

DECIDE

ARTICLE 1 : Les véhicules immatriculés, 148AJV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sont cédés à la société JMB Négoce domiciliée RN 112, chemin de Maurin, 34 430 St Jean de Védas.

ARTICLE 2 : La cession des 4 véhicules est effectuée pour un montant de 14 900 € H.T

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le certificat de cession visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010-3088 du 03 décembre 2010 portant délégation de signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-289
Reçue en Préfecture le	31 AOÛT 2012
Affichée le	31 AOÛT 2012
Notifiée le	
Identifiant	Imc 136205-AU

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à un acte rectificatif concernant l'acquisition des parcelles RR n°81 et n° 33 - Domaine de la Pompignane - Commune de Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Christophe MORALES dans le domaine de l'Urbanisme et de la Politique foncière,
- VU l'avis de France Domaine en date du 25 avril 2012,
- VU l'acte d'acquisition en dates du 23 et 26 juillet 2012 par lequel la ville de Montpellier a cédé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le Domaine de la Pompignane pour un montant de 2 000 000 €,

CONSIDERANT que la décision n°2012-257 en date du 9 juin 2012 comportait une erreur sur la surface cédée par rapport à la délibération de la Ville de Montpellier et à l'avis de France Domaine,

- **CONSIDERANT** la confirmation des surfaces et des numéros de parcelles intervenue suite au document d'arpentage en date du 11 juin 2012,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération est autorisée à signer l'acte notarié rectificatif concernant l'acquisition des parcelles cadastrées section RR n°81 et n°33, en nature de bâtis, parc paysager et parking, sises sur la commune de Montpellier, rue Salaison, et portant la superficie acquise à 1 ha 86 a 77 ca.

ARTICLE 2 : Les frais d'acte rectificatif sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué à l'Urbanisme et à la Politique Foncière est autorisé à signer l'acte rectificatif visé à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'agrément de candidature de la
société NORIBAC sur le parc Garosud à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10796 du 29 mars 2012 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud, la société NORIBAC représentée par Messieurs Bernard et Gérard CABIRON étant une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 80.1 de 3 994 m² pour y construire un bâtiment de bureaux, une boutique de vente, un restaurant, un entrepôt de stockage ainsi qu'un laboratoire de production de 2 279 m² de SHON. Cette parcelle a une SHON maximale de 2 396 m². L'utilisateur final sera la société CABIRON TRAITEUR qui projette un effectif de 58 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI NORIBAC ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué de la commission MMT – Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-291
Reçue en Préfecture le	10/09/2012
Affichée le	11/09/2012
Notifiée le	
Identifiant	UMC 136203-AU

Fait à Montpellier, le 07/09/12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la cession d'un véhicule, immatriculé 986AJQ34,
de la flotte véhicules de la régie de collecte des déchets ménagers.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Valette en qualité de Vice-Président
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 €
- VU l'arrêté n°2010-3088 du 03 décembre 2010 portant délégation de signature à Monsieur Christian Valette dans le domaine « Environnement »,

CONSIDÉRANT que le véhicule de collecte 986 AJQ 34 est réformé par la Régie de collecte, et qu'il convient donc de le retirer de l'actif.

DECIDE

ARTICLE 1 : Le véhicule 986 AJQ 34, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est cédé à la société Comptoir Matériel Montpelliérain domiciliée 723 Avenue Champs des Moulins 34570 Murviel les Montpellier

ARTICLE 2 : La cession est effectuée pour un montant de 1 500 euros H.T.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le certificat de cession visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010-3088 du 03 décembre 2010 portant délégation de fonction de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-292
Reçue en Préfecture le	31 AOÛT 2012
Affichée le	31 AOÛT 2012
Notifiée le	
Identifiant	Imc 136 207-AU

Fait à Montpellier, le

31 AOÛT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à l'avenant n°1 au mandat de réalisation de travaux sur le hangar de l'aéroport à Mauguio

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3 alinéa 1,
- VU le code de l'Urbanisme et notamment son article R321-20,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au mandat de réalisation de travaux sur le hangar de l'aéroport à Mauguio est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM).

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la durée du mandat, qui prendra fin au 31 juillet 2012 et une réévaluation du montant des travaux.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 11 179 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 178 179 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-293
Reçue en Préfecture le	10/09/12
Affichée le	10/09/12
Notifiée le	
Identifiant	LHC 136308-CC

Fait à Montpellier, le 04/09/12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision d'estimer en justice 'requête n°12MA03112 - Société d'Exploitation en Gare buffet de Montpellier'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

DE C I D E

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°12MA03112 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 24 juillet 2012 par la Société d'Exploitation en Gare Buffet de Montpellier tendant à l'annulation du jugement n°1103448 du Tribunal Administratif de Montpellier du 25 mai 2012 rejetant sa demande indemnitaire en réparation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°2 du tramway.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'avocats « SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-295
Reçue en Préfecture le	30 AOUT 2012
Affichée le	31 AOUT 2012
Notifiée le	
Identifiant	Imc 136406-AU

Fait à Montpellier, le

30 AOUT 2012

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à une ouverture de crédit de trésorerie entre la Communauté d'Agglomération et la Banque Postale

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de ligne de trésorerie et permettant le financement à court terme des opérations, et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n°A2012-79 du 2 mai 2012 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Finances »,
- **CONSIDERANT** qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Banque Postale, dont le siège social est situé à 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex 06.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 Euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 :

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Montant : 10.000.000 Euros,
- Durée : 1 an,
- Index : Eonia
- Marge sur indice : +2%,
- Délais de mise à disposition des fonds : J+1 si demande avant 15h30 sinon J+2,
- Remboursement des fonds : J+1 si demande avant 15h30 sinon J+2,
- Commission de non utilisation : 0,35% par jour sur le montant non utilisé,
- Commission d'engagement : 0,25% du montant de la ligne.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué dans le domaine « Finances » est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-79 du 2 mai 2012 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Monsieur le Premier Vice-Président, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis le Directeur Général Adjoint des Services, puis la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

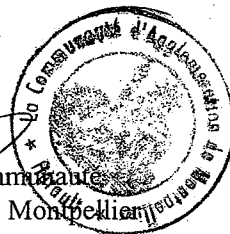
ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-299
Reçue en Préfecture le	10/09/2012
Affichée le	11/09/2012
Notifiée le	
Identifiant	LMC 136906-AJ

Fait à Montpellier, le 07/09/12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la vente du lot n°1 copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.213-11 et suivants et R. 213-16 et suivants du Code de l'urbanisme,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU l'avis de France Domaine en date du 07 août 2012,
- **CONSIDERANT** que le lot 1 de la copropriété Le Passy 1, sis 710 rue d'Alco à Montpellier, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, acquis par voie de préemption dans le cadre de la réalisation de la ligne 3 de tramway, n'est plus nécessaire à la réalisation de cette opération,
- **CONSIDERANT** que le droit de rétrocession a été purgé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément aux dispositions des articles L.213-11 et suivants du Code de l'urbanisme,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Marco BIGIAOUI est l'acquéreur évincé,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 1 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 53m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution.

ARTICLE 2 : La cession est consentie pour un montant de quarante deux mille quatre cents euros, (42 400 €), toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95.

ARTICLE 4 : Monsieur Christophe MORALES Vice-Président délégué dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière », est autorisé à signer l'acte de vente visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-455
Reçue en Préfecture le	10/09/12
Affichée le	10/09/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 137625 AU

Fait à Montpellier le

10/09/12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la vente du lot 2 de la copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.213-11 et suivants et R. 213-16 et suivants du Code de l'urbanisme,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU l'avis de France Domaine en date du 07 août 2012,
- **CONSIDERANT** que le lot 2 de la copropriété Le Passy 1, sis 710 rue d'Alco à Montpellier, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, acquis par voie de préemption dans le cadre de la réalisation de la ligne 3 de tramway, n'est plus nécessaire à la réalisation de cette opération,
- **CONSIDERANT** que le droit de rétrocession a été purgé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément aux dispositions des articles L. 213-11 et suivants du Code de l'urbanisme,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Marco BIGIAOUI est l'acquéreur évincé,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 2 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 48,50m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution.

ARTICLE 2 : La cession est consentie pour un montant de trente huit mille huit cents euros, (38 800 €), toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95.

ARTICLE 4 : Monsieur Christophe MORALES Vice-Président délégué dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière », est autorisé à signer l'acte de vente visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-456
Reçue en Préfecture le	10/09/12
Affichée le	10/09/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 137705, AU

Fait à Montpellier, le 10/09/12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la vente du lot 3 de la copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.213-11 et suivants et R.213-16 et suivants du Code de l'urbanisme,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU l'avis de France Domaine en date du 07 août 2012,
- **CONSIDERANT** que le lot 3 de la copropriété Le Passy 1, sis 710 rue d'Alco à Montpellier, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, acquis par voie de préemption dans le cadre de la réalisation de la ligne 3 de tramway, n'est plus nécessaire à la réalisation de cette opération,
- **CONSIDERANT** que le droit de rétrocession a été purgé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément aux dispositions des articles L.213-11 et suivants du Code de l'urbanisme,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Marco BIGIAOUI est l'acquéreur évincé,

DECIDE

ARTICLE 1 : La communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 3 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 48.50m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution.

ARTICLE 2 : La cession est consentie pour un montant de trente huit mille huit cents euros, (38 800 €), toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95.

ARTICLE 4 : Monsieur Christophe MORALES Vice-Président délégué dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière », est autorisé à signer l'acte de vente visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

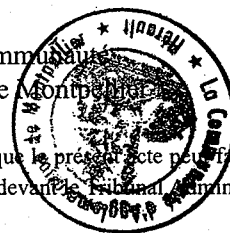
ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-457
Reçue en Préfecture le	10/09/12
Affichée le	10/09/12
Notifiée le	
Identifiant	UHC 137708-AU

Fait à Montpellier, le 10/09/12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la vente du lot 6 de copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.213-11 et suivants et R. 213-16 et suivants du Code de l'urbanisme,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU l'avis de France Domaine en date du 07 août 2012,
- **CONSIDERANT** que le lot 6 de la copropriété Le Passy 1, sis 710 rue d'Alco à Montpellier, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, acquis par voie de préemption dans le cadre de la réalisation de la ligne 3 de tramway, n'est plus nécessaire à la réalisation de cette opération,
- **CONSIDERANT** que le droit de rétrocession a été purgé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément aux dispositions des articles L.213-11 et suivants du Code de l'urbanisme,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Marco BIGIAOUI est l'acquéreur évincé,

DECIDE

ARTICLE 1 : La communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 6 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 53m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution.

ARTICLE 2 : La cession est consentie pour un montant de quarante deux mille quatre cents euros, (42 400 €), toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95.

ARTICLE 4 : Monsieur Christophe MORALES Vice-Président délégué dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière », est autorisé à signer l'acte de vente visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-458
Reçue en Préfecture le	10/09/12
Affichée le	10/09/12
Notifiée le	
Identifiant	UMC 137710-AU

Fait à Montpellier, le

10/09/12

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Décision relative à la vnte du lot 7 de copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.213-11 et suivants et R. 213-16 et suivants du Code de l'urbanisme,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU l'avis de France Domaine en date du 07 août 2012,
- **CONSIDERANT** que le lot 7 de la copropriété Le Passy 1, sis 710 rue d'Alco à Montpellier, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, acquis par voie de préemption dans le cadre de la réalisation de la ligne 3 de tramway, n'est plus nécessaire à la réalisation de cette opération,
- **CONSIDERANT** que le droit de rétrocession a été purgé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément aux dispositions des articles L. 213-11 et suivants du Code de l'urbanisme,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Marco BIGIAOUI est l'acquéreur évincé,

DECIDE

ARTICLE 1 : La communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 7 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 48,50 m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution.

ARTICLE 2 : La cession est consentie pour un montant de trente huit mille huit cents euros (38 800 €), toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95.

ARTICLE 4 : Monsieur Christophe MORALES Vice-Président délégué dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière », est autorisé à signer l'acte de vente visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2012-459
Reçue en Préfecture le	10/09/12
Affichée le	10/09/12
Notifiée le	
Identifiant	MC 137712-AJ

Fait à Montpellier le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

Arrêté n°A2012-89 du 26 juillet 2012 : Délégation de signature accordée à Mme FUCHS concernant les marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € H.T. Formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances, aux mises en demeure pour tous les marchés relevant de sa direction.	265
Arrêté n°A2012-90 du 25 juillet 2012 : Délégation de signature accordée aux directeurs du pôle SPET concernant les attestations de services dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la direction de l'Eau et Assainissement, F. Fuchs ou M.Alis, des Transports et de la Voirie, G. Lescuyer ou M. Mahdjoub, de la Prévention et de la Gestion des déchets, C. Deligny ou M.Abraham .	267
Arrêté n°A2012-94 du 25 juillet 2012 : Délégation de fonction accordée à M. Barrandon en l'absence de M. Moure du 1 ^{er} au 15 août inclus	269
Arrêté n°A2012-95 du 26 juillet 2012 : En l'absence de C. Fina, délégation accordée à M. Nurit du 30 juillet au 10 août, à M. Domecq du 13 au 17 août, à Mme Célié du 20 au 25 août	271
Arrêté n°A2012-96 du 25 juillet 2012 : Jury pour le marché de maîtrise d'œuvre des aménagements du stade de la Mosson Mondial 98	273
Arrêté n°A2012-97 du 25 juillet 2012 : Délégation de fonction accordée à M. J. Martin en qualité de représentant du Président à la Présidence du jury de marché de maîtrise d'œuvre des aménagements du stade de la Mosson	275
Arrêté n°2012-2315 du 9 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) aire de Fabrègues dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	276
Arrêté n°2012-2316 du 9 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Station Arago Veolia Eau - C.G.E.dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	284
Arrêté n°2012-2428 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Norauto à Saint-Jean-de Védas dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	292
Arrêté n°2012-2429 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Kawneer France dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	300
Arrêté n°2012-2430 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement patinoire Végapolis dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	307
Arrêté n°2012-2431 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Piscine Amphitrite Montpellier Agglomération dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	314
Arrêté n°2012-2432 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Piscine Poseidon Montpellier Agglomération dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	322
Arrêté n°2012-2433 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement piscine Alex Jany Montpellier Agglomération dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	330
Arrêté n°2012-2434 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement piscine Christine Caron Montpellier Agglomération dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	338
Arrêté n°2012-2435 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Piscines Montpellier Agglomération dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	346
Arrêté n°2012-2436 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Chabaud SAS dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	354

Arrêté n°2012-2437 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Horiba ABX SAS dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	361
Arrêté n°2012-2438 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Garage Miette dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	368
Arrêté n°2012-2439 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Aquarium Mare Nostrum dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	375
Arrêté n°2012-2440 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SAS France Auto garage Opel dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	383
Arrêté n°2012-2441 du 23 août 2012 : Déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement Midi Verre Emballages SA dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	390
Arrêté n°A2012-92 du 10 septembre 2012 : Désignation pour siéger au sein du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur la réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès	398
Arrêté n°A2012-93 du 10 septembre 2012 : Désignation accordée à M. Jacques MARTIN à la présidence du jury pour arrêter la liste des candidats admis à concourir au marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès	400
Arrêté n°A2012-98 du 18 septembre 2012 : Délégation de signature accordée à M. Lescuyer à l'effet de signer les permissions de voirie du domaine public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	401
Arrêté n°A2012-99 du 18 septembre 2012 : Délégation de fonction accordée à M. Subra en qualité de représentant du Président à la Présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson	403
Arrêté n°A2012-100 du 18 septembre 2012 : Liste des candidats admis à négocier dans le cadre de la procédure portant sur la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson L1/L3	404
Arrêté n°A2012-101 du 10 septembre 2012 : Désignation pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres portant sur la réalisation des études urbaines du quartier de la gare TGV	406
Arrêté n°A2012-103 du 20 septembre 2012 : Délégation, de fonction accordée à M. Aslanian en qualité de représentant du Président à la Présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur le Schéma Directeur D'Aménagement Numérique	407
Arrêté n°2012-114 du 5 octobre 2012 : Déversement des eaux usées non domestiques de l'Etablissement Profils Systèmes SAS dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 à 2017	408
Arrêté n°A2012-115 du 2 octobre 2012 : Désignation de fonction accordée à M. Valette en qualité de représentant du Président à la Présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure de passation du marché de maîtrise d'œuvre de travaux de réalisation du casier n°2 de l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux	414
Arrêté n°A2012-116 du 2 octobre 2012 : Désignation des membres pour siéger au sein du jury de maîtrise d'œuvre concernant la procédure de passation du marché de maîtrise d'œuvre des travaux de réalisation, du casier n°2 de l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux	415
Arrêté n°A2012-117 du 2 octobre 2012 : Désignation de fonction accordée à M. Breysse pour siéger e voter le 3 octobre 2012 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault pour l'examen d'un projet de création d'un, ensemble commercial de 4 304 m2 au sein de l'Ecocité de la ZAC de l'aéroport de Montpellier	416
Arrêté n°A2012-118 du 2 octobre 2012 : Délégation de signature accordée à Mme Célié en l'absence de MM Fina et Nurit	417



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature Mme FUCHS/M. ALIS procédure marché

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-54 du 10 avril, 2012 portant délégation de signature pour la Direction de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN sur l'emploi de Directeur Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service n°2009-12-582 du 4 décembre 2009 portant affectation de Madame Florence FUCHS sur l'emploi de Directrice de l'Eau et de l'Assainissement,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-54 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Assainissement et Eau ; Lutte contre les Inondations » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Madame Florence FUCHS à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Florence FUCHS à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Thierry ALIS, Directeur Adjoint par intérim de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HÉMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN, de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence FUCHS, de Monsieur Thierry ALIS,, de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-89
Transmis en Préfecture le	26/07/12
Affiché le	26/07/12
Notifié le	
Identifiant	UIC 133128

Fait à Montpellier, le
M. J.-P. MOURE

26 juillet 2012

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature pôle SPET Attestations de services faits

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-1497 du 06 septembre 2011 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2011-1497 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Florence FUCHS à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € (cinq mille) relatives aux marchés émanant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, cette délégation est accordée à Monsieur Thierry ALIS.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Georges LESCUYER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € (cinq mille) relatives aux marchés émanant de la Direction des Transports et de la Voirie. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Georges LESCUYER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Camel MAHDJOUB, Directeur Adjoint « Exploitation et Transport ».

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € (cinq mille) relatives aux marchés émanant de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € (cinq mille) relatifs aux marchés émanant du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, cette délégation est donnée à Madame Florence FUCHS, Messieurs Georges LESCUYER, Christophe DELIGNY respectivement dans les domaines de l'Eau et de l'Assainissement, des Transports et de la Voirie, de la Prévention et de la Gestion des Déchets.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de l'un des directeurs visé à l'article 5 dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de l'un des directeurs visé à l'article 5 dans son domaine de compétence, ainsi que de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-90
Transmis en Préfecture le	26/07/12
Affiché le	26/07/12
Notifié le	
Identifiant	UMC 133199

Fait à Montpellier, le
M. J.-P. MOURE

25 juillet 2012

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Arrêté de délégation de fonction et de signature à
M. Alain BARRANDON du 1er au 15 août inclus.**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le code des marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Alain BARRANDON en qualité de Vice-Président,
- **CONSIDERANT** qu'en la perspective d'une absence concomitante de Monsieur Jean-Pierre MOURE, de Monsieur Gilbert PASTOR et de M. Christian FINA, il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Alain BARRANDON, Vice Président. En cette qualité, Monsieur Alain BARRANDON remplace le Président dans la plénitude de ses fonctions. Cette délégation est attribuée pour la période du 1^{er} au 15 août 2012 inclus.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est attribuée à Monsieur Alain BARRANDON à l'effet de signer les délibérations et toutes convocations adressées aux conseillers communautaires. Cette délégation est attribuée pour la période du 1^{er} au 15 août 2012 inclus.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est attribuée à Monsieur Alain BARRANDON à l'effet de signer les décisions prises sur la base de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette délégation est attribuée pour la période du 1^{er} au 15 août 2012 inclus.

Délégation de signature est également donnée à l'effet de signer les décisions mentionnées aux points 4, 5 et 6 de la délibération n°10984 du 28 juin 2012 en cas d'absence ou d'empêchement du Vice-Président concerné.

Cette délégation est attribuée pour la période du 1^{er} au 25 août 2012 inclus.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est également donnée Monsieur Alain BARRANDON à l'effet de signer les documents visés à l'article 2 des arrêtés de délégation accordés aux Vice-Présidents en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci.

Délégation de signature est également accordée à Monsieur Alain BARRANDON à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Communauté d'Agglomération telles que définies dans l'arrêté de délégation accordé à Monsieur Thierry BREYSSE en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Ces délégations sont attribuées pour la période du 1^{er} au 25 août 2012 inclus.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain BARRANDON, les délégations visées aux articles 1, 2, 3 et 4 sont données dans les mêmes conditions à Monsieur Pierre BONNAL.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-94
Transmis en Préfecture le	26/07/12
Affiché le	26/07/12
Notifié le	
Identifiant	LHC 133812

Fait à Montpellier, le 25 juillet 2012
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Arrête de délégation de signature fonctionnaires été 2012

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°06-489 du 27 juin 2006 portant affectation de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture Sports Solidarité,

CONSIDERANT que M. Christian Fina sera absent du 30 juillet au 24 août 2012 et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Christian FINA, du 30 juillet au 10 août 2012, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Yves NURIT.

ARTICLE 2 : En l'absence de M. Christian FINA, du 13 au 17 août 2012, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Jean-Jacques DOMEQ.

ARTICLE 3 : En l'absence de M. Christian FINA, du 20 au 25 août 2012, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Mme Christel CÉLIÉ.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-95
Transmis en Préfecture le	26/07/12
Affiché le	26/07/12
Notifié le	
Identifiant	UHC133904

Fait à Montpellier, le 26/07/12
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Constitution du jury pour le marché de maîtrise d'oeuvre des aménagements du stade de la Mosson Mondial 98

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10861 du 24 mai 2012 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur la désignation du maître d'œuvre des aménagements du Stade de la Mosson « Mondial 98 »,
- **CONSIDERANT** l'obligation pour le Président de la Communauté d'Agglomération de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,
- **CONSIDERANT** la faculté pour le Président de la Communauté d'Agglomération de désigner des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet de la consultation,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont désignés pour siéger au sein du jury pour le marché de maîtrise d'œuvre des aménagements du stade de la Mosson « Mondial 98 » :

Au titre des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier :

Monsieur Laurent NICOLLIN Président Délégué du Montpellier Hérault Sport Club ou son suppléant,
Monsieur Philippe PEYBERNES Directeur Administratif et Financier du Montpellier Hérault Sport Club,

Monsieur Guillaume DECHAVANE ou son suppléant Monsieur Daniel BOYON de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale Pôle jeunesse, sports et vie associative

Au titre des membres ayant la même qualification ou la même expérience que celle exigée des candidats :

Monsieur Thierry LAGET Directeur de la SAAM ou sa suppléante, Madame Stéphanie GALLOT Directrice opérationnelle de la SAAM,

Madame Christiane RAYNAUD-MARIS architecte, représentant l'Ordre des Architectes de la Région Languedoc Roussillon ou son suppléant, Monsieur Jérôme GROS architecte, représentant l'Ordre des Architectes de la Région Languedoc Roussillon,

Monsieur Yves NURIT architecte, Directeur Général Adjoint de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son suppléant, Madame Christine TORRES architecte à la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

Monsieur Jean CHOUKOUR architecte, Direction de l'Aménagement et de la Programmation à la Ville de Montpellier ou son suppléant, Madame Hélène REDER architecte, à la Direction de l'Aménagement et de la Programmation de la Ville de Montpellier,

Monsieur Philippe QUESSON architecte, chef du service maîtrise d'ouvrage, Direction de la Culture de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son suppléant, Monsieur William MEALIER architecte, chef de service adjoint maîtrise d'ouvrage, Direction de la Culture de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

Conformément à l'article 24.II du Code des Marchés Publics, le Comptable Public et un représentant du service en charge de la concurrence sont invités au jury avec voix consultatives.

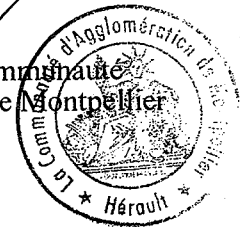
ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012 96
Transmis en Préfecture le	26/07/12
Affiché le	26/07/12
Notifié le	14/08/12
Identifiant	UHC 13212

Fait à Montpellier, le
M. J.-P. MOURE

25/07/12

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Désignation du Président du jury - Marché de maîtrise
d'oeuvre des aménagements du stade de la Mosson Mondial 98**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10861 du 24 mai 2012 relative à l'élection du jury de maîtrise d'oeuvre relatif à la procédure portant sur les aménagements du stade de la Mosson « Mondial 98 ».
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération, Président de droit de ce jury, peut désigner une personne appelée à le représenter,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jacques MARTIN, Vice-président, est désigné, en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la Présidence du jury du marché de maîtrise d'oeuvre des aménagements du stade de la Mosson « Mondial 98 ».

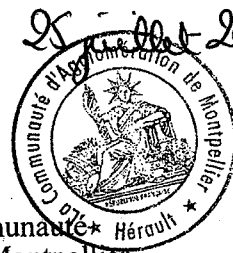
ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur Jacques MARTIN est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-97
Transmis en Préfecture le	26/07/12
Affiché le	26/07/12
Notifié le	14/08/12
Identifiant	LHC 133414

Fait à Montpellier, le
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement
SOCIETE DES AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF)
AIRE DE FABREGUES dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lévérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saussan et St Georges d'Orques adopté par la délibération n° 7385 du Conseil de Communauté du 22/12/2006 approuvant le contrat de DSP secteur Ouest ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement ASF (Fabrègues) reçue le 28 août 2009,

Vu la convention de travaux pour le déversement des eaux usées des aires de Montpellier Fabrègues de l'Autoroute A9 concédée à la société ASF signée le 28 juin 2010 entre la société ASF d'une part et la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'autre part ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Vu les arrêtés préfectoraux ICPE en date du 19/05/200 (S.A. ANTAR), 23/10/2001(AGIP), 15/11/2001(AVIA) ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement SOCIETE AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF), dont le siège social est situé à 9, place de l'Europe, 92851 Rueil-Malmaison Cedex représenté par Monsieur Didier HAMON, en qualité de Directeur Régional situé sur l'Autoroute A9 sur la Commune de Fabrègues implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BL 33, 34, 36, 37 et 38, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'Aires de services et de repos, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Sont implantés sur les aires de service de Montpellier/Fabrègues, les sous concessions de l'Etablissement ayant les activités suivantes :

- Stations service,
- Hôtellerie,
- Restauration,
- Kiosque de vente (boulangerie),
- Sanitaires publics.

dans le réseau séparatif, via un poste de refoulement situé en domaine public communal en bordure des anciens ouvrages de traitement de l'établissement, puis via le réseau situé sur le chemin communal qui rejoint le chemin de la Fabrique sur la commune de FABREGUES.

Les références de l'Etablissement sont :

Etablissements	Entités	N° SIRET
Gestionnaire	ASF	Non précisé
Station de service	AVIA	441 288 065 000 10
	AGIP	73 409 729 860
L'ARCHE	Cafétéria	379 455 231 00 462 Code APE n°5610 A
	IBIS	
	QUICK	
	PAUL	

L'établissement n'est pas une ICPE (Installations Classées au titre de la Protection de l'Environnement). Seule, l'activité pétrolière des sous-concessions est soumise aux dispositions des ICPE (Installations Classées au titre de la Protection de l'Environnement)

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1430	Dépôt de liquides inflammables de première catégorie	Déclaration
1434	Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Déclaration

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le

réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné, comme délégataire du service public d'assainissement, l'entreprise Lyonnaise des Eaux dont l'Entreprise Régionale sise au 8 rue Evariste Galois, ZI du Capiscol à Béziers 34500 cedex et son Agence est au 12 route de Bessan à Marseillan 34340, représentée par sa Directrice Régionale, Madame Jany ARNAL, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée «l'Exploitant».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental et le Règlement de service de l'Assainissement collectif de l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,

- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées assimilées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement, dont le déversement des eaux usées assimilées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Non obstant la convention de travaux de raccordement des eaux usées des aires de Montpellier Fabrègues de l'Autoroute A9 (conçue à la société ASF) à la nouvelle station d'épuration de Fabrègues, entre la société ASF d'une part et la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'autre part, signée le 28 juin 2010 qui engage les deux parties pour une durée de trente (30) ans, cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Maire de la commune de FABREGUES et en faire copie au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

L'établissement fera une demande d'autorisation à la Communauté d'Agglomération lors de chaque renouvellement des entités concernées dont l'activité différerait avec la précédente.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent Arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel Arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux et journaliers et des concentrations fixées par le présent Arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent Arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, assimilé autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent Arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent Arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté

d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent Arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier
Monsieur Jean Pierre Moure
Par délégation
Monsieur Louis Pouget
Le Vice-Président Délégué**

L. POUGET 9 AOUT 2012
Fait à Montpellier, le

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

*Recu en Préfecture le 20/08/2012
Affiché le 23/08/2012*

20 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER

A R R E T E

N°: **2012-2316**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement STATION ARAGO VEOLIA EAU – C.G.E
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n° 116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement STATION ARAGO VEOLIA EAU – C.G.E reçue le 15/08/2010 ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération ;

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement STATION ARAGO VEOLIA EAU-C.G.E,
dont le siège social est situé au 765 rue Henri Becquerel à Montpellier.34965,
représenté par Monsieur Jean Michel VALERY, en qualité de Responsable Usine,
situé 2000 route de Mende à Montpellier 34090.
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AL 28, 29, 30 et 31.
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Production et traitement d'eau potable, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement et production d'eau potable
- Analyses d'eau

dans le réseau séparatif, via un branchement situé route de Mende à Montpellier

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 572.025.526.01191
- Code APE : E 3600 Z

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1138	Stockage de chlore	Déclaration

Autres contraintes réglementaires
Code l'Environnement
Code de la Santé publique
Décrets, arrêtés et circulaire afférents au traitement de l'eau pour la consommation humaine

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement STATION ARAGO VEOLIA EAU-C.G.E doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à

l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement STATION ARAGO VEOLIA EAU-C.G.E, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement STATION ARAGO VEOLIA EAU-C.G.E désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement STATION ARAGO VEOLIA EAU-C.G.E devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement STATION ARAGO VEOLIA EAU-C.G.E et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement STATION ARAGO VEOLIA EAU-C.G.E s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté

pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement STATION ARAGO VEOLIA EAU-C.G.E la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement STATION ARAGO VEOLIA EAU-C.G.E de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau

et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement STATION ARAGO VEOLIA EAU-C.G.E sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services communaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier
Monsieur Jean Pierre Moure
Par délégation
Monsieur Louis Rouget**

Le Vice-Président Délégué

L. ROUGET
Fait à Montpellier, le

- 9 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Reçu en Préfecture le 20/08/2012 -

Affiché le 22/08/2012 -

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

24 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER



A R R E T E N°: 2012-2428

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement NORAUTO SAINT JEAN DE VEDAS
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier sur Lez, St Jean de Védas, Vendargues ZI et Vendargues Bourg, adopté par la délibération n° 8031 du Conseil de Communauté du 19/12/2007 approuvant le contrat de DSP secteur Périphérique Maera ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement NORAUTO ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement NORAUTO Saint Jean de Vedas,
dont le siège social est situé à rue du fort BP 225 à Lesquin Cedex 59812,
situé rue de la Condamine dans la ZAC des Devès de la Condamine à Saint Jean de Vedas 34430,
implanté sur la parcelle dont la référence cadastrales est : AY 013,
représenté par Monsieur Pascal HADDAD, en qualité de Directeur de centre,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Garage et assimilé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au rond point de ZAC des Devès de la Condamine à Saint Jean de Vedas.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Réalisation de prestation et d'entretien de véhicules
- Distribution de produits pour l'équivalent automobile

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 480 470 152 010 93
- N° RCS : 480 470 152
- Code NAF : 4532 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumise à d'autres contraintes réglementaires.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de St Jean de Vedas a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant »

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement NORAUTO Saint Jean de Vedas doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement NORAUTO Saint Jean de Vedas, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). En effet la qualité des rejets de l'Etablissement NORAUTO Saint Jean de Vedas sont assimilés à des rejets domestiques.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement NORAUTO Saint Jean de Vedas désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement NORAUTO Saint Jean de Vedas devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement NORAUTO Saint Jean de Vedas et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Maire de la commune de Saint Jean de Vedas et du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement NORAUTO Saint Jean de Vedas s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la commune Saint Jean de Vedas et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux et journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement NORAUTO Saint Jean de Vedas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant la déclaration du dysfonctionnement. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement NORAUTO Saint Jean de Vedas de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement NORAUTO Saint Jean de Vedas sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

**Monsieur Jean Pierre Moure
Par délégation**

Monsieur Kouls Pouget Délégué

Fait à Montpellier, le **POUGET**
23 AOÛT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

SOMMAIRE DES ANNEXES

Annexe 1: Glossaire - définitions

Annexe 2 : Coordonnées des différents acteurs concernés

- 1. Etablissement**
- 2. Communauté d'Agglomération de Montpellier (CAM)**
- 3. Exploitant**

Annexe 3 : Prescriptions techniques

- 1. Généralités**
- 2. Caractéristiques de l'Etablissement**
 - 2.1. Nature des activités**
 - 2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement**
 - 2.3. Plan des installations**
 - 2.4. Usages de l'eau**
 - 2.4.1. Comptage des prélèvements**
 - 2.4.2. Usages de l'eau**
 - 2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager**
 - 2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés**
 - 2.6. Déchets générés par l'activité**
- 3. Conditions techniques**
 - 3.1. Branchements**
 - 3.2. Réseau de refoulement privé**
- 4. Admissibilité des rejets**
 - 4.1. Pré-traitement**
 - 4.2. Déchets de fabrication et boues d'épuration**
 - 4.3. Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle**
 - 4.4. Volumes**
 - 4.5. Caractéristiques de la pollution**
 - 4.5.1. Métrologie**
 - 4.5.1.1 Dispositifs de mesures et de prélèvements**
 - 4.5.2. Débits maxima autorisés :**
 - 4.5.3. Flux maxima autorisés**
 - 4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées**
 - 4.5.3.2. Prescriptions particulières**
 - 4.5.4. Auto-surveillance**
 - 4.5.5. Contrôles inopinés**
- 5. Echancier de mise en conformité**
 - 5.1. Mise en conformité des équipements**
 - 5.2. Mise en conformité des rejets**

Annexe 4 : Clauses financières

Délibération n°8758 pour la tarification des rejets non domestiques

Annexe 5: Plans

Plan des réseaux internes de collecte



A R R E T E N°: 2012-2429

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement KAWNEER FRANCE
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier sur Lez, St Jean de Védas, Vendargues ZI et Vendargues Bourg, adopté par la délibération n° 8031 du Conseil de Communauté du 19/12/2007 approuvant le contrat de DSP secteur Périphérique Maera ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement KAWNEER FRANCE reçue le 8 juillet 2009;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement KAWNEER FRANCE,
dont le siège social est situé à Z.I. du Salaison, rue de la garenne à Vendargues 34748 Cedex,
situé Zone industrielle du Salaison, rue de la garenne à Vendargues 34748 Cedex,
représenté par Monsieur BENQUE Claude, en qualité de Directeur de site,
implanté sur la(es) parcelle dont la référence cadastrale est : BB 0177,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Concepteur gammiste de menuiseries aluminium, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Stockage et préparation de profilés
- Montage de prototype

dans le réseau séparatif, via un branchement situé rue des Bigos à Vendargues.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 338 731 927 000 15
- Code NAF :

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2920	Réfrigération, compression	Déclaration

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Vendargues a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement KAWNEER FRANCE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement KAWNEER, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4).

En effet le volume et la qualité des rejets de l'Etablissement KAWNEER sont assimilés à des rejets domestiques.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement KAWNEER FRANCE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement KAWNEER FRANCE devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement KAWNEER FRANCE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement KAWNEER FRANCE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de

pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux et journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement. En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement KAWNEER FRANCE, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement KAWNEER FRANCE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement KAWNEER FRANCE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de

l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

**Monsieur Jean Pierre Moure
Par délégation**

**Monsieur Louis Pouget
Le Vice-Président Délégué**

L. POUGET

Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.



Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Montpellier
Agglomération

Déposé en Préfecture le : 24/08/12

ARRETE N°: 2012-2430

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

24 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS (CAM)
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n° 116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement PATINOIRE VEGAPOLIS ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération ;

Vu l'arrêté n° 2010-3091 du 3 décembre 2010 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-34 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS Sarl VERT MARINE 34,
dont le siège social VERT MARINE situé 1 rue Lefort Gonssolin à Mont saint Aignan 76130,
représenté par Monsieur BERTE Thierry , en qualité de Directeur,
situé à Place de France, Odysséum, BP 71 à Montpellier 34935,
implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : SK 161,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Patinoire collective, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Boulevard Pénélope à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 750 310 070
- N° SIRET : 750 310 070 00016
- Code NAF : 9311 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Eau et Assainissement Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement PATINOIRE VEGAPOLIS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique tant que la qualité de ces rejets respecte les concentrations et les flux précisés dans le présent arrêté, dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

En effet la qualité des rejets de l'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS sont assimilés à des rejets domestiques.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement PATINOIRE VEGAPOLIS sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: «Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 24 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

Monsieur Louis Pouget

Le Vice-Président Délégué

L. POUGET

Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.



Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

24 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER

A R R E T E N°: 2012-2431

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement PISCINE AMPHITITRE MONTPELLIER
AGGLOMERATION
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier sur Lez, St Jean de Védas, Vendargues ZI et Vendargues Bourg, adopté par la délibération n° 8031 du Conseil de Communauté du 19/12/2007 approuvant le contrat de DSP secteur Périphérique Maera ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement PISCINE AMPHITITRE MONTPELLIER AGGLOMERATION;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement PISCINE AMPHITTRE MONTPELLIER AGGLOMERATION,
dont le siège social est situé à Communauté d'Agglomération de Montpellier sise 50, place
ZEUS CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2,

situé Avenue de Librilla à SAINT JEAN DE VEDAS 34430,
implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est AW 106, 107 et 129.

représenté Monsieur Jean Pierre MOURE, en qualité de Président de l'Agglomération de
Montpellier,
représenté, par délégation, par Monsieur Jacques MARTIN, en qualité de Vice-président de
l'Agglomération de Montpellier et Président de la Commission des Sports,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres
que domestiques, issues des activités de : Piscine collective, pour une période de 5 ans à partir
de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau (qualité eau de baignade)
- Lavage des équipements de filtration

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue de Librilla à Saint Jean de Vedas
34430.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais
il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires dont :
Article D 1332-1 et suivants du Code de la Santé Publique

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur
Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau
Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport
et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le
réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non
domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Saint Jean de Vedas a été confiée par la
Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie
Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2
dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur
Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont
conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement PISCINE AMPHITRE MONTPELLIER AGGLOMERATION doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à

l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement PISCINE AMPHITITRE MONTPELLIER AGGLOMERATION, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La redevance des rejets autres que domestiques de chaque entité s'effectuera sur la base du percentile du volume des rejets autres que domestiques sur le volume consommé en eau potable.

La facturation des eaux usées domestiques est proposée selon le même système de ratio. Ces pourcentages sont présentés en annexe 6.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement PISCINE AMPHITITRE MONTPELLIER AGGLOMERATION désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PISCINE AMPHITITRE MONTPELLIER AGGLOMERATION devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement PISCINE AMPHITITRE MONTPELLIER AGGLOMERATION et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement PISCINE AMPHITITRE MONTPELLIER AGGLOMERATION s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6: INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement PISCINE AMPHITITRE MONTPELLIER AGGLOMERATION, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal

mettra en demeure l'Etablissement PISCINE AMPHITITRE MONTPELLIER AGGLOMERATION de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement PISCINE AMPHITITRE MONTPELLIER AGGLOMERATION sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci. Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants. Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

L. BOUGET
Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

**Le Vice-Président Délégué
Monsieur Louis Pouget**

L. POUGET

Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.



Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12 24 AOUT 2012

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVÉE LE :

BUREAU DU COURRIER

A R R E T E N°: 2012-2432

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Cournonsec, Courmonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saussan et St Georges d'Orques adopté par la délibération n° 7385 du Conseil de Communauté du 22/12/2006 approuvant le contrat de DSP secteur Ouest ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION,
dont le siège social est situé à Communauté d'Agglomération de Montpellier sise 50, place
ZEUS CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2,

situé Avenue Cynisca à COURNONTERRAL 34690,
implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est AS 267,

représenté Monsieur Jean Pierre MOURE, en qualité de Président de l'Agglomération de
Montpellier,
représenté, par délégation, par Monsieur Jacques MARTIN, en qualité de Vice-président de
l'Agglomération de Montpellier et Président de la Commission des Sports,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres
que domestiques, issues des activités de : Piscine collective, pour une période de 5 ans à partir
de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau (qualité eau de baignade)
- Lavage des équipements de filtration

dans le réseau séparatif, via un branchement situé sur la RD 5.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais
il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires dont :
Article D 1332-1 et suivants du Code de la Santé Publique

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur
Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau
Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport
et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le
réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non
domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné, comme délégataire du service
public d'assainissement, l'entreprise SDEI - Lyonnaise des Eaux dont le Centre Régional sis
au 12, route de Bessan à Marseillan 34340 dont le siège social est : ZI du Capiscot, 8 rue
Evariste Galois 5 à Béziers 34530 cedex, représentée par sa Directrice Régionale, Madame
Jany ARNAL, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée
«l'Exploitant».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à

l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La redevance des rejets autres que domestiques de chaque entité s'effectuera sur la base du percentile du volume des rejets autres que domestiques sur le volume consommé en eau potable.

La facturation des eaux usées domestiques est proposée selon le même système de ratio. Ces pourcentages sont présentés en annexe 6.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Maire de la commune de CURNONTERRAL et du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal

mettra en demeure l'Etablissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement.

Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement PISCINE POSEIDON MONTPELLIER AGGLOMERATION sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité

des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci. Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

Article 19-01V al. 1
Décret

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur

les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

Monsieur Louis Pouget



Fait à Montpellier, le **L. POUGET**

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012
1/12

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

24 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER

A R R E T E N°: 2012-2433

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier sur Lez, St Jean de Védas, Vendargues ZI et Vendargues Bourg, adopté par la délibération n° 8031 du Conseil de Communauté du 19/12/2007 approuvant le contrat de DSP secteur Périphérique Maera ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION, dont le siège social est situé à Communauté d'Agglomération de Montpellier sise 50, place ZEUS CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2, situé 24 Rue Pierre de Coubertin à JACOU 34830, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est AS 467 représenté Monsieur Jean Pierre MOURE, en qualité de Président de l'Agglomération de Montpellier, représenté, par délégation, par Monsieur Jacques MARTIN, en qualité de Vice-président de l'Agglomération de Montpellier et Président de la Commission des Sports, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Piscine collective, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau (qualité eau de baignade)
- Lavage des équipements de filtration

dans le réseau séparatif, via un branchement situé 24 Rue Pierre de Coubertin à Jacou 34830.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires dont :
Article D 1332-1 et suivants du Code de la Santé Publique

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Jacou a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La redevance des rejets autres que domestiques de chaque entité s'effectuera sur la base du percentile du volume des rejets autres que domestiques sur le volume consommé en eau potable.

La facturation des eaux usées domestiques est proposée selon le même système de ratio. Ces pourcentages sont présentés en annexe 6.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal

mettra en demeure l'Etablissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement.

Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement PISCINE ALEX JANY MONTPELLIER AGGLOMERATION sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité

des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci. Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a l'obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les

rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

Monsieur Louis Pouget

Le Vice-Président Délégué

Fait à Montpellier, le ...L...POUGET

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.



Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12

A R R E T E N°: 2012-2434

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

24 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER
AGGLOMERATION
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement de la commune de Castelnau le Lez adopté par la délibération n° 4904 du Conseil Municipal du 28/06/1984 ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération ;

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION, dont le siège social est situé à Communauté d'Agglomération de Montpellier sise 50, place ZEUS CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2, situé Avenue du 8 Mai 1945 à CASTELNAU LE LEZ 34170, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est CL 378, représenté Monsieur Jean Pierre MOURE, en qualité de Président de l'Agglomération de Montpellier, représenté, par délégation, par Monsieur Jacques MARTIN, en qualité de Vice-président de l'Agglomération de Montpellier et Président de la Commission des Sports, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Piscine collective en extérieure, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau (qualité eau de baignade)
- Lavage des équipements de filtration

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue du 8 Mai 1945 à Castelnau Le Lez 34170.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires dont :
Article D 1332-1 et suivants du Code de la Santé Publique

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Castelnau Le Lez a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement PISCINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La redevance des rejets autres que domestiques de chaque entité s'effectuera sur la base du percentile du volume des rejets autres que domestiques sur le volume consommé en eau potable.

La facturation des eaux usées domestiques est proposée selon le même système de ratio. Ces pourcentages sont présentés en annexe 6.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour

le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON MONTPELLIER AGGLOMERATION sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions

d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci. Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

L. POUGET

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

Monsieur Louis Pouget

L. POUGET

Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.



Certifié exécutoire

Publié le . 06 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le . 24/08/12

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

24 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER

A R R E T E N°: 2012-2435

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n° 116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération ;

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION,
dont le siège social est situé à Communauté d'Agglomération de Montpellier sise 50, place ZEUS
CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2,
représenté Monsieur Jean Pierre MOURE, en qualité de Président de l'Agglomération de
Montpellier
représenté, par délégation, par Monsieur Jacques MARTIN, en qualité de Vice-président de
l'Agglomération de Montpellier et Président de la Commission des Sports,

dont les entités concernées sont :

Piscine Centre Nautique Neptune, située Avenue Heidelberg à Montpellier 34080, Quartier
Mosson, implanté sur les parcelles dont la références cadastrales sont LP 5, 9, 10 et 12.

Piscine Olympique Antigone, située 195 Avenue Jacques Cartier à Montpellier 34000, Quartier
Antigone, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est HI 407.

Piscine Marcel Spilliaert, située 154 Rue Camille Desmoulins à Montpellier 34000, Quartier
Chamberte, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est IT 134.

Piscine Jean Taris, située 67 Rue Louise Michel à Montpellier 34000, Quartier de la
Pompignane, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est CS 203.

Piscine Jean Vivès, située 1933 Avenue de Maurin à Montpellier 34000, Quartier Croix
d'argent, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est Er 451.

Piscine Suzanne Berlioux, située Rue Métairie de Sayssset à Montpellier 34000, Quartier Près
d'arènes, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est DO 135.

Piscine Alfred Nakache, située 237 Route de Vauguières à Montpellier 34000, Quartier
Millénaire, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est DL 457.

Piscine Pitot, située 40 Allée Jean Raymond à Montpellier 34000, Quartier Centre, implanté sur
la parcelle dont la référence cadastrale est BX 439.

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que
domestiques, issues des activités de : Piscine collective, pour une période de 5 ans à partir de la
date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau (qualité eau de baignade)
- Lavage des équipements de filtration

dans le réseau séparatif, via un branchement situé :

Entité	Point de rejet
Centre Nautique Neptune	Avenue Heidelberg
Olympique Antigone	195 Avenue Jacques Cartier
Marcel Spilliaert	154 Rue Camille Desmoulins
Jean Taris	67 Rue Louise Michel
Jean Vivès	1933 Avenue de Maurin
Suzanne Berlioux	Rue Métairie de Sayssset
Alfred Nakache	237 Route de Vauguières
Pitot	40 Allée Jean Raymond

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires dont :
Article D 1332-1 et suivants du Code de la Santé Publique

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,

- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La redevance des rejets autres que domestiques de chaque entité s'effectuera sur la base du percentile du volume des rejets autres que domestiques sur le volume consommé en eau potable. La facturation des eaux usées domestiques est proposée selon le même système de ratio. Ces pourcentages sont présentés en annexe 6.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement PISCINES MONTPELLIER AGGLOMERATION sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci. Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation. »

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, éventuellement d'un représentant de la commune de MONTPELLIER, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

**Monsieur Louis Pouget
Le Vice-Président Délégué**



L. POUGET
Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

24 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER

A R R E T E N°: 2012-2436

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement CHABAUD SAS
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier sur Lez, St.Jean de Védas, Vendargues ZI et Vendargues Bourg, adopté par la délibération n° 8031 du Conseil de Communauté du 19/12/2007 approuvant le contrat de DSP secteur Périphérique Maera ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement CHABAUD SAS reçue le 24 février 2010;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CHABAUD SAS,
dont le siège social est situé à 380 rue Terre de Roy à Vendargues 34740,
représenté par Monsieur CHABAUD Jean François, en qualité de Président Directeur
Général,
implanté sur la parcelle dont la référence cadastrales est : BB 163,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres
que domestiques, issues des activités de Fabrication de peinture et revêtements pour le
bâtiment, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Mélange de liquides, de charges carbonatées, de silice et d'adjuvants

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 380 rue Terre de Roy à Vendargues

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS et N° SIRET : 457 800 266 00027
- Code NAF : 2030 Z

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est
soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1432-2b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Déclaration
1434-1b	Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Déclaration
2640-2b	Fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels	Déclaration
2662-b.	Stockage de polymères	Déclaration

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur
Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau
Monsieur Jean Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du
transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit
dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature
non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Vendargues a été confiée par la
Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie
Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2
dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur
Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont
conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation
existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de
l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans
l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement
(ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement CHABAUD SAS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CHABAUD SAS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement CHABAUD SAS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Maire de la commune de VENDARGUES et en faire copie au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CHABAUD SAS devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement CHABAUD SAS et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement CHABAUD SAS s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux et journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CHABAUD SAS, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CHABAUD SAS de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CHABAUD SAS sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de

l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 26/08/12



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

Monsieur L. Pouget

L. POUGET

Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.



**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement HORIBA ABX SAS
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier sur Lez, St Jean de Védas, Vendargues ZI et Vendargues Bourg, adopté par la délibération n° 8031 du Conseil de Communauté du 19/12/2007 approuvant le contrat de DSP secteur Périphérique Maera ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement HORIBA ABX SAS ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement HORIBA ABX SAS,
dont le siège social est situé à Rue du Caducée ; Parc Euromédecine BP 7290 à Grabels 34184
Cedex 4,
représenté par Monsieur DUBUC Christian, en qualité de Directeur Général Délégué,
implanté sur la(es) parcelle dont les références cadastrales sont : AB21, 22, 23, 33, 34, 43, 84, 86,
87, 90 et AM83,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que
domestiques, issues des activités de : Conception, fabrication et vente de systèmes d'analyse du
sang et ses consommables, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à
l'Etablissement,
dans le réseau séparatif, via des branchements situés rue du Caducée à Grabels.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Assemblage d'automates
- Production de réactifs

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 328 031 042 00042
- Code NAF : 2651 B

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise
à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1111	Emploi ou stockage de substances ou préparations très toxiques	Déclaration
2920	Réfrigération, compression	Déclaration

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean
Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur
Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de
l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau
d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en
provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Grabels a été confiée par la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52
rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre
BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant »

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante
tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental et le
Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de
Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement
(ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement HORIBA ABX SAS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement HORIBA ABX SAS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement HORIBA ABX SAS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement HORIBA ABX SAS devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement HORIBA ABX SAS et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement HORIBA ABX SAS s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux et journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement HORIBA ABX SAS, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant la déclaration du dysfonctionnement. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement HORIBA ABX SAS de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement HORIBA ABX SAS sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

**Monsieur Louis Pouget
Le Vice-Président Délégué**

L. POUGET
Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.



Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12

A R R E T E N°: 2012-2438

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

24 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement GARAGE MIETTE
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier sur Lez, St Jean de Védas, Vendargues ZI et Vendargues Bourg, adopté par la délibération n° 8031 du Conseil de Communauté du 19/12/2007 approuvant le contrat de DSP secteur Périphérique Maera ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement GARAGE MIETTE du 28 octobre 2009;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement GARAGE MIETTE,
dont le siège social est situé à Route de Mende, Pôle Sainte Julie à Montferrier sur Lez 34980,
représenté par Monsieur Dominique MIETTE, en qualité de Directeur,
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BC 5 et 64,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Garage de Mécanique Automobile pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Réparation mécanique,
- Carrosserie et peinture,

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 1 Pôle d'activité Sainte Julie à Montferrier sur Lez.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS et N° SIRET : 323 515 064 00018.

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de MONTFERRIER SUR LEZ a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant »

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement GARAGE MIETTE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement GARAGE MIETTE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté

d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement GARAGE MIETTE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement GARAGE MIETTE devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement GARAGE MIETTE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement GARAGE MIETTE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de

pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement GARAGE MIETTE, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement GARAGE MIETTE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement GARAGE MIETTE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 20 SEP. 2012



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

**Monsieur Louis Pouget
Le Vice-Président Délégué**

Fait à Montpellier, le

L. POUGET 23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement AQUARIUM MARE NOSTRUM
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n° 116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage.

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement AQUARIUM MARE NOSTRUM ;

Vu l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 02 septembre 2011 et de l'arrêté préfectoral en date du 6 décembre 2005 ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement Société d'exploitation de l'AQUARIUM MARE NOSTRUM, dont le siège social est situé à Odysséum, 1235 allée Ulysse, CS 79561 à Montpellier 34960 représenté par Monsieur Roger ZIMERMANN, en qualité de Directeur Général, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : SK 235, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Aquarium Public, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Entretien et maintenance des bassins d'évolution de la faune et de la flore,
- Traitement de l'eau des bassins et des aquariums,
- Surveillance biomédicale de la faune.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé sur la parcelle SK 297 à Odysséum à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS et N° SIRET: 498 663 616 000 15
- Code NAF : 925 C

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2140	Etablissement de présentation au Public d'animaux appartenant à la faune sauvage à l'exclusion des magasins de vente au détail	Autorisation

Autres contraintes réglementaires
Arrêté du 25/03/2004 : Règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations zoologiques présentant au public des spécimens vivants

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas d'endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement AQUARIUM MARE NOSTRUM doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement AQUARIUM MARE NOSTRUM dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement AQUARIUM MARE NOSTRUM désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement AQUARIUM MARE NOSTRUM devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement AQUARIUM MARE NOSTRUM et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement AQUARIUM MARE NOSTRUM s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement AQUARIUM MARE NOSTRUM, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement AQUARIUM MARE NOSTRUM de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement AQUARIUM MARE NOSTRUM sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le 6 SEP. 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

Monsieur Louis Pouget
Le Vice-Président Délégué



L. POUGET

Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Publié le : 6 SEP. 2012

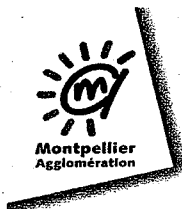
Déposé en Préfecture le : 24/08/12

A R R E T E N°: 2012-2440

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

24 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER



**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n° 116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL,
dont le siège social est situé au 56 Avenue du Marché gare CS 20011 à Montpellier 34074,
représenté par Monsieur VERGNET Jean Louis, en qualité de Président,
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OL 48 et 50
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Garage et vente de véhicules et pièces d'occasions, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Atelier mécanique,
- Pistes de lavage,
- Carrosserie et peinture

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 56 Avenue du Marché gare à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS et SIRET : 392 015 228 000 19
- Code NAF : 4511 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumise à d'autres contraintes réglementaires.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SAS FRANCE AUTO Garage OPEL sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement. Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de

l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP, 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

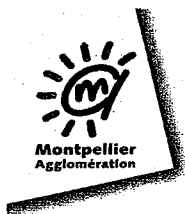
Monsieur Louis Pouget
Le Vice-Président Délégué

L. POUGET

Fait à Montpellier, le

23 AOUT 2012

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.



**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA
dans le système de collecte et de traitement
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n° 116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu l'arrêté n° A2012-3 du 19 mars 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA,
dont le siège social est situé à 53 Avenue du Marché Gare BP 78 à Montpellier 34 072 Cedex 3,
représenté par Monsieur Jean Louis RIBELLES, en qualité de Directeur,
implanté sur la parcelle dont la référence cadastrales est : OL 34,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Négoce d'emballages en verre et lavage de bouteilles, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.
Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Lavage industriel de bouteilles

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 53 Avenue du Marché Gare BP 78 à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 382 179 893
- N° SIRET : 382 179 893 00021
- Code NAF : 4676 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine Assainissement et Eau Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)

- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

En cas d'arrêt de l'activité de lavage industriel de bouteilles (projet 2012-2013), l'établissement n'aura plus qu'une activité de négoce, l'usage de l'eau ne sera plus à but industriel mais seulement à but domestique. L'établissement devra adresser un courrier au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avec une copie à son délégataire, pour l'avertir de la date de cessation de cette activité. La tarification assainissement sera alors calculée sur le tarif domestique après un contrôle des services compétents et des analyses des rejets confirmant la qualité domestique des effluents rejetés.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisé sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune de MONTPELLIER et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Certifié exécutoire

Publié le : 6 SEP 2012

Déposé en Préfecture le : 24/08/12



**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Jean Pierre Moure

Par délégation

Le Vice-Président Délégué
Louis Pouget

L. POUGET 23 AOUT 2012

Fait à Montpellier, le

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Désignation des personnalités qualifiées pour le marché de maîtrise d'œuvre de la réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,

VU la délibération n°10862 du Conseil de Communauté du 24 mai 2012 relative à la composition et à l'élection des membres du jury chargés d'examiner et d'émettre un avis motivé sur les candidatures et les offres remises relatives au marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès.

- **CONSIDERANT** l'obligation pour le Président de la Communauté d'Agglomération de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,
- **CONSIDERANT** la faculté pour le Président de la Communauté d'Agglomération de désigner des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet de la consultation, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont désignés pour siéger au sein du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur la réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès :

Au titre des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier :

Monsieur Guillaume DECHAVANE ou son suppléant Monsieur Daniel BOYON de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale Pôle jeunesse, sports et vie associative.

Au titre des membres ayant la même qualification ou la même expérience que celle exigée des candidats :

Monsieur Jérôme GROS architecte, représentant l'Ordre des Architectes de la Région Languedoc-Roussillon ou son suppléant, Madame Isabelle ARNOLD architecte, représentant l'Ordre des Architectes de la Région Languedoc-Roussillon,
Monsieur Yves NURIT architecte, Directeur Général Adjoint de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son suppléant, Madame Christine TORRES architecte à la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
Madame Nathalie SAIDOUX architecte, chef du service Programme et Maintenance à la Direction de l'Education du Conseil Régional Languedoc-Roussillon ou son suppléant, Monsieur Benoit CELIE ingénieur, Directeur Adjoint à la Direction de l'Education du Conseil Régional Languedoc-Roussillon,
Monsieur Patrice QUESSON architecte, chef du service maîtrise d'ouvrage, Direction de la Culture de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son suppléant, Monsieur William MEALIER architecte, chef de service adjoint maîtrise d'ouvrage, Direction de la Culture de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

Conformément à l'article 24.II du Code des Marchés Publics, un représentant du service en charge de la concurrence ainsi que le Comptable Public sont invités avec voix consultatives au jury.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-92
Transmis en Préfecture le	10/09/12
Affiché le	10/09/12
Notifié le	
Identifiant	UNC 133739

Fait à Montpellier, le
M. J.-P. MOURE

10/09/12

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Désignation du Président du jury - Marché de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- VU la délibération n°10862 du Conseil de Communauté du 24 mai 2012 relative à la composition et à l'élection des membres du jury chargés d'examiner et d'émettre un avis motivé sur les candidatures et les offres remises relatives au marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès.
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération, Président de droit de ce jury, peut désigner une personne appelée à le représenter,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jacques MARTIN, Vice-président, est désigné, en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la Présidence du jury pour arrêter la liste des candidats admis à concourir au marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès..

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur Jacques MARTIN est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-93
Transmis en Préfecture le	10/09/12
Affiché le	10/09/12
Notifié le	
Identifiant	LNC A33746AR

Fait à Montpellier, le 10/09/12
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature permissions de voirie

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-1498 du 6 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur Georges LESCUYER,
- VU la note de service n°05-129 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Georges LESCUYER sur l'emploi de Directeur des Transports et de la Voirie,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2011-1498 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Georges LESCUYER, Directeur des Transports et de la Voirie, à l'effet de signer les permissions de voirie du domaine public de la Communauté d'Agglomération. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Georges LESCUYER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Karim OUNOUGHI, directeur adjoint dans le domaine Infrastructure, Transports en Commun et Déplacements.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Georges LESCUYER et de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation définie à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Camel MAHDJOUB, directeur adjoint dans le domaine Exploitation Transports.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Messieurs Georges LESCUYER, Karim OUNOUGHI et Camel MAHDJOUB, la délégation définie à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Messieurs Georges LESCUYER, Karim OUNOUGHI, Camel MAHDJOUB et Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-98
Transmis en Préfecture le	20/09/12
Affiché le	20/09/12
Notifié le	
Identifiant	UC 136303 - AR

Fait à Montpellier, le 18/09/12
M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Arrêté désignant Monsieur Robert SUBRA président du jury de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 11019 du 19 juillet 2012 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération, Président de droit de ce jury, peut désigner une personne appelée à le représenter,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Robert SUBRA, Vice président de la Communauté d'Agglomération, Président de la Commission Tramway, Transports, Déplacements, est désigné en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson.

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur Robert SUBRA est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-99
Transmis en Préfecture le	20/09/12
Affiché le	20/09/12
Notifié le	
Identifiant	LTC M37107

Fait à Montpellier, le 18.09.12
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Arrêté désignant les personnes ayant la qualification professionnelle
d'architecte au sein du jury de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation
d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11019 du 19 juillet 2012 relative à l'élection du jury de maîtrise d'oeuvre relatif à la procédure portant sur la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson,
- **CONSIDERANT** l'obligation pour le Président de la Communauté d'Agglomération de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats.

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont désignés pour siéger comme membres du jury appelés à donner leur avis sur la liste des candidats admis à négocier dans le cadre de la procédure relative au marché de maîtrise d'oeuvre de réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson Ligne 1 / Ligne 3 :

- Monsieur Yves NURIT, Architecte DPLG, Ingénieur Territorial en Chef, Directeur Général Adjoint des Services de la Communauté d'Agglomération,
- Monsieur Jean CHOUKOUR, Architecte DPLG, Urbaniste, chef de service Formes Urbaines, Direction Aménagement et Programmation, Ville de Montpellier,
- Monsieur Antoine GARCIA-DIAZ, Architecte DPLG, membre du groupement de maîtrise d'oeuvre de la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.
- Monsieur Jean-Marie BAVAY, Architecte DPLG, désigné par l'Ordre des Architectes du Languedoc-Roussillon, comme membre titulaire et Monsieur Gérard SAMPER, Architecte DPLG, désigné comme membre suppléant.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-100
Transmis en Préfecture le	20/09/12
Affiché le	20/09/12
Notifié le	
Identifiant	UNC 1371 12 - AR

Fait à Montpellier, le
M. J.-P. MOURE

18.09.12

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Personnalités compétentes - Commission d'Appel d'offres - Quartier Gare TGV

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 22, 23, 36 et 67,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10999 du 19 juillet 2012 relative à l'élection de la Commission d'Appel d'Offres spécifiquement chargée du classement des candidats et du choix du titulaire de l'accord-cadre pour la réalisation des études urbaines du quartier de la gare TGV, à l'issue de la procédure de dialogue compétitif conduite,
- **CONSIDERANT** la faculté pour le Président de la Communauté d'Agglomération de désigner, pour participer aux réunions de cette Commission d'Appel d'Offres spécifique, des personnalités ayant voix consultative, et ce en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont désignés pour siéger au sein de cette Commission d'Appel d'Offres spécifique relative à la procédure portant sur la réalisation des études urbaines du quartier de la gare TGV, en tant que personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation :

- Salvador NUNEZ, Directeur des opérations ASF
- Roland LEGRAND, Chef de mission des gares nouvelles RFF,
- Bernard REICHEN, Urbaniste coordinateur Ecocité
- Jean-Luc FRIZOT, Directeur TAM
- Didier KRUGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ou son représentant, Francis CHARPENTIER, Directeur Adjoint

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-101
Transmis en Préfecture le	10/09/12
Affiché le	10/09/12
Notifié le	
Identifiant	LMC137607-AR

Fait à Montpellier, le 10/09/12
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Montpellier

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Arrêté relatif à la désignation du représentant de Monsieur le Président au jury du marché n°3022RI12 de maîtrise d'oeuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24 et 74,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11012 du 19 juillet 2012 relative à l'élection du jury de maîtrise d'oeuvre relatif à la procédure portant sur le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération, Président de droit de ce jury, peut désigner une personne appelée à le représenter,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur M. ASLANIAN est désigné en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Présidence du jury de maîtrise d'oeuvre relatif à la procédure portant sur le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique,

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur M. ASLANIAN est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

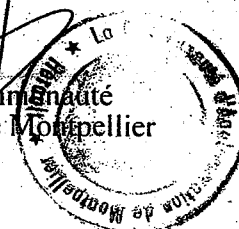
ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-103
Transmis en Préfecture le	24/09/12
Affiché le	25/09/12
Notifié le	
Identifiant	LHC 137627

Fait à Montpellier le
M. J.-P. MOURE

20 Sept 2012

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Arrêté autorisant de déverser les eaux usées non domestiques de
l'Etablissement Profils Systèmes SAS dans le système de collecte et de
traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 2012 à 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L.2224-7 à L.2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2000-01-336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu le règlement du service de l'assainissement des Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint Génies des Mourgues, Saint-Drézéry et Sussargues adopté par la délibération n°8032 du Conseil de Communauté du 19 juillet 2007 approuvant le contrat de Délégation de Service Public secteur Est ;

Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement Profils Systèmes SAS reçue le 9 décembre 2009 ;

Vu l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 01/07/2011 et de l'arrêté préfectoral en date du 11/08/2006 ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'autorité compétente concernée.

Vu la délibération n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

Vu l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement.

Vu l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement Profils Systèmes SAS, comprenant deux entités Massane Industrie et Massane Logistique, dont le siège social est situé au Parc d'Activités de Massane, rue Alfred Sauvy à Baillargues 34670,

représenté par Monsieur Christophe DERRE, en qualité de Directeur Général, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AZ 18, 137, 144, 146, 150, 153, 165, 175, 177, 179, 181, ci-après désigné « l'Etablissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Fabrication de profilés aluminium, pour une période de cinq ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Extrusion de profilés aluminium,
- Laquage de profilés aluminium,

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 10 rue Alfred Sauvy à Baillargues.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS et N° SIRET : 340 757 764 00055 et 340 757 764 00048
- Code NAF : 2442 Z (Massane Industrie)
- Code NAF : 4672 Z (Massane Logistique)

L'entité Massane Industrie de l'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1136	Emploi ou stockage de l'ammoniac	Déclaration
1158.3	Fabrication industrielle, emploi ou stockage du diisocyanate de diphenylméthane (MDI)	Déclaration
1418.3	Stockage ou emploi d'acétylène	Déclaration
2560.1	Travail mécanique des métaux et alliages	Autorisation
2565.2	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique	Autorisation
2565.3		Déclaration
2660.2	Fabrication industrielle ou régénération de polymères	Autorisation
2920.2	Réfrigération, compression	Déclaration
2921.2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Déclaration
2940.2	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	Déclaration
2940.3	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	Autorisation
IPPC	Approche intégrée de la réduction de la pollution	

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service public de l'assainissement sur la Commune de Baillargues a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité,
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement Profils Systèmes doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement Profils Systèmes, entité Massane Industrie, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé par délibération n°8758 Conseil de Communauté du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement.

L'entité Massane Logistique, de part ses rejets exclusivement de type domestique, n'est pas soumis à la redevance relative aux rejets non domestiques.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement Profils Systèmes désire obtenir le renouvellement de son autorisation, elle devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement Profils Systèmes devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement Profils Systèmes et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement Profils Systèmes s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement Profils Systèmes, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement Profils Systèmes de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des

boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement Profils Systèmes sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois.

Le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: « Est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un

représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un arrangement ne pourra être obtenu dans un délai de 30 jours francs, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2012-114
Transmis en Préfecture le	05.10.12
Affiché le	05.10.12
Notifié le	
Identifiant	UMC138407 AU

Fait à Montpellier, le 05 octobre 2012
M. D. POUGET

Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier, délégué
à l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Arrêté de désignation du représentant du Président au jury relatif au marché n°3039GD12 de maîtrise d'oeuvre des travaux de réalisation du casier n°2 de l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24 et 74.III.4° b,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11007 du 19 juillet 2012 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre concernant la procédure de passation du marché de maîtrise d'œuvre des travaux de réalisation du casier n°2 de l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- Vu la délibération du Conseil Communautaire n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur C Valette en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté n°A2012-25 en date du 10 avril 2012 donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur C Valette dans le domaine «Environnement»
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération, Président de droit de ce jury, peut désigner une personne appelée à le représenter,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Christian VALETTE est désigné en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure de passation du marché de maîtrise d'œuvre des travaux de réalisation du casier n°2 de l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur Christian VALETTE est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-115
Transmis en Préfecture le	02 10 12
Affiché le	02 10 12
Notifié le	
Identifiant	UMC 1390 M - AR

Fait à Montpellier, le 02 10 12
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier





Montpellier

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Arrêté de désignation des personnalités du jury ayant la même qualification que celle attendue des candidats - Maîtrise d'oeuvre des travaux de réalisation du casier n°2 de l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux (I.S.D.N.D.) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Marché n°3039GD12

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24 et 74.III.4° b,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11007 du 19 juillet 2012 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre concernant la procédure de passation du marché n°3039GD12 de maîtrise d'œuvre des travaux de réalisation du casier n°2 de l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** l'obligation pour le Président de la Communauté d'Agglomération de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont désignés pour siéger au sein du jury de maîtrise d'œuvre concernant la procédure de passation du marché de maîtrise d'œuvre des travaux de réalisation du casier n°2 de l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre des membres du jury ayant la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats :

- Monsieur Jacques SINGLA, chargé de missions déchets au sein du service Energies – Déchets du Département de l'Hérault;
- Monsieur Yvon IZIQUEL, chef du service déchets à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau ;
- Monsieur Vincent CALLAND, chef de Projet Eau – Environnement – BRL Ingenierie.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-116
Transmis en Préfecture le	02.10.12
Affiché le	02.10.12
Notifié le	
Identifiant	UMC1390B AR

Fait à Montpellier, le 02.10.12
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Arrêté relatif à la Commission Départementale d'Aménagement Commercial - Alain Barrandon

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération n°9868 du 2 décembre 2010 portant élection des membres du Bureau ;
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le 3 octobre 2012 à 10h30.

A R R E T E

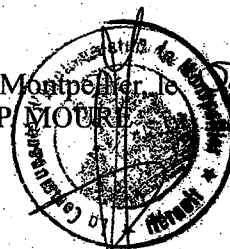
- **ARTICLE 1** : Délégation de fonction est accordée à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Maire de Cournonterral pour siéger et voter le 3 octobre 2012 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault en qualité de Vice-Président, pour l'examen d'un projet de création d'un ensemble commercial de 4 304 m² de surface de vente, au sein de l'Ecocité de la ZAC de l'aéroport de Montpellier, situé Pailletrice – D21 – Route de la Mer à Pérols 34470.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Arrêté n°	A2012-117
Transmis en Préfecture le	02.10.12
Affiché le	02.10.12
Notifié le	
Identifiant	UMC_139207_AD

Fait à Montpellier, le 02.10.12
M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature accordée à Mme CELIE

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

CONSIDERANT que MM. Christian FINA et Yves NURIT seront absents les 3 et 4 octobre 2012 et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de MM. Christian FINA et Yves NURIT les 3 et 4 octobre 2012, les délégations de signature dont ils sont attributaires sont accordées à Mme Christel CÉLIÉ.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2012-118
Transmis en Préfecture le	02 10 12
Affiché le	02 10 12
Notifié le	
Identifiant	UTC BP222 AR

Fait à Montpellier le 02 10 12
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.